

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** Le problème des changes en Europe, par M. A.-E. Janssen, Ministre d'Etat — Le budget de 1950 — Législation économique — Tableau des parités monétaires — Statistiques.

## LE PROBLÈME DES CHANGES EN EUROPE

par M. Albert-Edouard JANSSEN,

Ministre d'Etat.

La normalisation des rapports de change entre les pays de l'Europe occidentale constitue la clef de voûte d'un retour à la stabilité et à la prospérité de la vie économique européenne. Ce *problème des changes* se pose actuellement dans toute son acuité. Comment arriver à la solution des difficultés de change, telle est la question que se posent ceux que préoccupe l'avenir économique de notre continent.

Au point de vue monétaire, la libre circulation des marchandises et des capitaux ne se conçoit que par le rétablissement de la convertibilité des monnaies fiduciaires circulant dans chacun des pays.

La convertibilité en métal, étalon des valeurs, soit en or, soit en devises convertibles en or, exista pendant une longue période d'années avant la première guerre mondiale. Elle fut successivement rétabli en Europe occidentale entre les années 1923 et 1927 moyennant certaines conditions préalables :

- 1° l'équilibre des budgets à un montant raisonnable;
- 2° l'arrêt de l'inflation, qu'elle soit d'origine publique ou privée;
- 3° la consolidation des dettes flottantes exagérées, tant internes qu'externes;
- 4° la constitution de liquidités et d'encaisses suffisantes de la Banque centrale, réalisées au besoin par un emprunt extérieur.

Ces conditions très simples furent appliquées dans de nombreux pays et les expériences successives sont là pour témoigner de leur bien-fondé.

Le problème des changes fut longuement discuté par divers comités internationaux aux travaux desquels nous avons participé en qualité de membre, notamment le Comité financier de la Société des Nations et le Comité des experts du plan Dawes qui fonctionna au début de l'année 1924 en vue de rétablir la situation monétaire de l'Allemagne.

La Grande-Bretagne était représentée par des hommes de grande expérience qui s'appelaient : Mac Kenna, ancien Chancelier de l'Échiquier et Président de la Midland Bank, Addis, Kindersley et Stamp, tous trois Directeurs de la Banque d'Angleterre.

La France avait comme experts : Parmentier, ancien Directeur général du Mouvement des Fonds, le Professeur Allix et Laurent Atthalin, Administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas. L'Italie était représentée par Pirelli, Flora et Alberti; les Etats-Unis par Dawes, Young et Robinson. La Belgique, enfin, avait délégué Francqui, Houtart et l'auteur de ces lignes.

La plupart des signataires sont morts aujourd'hui; un quart de siècle s'est passé, mais les principes financiers qu'ils recommandèrent et qui furent victorieusement appliqués gardent encore toute leur valeur. Il est utile, dans les circonstances actuelles, de rappeler quelques extraits des rapports terminés en avril 1924 et dont les conclusions furent adoptées par tous les gouvernements européens intéressés.

Le texte ci-dessous, tiré du rapport du premier Comité des experts du plan Dawes, souligne à juste

titre l'interaction qui existe entre l'équilibre budgétaire et la stabilité monétaire et rappelle les effets sociaux désastreux de l'inflation :

« Comme l'indiquent les termes de notre mandat, deux principaux problèmes ont été soumis à notre examen : la stabilisation de la monnaie allemande et l'équilibre du budget allemand. Il est de toute évidence que ces problèmes sont étroitement liés. La monnaie d'un pays ne peut demeurer stable si son budget n'est pas normalement équilibré, car si les dépenses dépassent continuellement les recettes, il viendra un moment où l'émission des billets s'imposera pour couvrir le déficit, et l'inflation entraînera fatalement la dépréciation de la monnaie. D'autre part, la dépréciation monétaire rend impossible l'équilibre du budget puisqu'elle empêche de calculer, d'une façon certaine, les recettes et les dépenses, et met perpétuellement le Trésor en déficit du fait de l'intervalle qui sépare forcément l'assiette des impôts de leur perception. La nature des choses oblige cependant à étudier d'abord ces deux problèmes séparément, tout en ayant continuellement à l'esprit leur interdépendance. Nous avons donc étudié chacun d'eux en supposant l'autre résolu. Nous n'avons, d'autre part, jamais perdu de vue que l'équilibre du budget et la stabilisation monétaire sont des moyens destinés à satisfaire à la fois aux besoins essentiels de l'Allemagne et aux obligations que lui impose le traité, obligations dont l'exécution est indispensable pour la reconstruction de l'Europe occidentale, et par conséquent, non seulement pour les pays créanciers de l'Allemagne, mais pour l'Allemagne elle-même. Il est clair, en effet, qu'une Allemagne dont l'économie serait redevenue florissante ne pourrait résister longtemps à une crise financière et économique sévissant chez les nations qui l'entourent. Il faut, en un mot, pour que la restauration de l'Allemagne soit définitive, que les autres nations reviennent, elles aussi, à des conditions convenables d'existence financière et économique, et soient également mises à même de procéder aux échanges commerciaux normaux dont dépend la prospérité générale... »

» Les travailleurs en bénéficieront également car leurs intérêts sont liés par-dessus tout à la stabilité. Certaines classes de la société peuvent avoir des compensations dans l'extraordinaire renversement des fortunes qu'apporte l'inflation; les uns y gagnent, les autres y perdent, mais pour les classes ouvrières, l'instabilité est entièrement un mal; elle n'offre de compensations d'aucune sorte. A cet égard, nous pouvons nous référer aux idées émises par le représentant des ouvriers qui a comparu devant nous à Berlin. Parlant, non pas au nom de l'ensemble du peuple allemand, mais simplement des travailleurs qu'il représente, M. Grassman déclare que « les classes » ouvrières allemandes ne pourraient pas supporter » une autre période d'inflation. Il faut qu'elles » adressent un appel au monde pour obtenir une monnaie stable qui leur permette d'acheter quelque » chose avec leur salaire, même quatre semaines après » qu'elles l'ont reçu. »

» Il est évident que, si les statuts de la Banque sont strictement observés, les dangers d'inflation future ne pourront être que minimes. »

\* \* \*

Il y a un quart de siècle, nous avons également connu les deux courants d'opinion qui se confrontent

encore aujourd'hui au sujet des conditions de la convertibilité. Une première opinion affirme que l'équilibre de la balance des paiements est une condition préalable de la convertibilité; l'autre assure que la convertibilité amène par le jeu naturel des forces économiques une mise en équilibre des balances non deux à deux mais multilatéralement, à condition toutefois qu'il soit mis fin aux inflations monétaires. Les experts précités d'il y a vingt-cinq ans ont conclu en faveur de l'adoption de la seconde opinion. L'expérience a prouvé qu'ils ont eu raison.

Les conclusions du second Comité d'experts du plan Dawes n'ont rien perdu de leur actualité et de leur pertinence, ainsi qu'on peut le constater à la lecture de l'extrait suivant :

« D'une manière générale, l'évasion des capitaux, pour employer l'expression usuelle, a été provoquée en Allemagne par les facteurs ordinaires de ce phénomène. L'évasion a été amenée avant tout par ce fait que le Gouvernement n'a pas mis son budget en équilibre, situation qui a fait naître, comme corollaire, la nécessité de contracter de gros emprunts et d'assurer les paiements par la création de papier-monnaie.

» L'évasion s'est alors développée sous l'action des spéculateurs et des capitalistes effrayés, qui ont échangé leurs marks contre des devises étrangères, pendant que les exportateurs de marchandises conservaient à l'étranger tout ce que pouvait y laisser le produit de leurs ventes. Toutefois, dans le cas particulier qui nous occupe, le phénomène ordinaire s'est trouvé fortement accentué par l'attitude qu'a prise le peuple allemand à l'égard des paiements que son pays avait à faire à ses créanciers de guerre et il a été marqué par des moyens et des procédés nouveaux et ingénieux mis en œuvre pour éluder une législation restrictive et pour dissimuler les véritables propriétaires des soldes étrangers.

» L'insuccès des procédés, tant anciens que nouveaux, employés pour arrêter l'évasion des capitaux, prouve que lorsqu'il y a une prime aussi forte à la réussite de l'évasion, la législation restrictive est en fin de compte inefficace. Aucune des dispositions de la loi, aucune des sanctions rigoureuses prévues par elle n'ont réussi soit à empêcher l'évasion des capitaux, soit à les faire découvrir dans leur refuge à l'étranger. Nous croyons que le résultat eût été le même, que le Gouvernement eût ou non fait de son mieux pour appliquer les lois et règlements.

» Nous estimons que le seul moyen d'empêcher les capitaux de sortir d'Allemagne et de les encourager à y rentrer est de supprimer la cause qui a provoqué leur exode. Il faut que l'inflation soit arrêtée d'une façon définitive : si les émissions de monnaie sont strictement maintenues dans les limites réelles des besoins du pays, déterminés sur la base d'une valeur stable, les Allemands possédant des capitaux à l'étranger se sentiront assurés de ne subir aucune perte en les rapatriant. Les spéculateurs ne pourront plus espérer faire des bénéfices en vendant des marks. L'exemple de l'Autriche nous a déjà montré comment, lorsque la monnaie est à peu près stabilisée, les exigences du commerce extérieur tendent à ramener les soldes existant à l'étranger. Les lois restrictives qui se sont, en somme, montrées impuissantes à empêcher l'exportation des capitaux, deviennent superflues dès lors que disparaissent les raisons de les éluder; les lois qui prétendraient rendre obligatoire le retour de

Tableau des parités

Tabel der munt

	Pays	Unité — Eenheid	Landen	1	2	3	4	5	6	7	8	9
	<i>Poids de fin d'une unité monétaire (en grammes).</i> <i>Gewicht fijn goud van een munteenheid (grammen).....</i>			1,99062	0,0177734	0,0211588	0,0480363	0,807883	0,0286668	0,455733	0,158267	0,888671
1	Australie .....	Livre — Pond	Australië .....	1	112,0000	94,0800	41,4399	2,4640	69,4399	4,3680	12,5776	2,2400
2	Belgique .....	Franc — Frank	België .....	0,0089	1	0,8400	0,3700	0,0220	0,6200	0,0390	0,1123	0,0200
3	Bolivie .....	Boliviano	Bolivia .....	0,0106	1,1905	1	0,4405	0,0262	0,7381	0,0404	0,1337	0,0238
4	Brsil .....	Cruzeiro	Brazilië .....	0,0241	2,7027	2,2703	1	0,0595	1,6757	0,1054	0,3035	0,0541
5	Canada .....	Dollar	Canada .....	0,4058	45,4545	38,1819	16,8182	1	28,1818	1,7727	5,1046	0,9091
6	Chili .....	Peso	Chili .....	0,0144	1,6129	1,3548	0,5968	0,0355	1	0,0629	0,1811	0,0323
7	Colombie .....	Peso	Columbia .....	0,2289	25,6413	21,5387	9,4873	0,5641	15,8976	1	2,8795	0,5128
8	Costa Rica .....	Colon	Costa Rica .....	0,0795	8,9047	7,4800	3,2947	0,1959	5,5209	0,3473	1	0,1781
9	Cuba .....	Peso	Cuba .....	0,4464	50,0000	42,0001	18,5000	1,1000	31,0000	1,9500	5,6150	1
10	Danemark .....	Couronne — Kroon	Denemarken .....	0,0646	7,2389	6,0807	2,6784	0,1593	4,4881	0,2823	0,8129	0,1448
11	Dominicaine (Républ.)	Peso	Dominic. Republ. ....	0,4464	50,0000	42,0001	18,5000	1,1000	31,0000	1,9500	5,6150	1,0000
12	Egypte .....	Livre — Pond	Egypte .....	1,2819	143,5780	120,6056	53,1238	3,1587	89,0183	5,5995	16,1238	2,8716
13	Equateur .....	Sucre	Ecuador .....	0,0331	3,7037	3,1111	1,3704	0,0815	2,2963	0,1444	0,4159	0,0741
14	Etats-Unis .....	Dollar	Verenigde Staten ....	0,4464	50,0000	42,0001	18,5000	1,1000	31,0000	1,9500	5,6150	1,0000
15	Ethiopie .....	Dollar	Ethiopië .....	0,1797	20,1250	16,9050	7,4462	0,4427	12,4775	0,7849	2,2600	0,4025
16	Guatémala .....	Quetzal	Guatemala .....	0,4464	50,0000	42,0001	18,5000	1,1000	31,0000	1,9500	5,6150	1,0000
17	Honduras .....	Lempira	Honduras .....	0,2232	25,0000	21,0000	9,2500	0,5500	15,5000	0,9750	2,8075	0,5000
18	Inde .....	Roupie — Roepie	Indië .....	0,0938	10,5000	8,8200	3,8850	0,2310	6,5100	0,4095	1,1792	0,2100
19	Irak .....	Dinar	Irak .....	1,2500	140,0000	117,6002	51,8000	3,0800	86,8001	5,4600	15,7220	2,8000
20	Iran .....	Rial	Iran .....	0,0138	1,5504	1,3023	0,5736	0,0341	0,9612	0,0605	0,1741	0,0310
21	Islande .....	Couronne — Kroon	IJsland .....	0,0478	5,3527	4,4963	1,9805	0,1178	3,3187	0,2088	0,6011	0,1071
22	Liban .....	Livre — Pond	Libanon .....	0,2037	22,8157	19,1652	8,4418	0,5019	14,1457	0,8898	2,5622	0,4563
23	Luxembourg .....	Franc — Frank	Luxemburg .....	0,0089	1,0000	0,8400	0,3700	0,0220	0,6200	0,0390	0,1123	0,0200
24	Mexique .....	Peso	Mexico .....	0,0516	5,7804	4,8555	2,1387	0,1272	3,5838	0,2254	0,6491	0,1156
25	Nicaragua .....	Cordoba	Nicaragua .....	0,0893	10,0000	8,4000	3,7000	0,2200	6,2000	0,3900	1,1230	0,2000
26	Norvège .....	Couronne — Kroon	Noorwegen .....	0,0625	7,0000	5,8800	2,5900	0,1540	4,3400	0,2730	0,7861	0,1400
27	Panama .....	Balboa	Panama .....	0,4464	50,0000	42,0001	18,5000	1,1000	31,0000	1,9500	5,6150	1,0000
28	Paraguay .....	Guzrani	Paraguay .....	0,1445	16,1812	13,5922	5,9870	0,3560	10,0323	0,6311	1,8172	0,3236
29	Pays-Bas .....	Florin — Gulden	Nederland .....	0,1175	13,1579	11,0527	4,8684	0,2895	8,1579	0,5132	1,4776	0,2632
30	Philippines .....	Peso	Philippijnen .....	0,2232	25,0000	21,0000	9,2500	0,5500	15,5000	0,9750	2,8075	0,5000
31	Royaume-Uni .....	Livre — Pond	Verenigd Koninkrijk ..	1,2500	140,0000	117,6002	51,8000	3,0800	86,8001	5,4600	15,7220	2,8000
32	San Salvador .....	Colon	San Salvador .....	0,1786	20,0000	16,8000	7,4000	0,4400	12,4000	0,7800	2,2460	0,4000
33	Syrie .....	Livre — Pond	Syrië .....	0,2037	22,8157	19,1652	8,4418	0,5019	14,1457	0,8898	2,5622	0,4563
34	Tchécoslovaquie .....	Couronne — Kroon	Tsjechoslowakije .....	0,0089	1,0000	0,8400	0,3700	0,0220	0,6200	0,0390	0,1123	0,0200
35	Turquie .....	Livre — Pond	Turkije .....	0,1594	17,8571	15,0000	6,6071	0,3929	11,0714	0,6964	2,0054	0,3571
36	Union Sud-Africaine ..	Livre — Pond	Zuidafrikaanse Unie...	1,2500	140,0000	117,6002	51,8000	3,0800	86,8001	5,4600	15,7220	2,8000
37	Vénézuéla .....	Bolivar	Venezuela .....	0,1333	14,9254	12,5373	5,5224	0,3284	9,2537	0,5821	1,6761	0,2985
38	Yougoslavie .....	Dinar	Joegoslavië .....	0,0089	1,0000	0,8400	0,3700	0,0220	0,6200	0,0390	0,1123	0,0200

monétaires calculées d'après les poids d'or fin des unités monétaires adoptés par le Fonds Monétaire International

riteiten berekend naar het gewicht aan fijn goud der geldeenheden door het Internationaal Muntfonds aangenomen

10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	
0,128660	0,888671	2,55187	0,0658275	0,888671	0,357690	0,888671	0,444335	0,186621	2,48828	0,0275557	0,0951359	0,405512	0,0177734	0,102737	0,177734	0,124414	0,888671	0,287595	0,233861	0,444335	2,48828	0,355468	0,405512	0,0177734	0,317382	2,48828	0,265275	0,0177734	
15,4719	2,2400	0,7801	30,2399	2,2400	5,5652	2,2400	4,4800	10,6666	0,8000	72,2399	20,9240	4,9089	112,0000	19,3759	11,2000	16,0000	2,2400	6,9216	8,5120	4,4800	0,8000	5,6000	4,9089	112,0000	6,2720	0,8000	7,5040	112,0000	1
0,1381	0,0200	0,0070	0,2700	0,0200	0,0497	0,0200	0,0400	0,0952	0,0071	0,6450	0,1868	0,0438	1,0000	0,1730	0,1000	0,1429	0,0200	0,0618	0,0760	0,0400	0,0071	0,0500	0,0438	1,0000	0,0560	0,0071	0,0670	1,0000	2
0,1645	0,0238	0,0083	0,3214	0,0238	0,0592	0,0238	0,0476	0,1134	0,0085	0,7679	0,2224	0,0522	1,1905	0,2060	0,1190	0,1701	0,0238	0,0736	0,0905	0,0476	0,0085	0,0595	0,0522	1,1905	0,0667	0,0085	0,0798	1,1905	3
0,3734	0,0541	0,0188	0,7297	0,0541	0,1343	0,0541	0,1081	0,2574	0,0193	1,7432	0,5049	0,1185	2,7027	0,4676	0,2703	0,3861	0,0541	0,1670	0,2054	0,1081	0,0193	0,1351	0,1185	2,7027	0,1514	0,0193	0,1811	2,7027	4
6,2792	0,9091	0,3166	12,2727	0,9091	2,2586	0,9091	1,8182	4,3290	0,3247	29,3182	8,4919	1,9923	45,4545	7,8636	4,5455	6,4935	0,9091	2,8091	3,4545	1,8182	0,3247	2,2727	1,9923	45,4545	2,5455	0,3247	3,0455	45,4545	5
0,2228	0,0323	0,0112	0,4355	0,0323	0,0801	0,0323	0,0645	0,1536	0,0115	1,0403	0,3013	0,0707	1,6129	0,2790	0,1613	0,2304	0,0323	0,0997	0,1226	0,0645	0,0115	0,0806	0,0707	1,6129	0,0903	0,0115	0,1081	1,6129	6
3,5421	0,5128	0,1786	6,9231	0,5128	1,2741	0,5128	1,0257	2,4420	0,1832	16,5386	4,7903	1,1238	25,6413	4,4359	2,5641	3,6630	0,5128	1,5846	1,9487	1,0257	0,1832	1,2821	1,1238	25,6413	1,4359	0,1832	1,7180	25,6413	7
1,2301	0,1781	0,0620	2,4043	0,1781	0,4425	0,1781	0,3562	0,8481	0,0636	5,7435	1,6636	0,3903	8,9047	1,5405	0,8905	1,2721	0,1781	0,5503	0,6768	0,3562	0,0636	0,4452	0,3903	8,9047	0,4987	0,0636	0,5966	8,9047	8
6,9071	1,0000	0,3482	13,5000	1,0000	2,4845	1,0000	2,0000	4,7619	0,3571	32,2500	9,3411	2,1915	50,0000	8,6500	5,0000	7,1429	1,0000	3,0900	3,8000	2,0000	0,3571	2,5000	2,1915	50,0000	2,8000	0,3571	3,3500	50,0000	9
1	0,1448	0,0504	1,9545	0,1448	0,3597	0,1448	0,2896	0,6894	0,0517	4,6691	1,3524	0,3173	7,2389	1,2523	0,7239	1,0341	0,1448	0,4474	0,5502	0,2896	0,0517	0,3619	0,3173	7,2389	0,4054	0,0517	0,4850	7,2389	10
6,9071	1	0,3482	13,5000	1,0000	2,4845	1,0000	2,0000	4,7619	0,3571	32,2500	9,3411	2,1915	50,0000	8,6500	5,0000	7,1429	1,0000	3,0900	3,8000	2,0000	0,3571	2,5000	2,1915	50,0000	2,8000	0,3571	3,3500	50,0000	11
19,8342	2,8716	1	38,7660	2,8716	7,1343	2,8716	5,7431	13,6741	1,0256	92,6077	26,8234	6,2930	143,5780	24,8389	14,3578	20,5111	2,8716	8,8731	10,9119	5,7431	1,0256	7,1789	6,2930	143,5780	8,0404	1,0256	9,6197	143,5780	12
0,5116	0,0741	0,0258	1	0,0741	0,1840	0,0741	0,1481	0,3527	0,0265	2,3889	0,6919	0,1623	3,7037	0,6407	0,3704	0,5291	0,0741	0,2289	0,2815	0,1481	0,0265	0,1852	0,1623	3,7037	0,2074	0,0265	0,2481	3,7037	13
6,9071	1,0000	0,3482	13,5000	1	2,4845	1,0000	2,0000	4,7619	0,3571	32,2500	9,3411	2,1915	50,0000	8,6500	5,0000	7,1429	1,0000	3,0900	3,8000	2,0000	0,3571	2,5000	2,1915	50,0000	2,8000	0,3571	3,3500	50,0000	14
2,7801	0,4025	0,1402	5,4337	0,4025	1	0,4025	0,8050	1,9167	0,1437	12,9806	3,7598	0,8821	20,1250	3,4816	2,0125	2,8750	0,4025	1,2437	1,5295	0,8050	0,1437	1,0063	0,8821	20,1250	1,1270	0,1437	1,3484	20,1250	15
6,9071	1,0000	0,3482	13,5000	1,0000	2,4845	1	2,0000	4,7619	0,3571	32,2500	9,3411	2,1915	50,0000	8,6500	5,0000	7,1429	1,0000	3,0900	3,8000	2,0000	0,3571	2,5000	2,1915	50,0000	2,8000	0,3571	3,3500	50,0000	16
3,4536	0,5000	0,1741	6,7500	0,5000	1,2422	0,5000	1	2,3809	0,1786	16,1250	4,6705	1,0957	25,0000	4,3250	2,5000	3,5714	0,5000	1,5450	1,9000	1,0000	0,1786	1,2500	1,0957	25,0000	1,4000	0,1786	1,6750	25,0000	17
1,4505	0,2100	0,0731	2,8350	0,2100	0,5217	0,2100	0,4200	1	0,0750	6,7725	1,9616	0,4602	10,5000	1,8165	1,0500	1,5000	0,2100	0,6489	0,7980	0,4200	0,0750	0,5250	0,4602	10,5000	0,5880	0,0750	0,7035	10,5000	18
19,3400	2,8000	0,9751	37,8000	2,8000	6,9565	2,8000	5,6000	13,3333	1	90,3000	26,1550	6,1361	140,0000	24,2199	14,0000	20,0000	2,8000	8,6520	10,6400	5,6000	1,0000	7,0000	6,1361	140,0000	7,8400	1,0000	9,3800	140,0000	19
0,2142	0,0310	0,0108	0,4186	0,0310	0,0770	0,0310	0,0620	0,1477	0,0111	1	0,2896	0,0680	1,5504	0,2682	0,1550	0,2215	0,0310	0,0958	0,1178	0,0620	0,0111	0,0775	0,0680	1,5504	0,0868	0,0111	0,1039	1,5504	20
0,7394	0,1071	0,0373	1,4452	0,1071	0,2660	0,1071	0,2141	0,5098	0,0382	3,4525	1	0,2346	5,3527	0,9260	0,5353	0,7647	0,1071	0,3308	0,4068	0,2141	0,0382	0,2676	0,2346	5,3527	0,2998	0,0382	0,3586	5,3527	21
3,1518	0,4563	0,1589	6,1602	0,4563	1,1337	0,4563	0,9126	2,1729	0,1630	14,7161	4,2624	1	22,8157	3,9471	2,2816	3,2594	0,4563	1,4100	1,7340	0,9126	0,1630	1,1408	1,0000	22,8157	1,2777	0,1630	1,5286	22,8157	22
0,1381	0,0200	0,0070	0,2700	0,0200	0,0497	0,0200	0,0400	0,0952	0,0071	0,6450	0,1868	0,0438	1	0,1730	0,1000	0,1429	0,0200	0,0618	0,0760	0,0400	0,0071	0,0500	0,0438	1,0000	0,0560	0,0071	0,0670	1,0000	23
0,7985	0,1156	0,0403	1,5607	0,1156	0,2872	0,1156	0,2312	0,5505	0,0413	3,7283	1,0799	0,2534	5,7804	1	0,5780	0,8258	0,1156	0,3572	0,4393	0,2312	0,0413	0,2890	0,2534	5,7804	0,3237	0,0413	0,3873	5,7804	24
1,3814	0,2000	0,0696	2,7000	0,2000	0,4969	0,2000	0,4000	0,9524	0,0714	6,4500	1,8682	0,4383	10,0000	1,7300	1	1,4286	0,2000	0,6180	0,7600	0,4000	0,0714	0,5000	0,4383	10,0000	0,5600	0,0714	0,6700	10,0000	25
0,9670	0,1400	0,0488	1,8900	0,1400	0,3478	0,1400	0,2800	0,6667	0,0500	4,5150	1,3078	0,3068	7,0000	1,2110	0,7000	1	0,1400	0,4326	0,5320	0,2800	0,0500	0,3500	0,3068	7,0000	0,3920	0,0500	0,4690	7,0000	26
6,9071	1,0000	0,3482	13,5000	1,0000	2,4845	1,0000	2,0000	4,7619	0,3571	32,2500	9,3411	2,1915	50,0000	8,6500	5,0000	7,1429	1	3,0900	3,8000	2,0000	0,3571	2,5000	2,1915	50,0000	2,8000	0,3571	3,3500	50,0000	27
2,2353	0,3236	0,1127	4,3689	0,3236	0,8040	0,3236	0,6472	1,5411	0,1156	10,4369	3,0230	0,7092	16,1812	2,7993	1,6181	2,3116	0,3236	1	1,2298	0,6472	0,1156	0,8091	0,7092	16,1812	0,9061	0,1156	1,0841	16,1812	28
1,8177	0,2632	0,0916	3,5526	0,2632	0,6538	0,2632	0,5263	1,2531	0,0940	8,4868	2,4582	0,5767	13,1579	2,2763	1,3158	1,8797	0,2632	0,8132	1	0,5263	0,0940	0,6579	0,5767	13,1579	0,7368	0,0940	0,8816	13,1579	29
3,4536	0,5000	0,1741	6,7500	0,5000	1,2422	0,5000	1,0000	2,3809	0,1786	16,1250	4,6705	1,0957	25,0000	4,3250	2,5000	3,5714	0,5000	1,5450	1,9000	1	0,1786	1,2500	1,0957	25,0000	1,4000	0,1786	1,6750	25,0000	30
19,3400	2,8000	0,9751	37,8000	2,8000	6,9565	2,8000	5,6000	13,3333	1,0000	90,3000	26,1550	6,1361	140,0000	24,2199	14,0000	20,0000	2,8000	8,6520	10,6400	5,6000	1	7,0000	6,1361	140,0000	7,8400	1,0000	9,3800	140,0000	31
2,7628	0,4000	0,1393	5,4000	0,4000	0,9938	0,4000	0,8000	1,9048	0,1429	12,9000	3,7364	0,8766	20,0000	3,4600	2,0000	2,8571	0,4000	1,2360	1,5200	0,8000	0,1429	1	0,8766	20,0000	1,1200	0,1429	1,3400	20,0000	32
3,1518	0,4563	0,1589	6,1602	0,4563	1,1337	0,4563	0,9126	2,1729	0,1630	14,7161	4,2624	1,0000	22,8157	3,9471	2,2816	3,2594	0,4563	1,4100	1,7340	0,9126	0,1630	1,1408	1	22,8157	1,2777	0,1630	1,5286	22,8157	33
0,1381	0,0200	0,0070	0,2700	0,0200	0,0497	0,0200	0,0400	0,0952	0,0071	0,6450	0,1868	0,0438	1,0000	0,1730	0,1000	0,1429	0,0200	0,0618	0,0760	0,0400	0,0071	0,0500	0,0438	1	0,0560	0,0071	0,0670	1,0000	34
2,4668	0,3571	0,1244	4,8214	0,3571	0,8873	0,3571	0,7143	1,7007	0,1276	11,5178	3,3361	0,7827	17,8571	3,0893	1,7857	2,5510	0,3571	1,1036	1,3571	0,7143	0,1276	0,8929	0,7827						

ces capitaux ne pourraient d'ailleurs que produire l'effet inverse de celui qu'on pourrait en attendre.

» La question de la méthode à suivre pour assurer à l'Allemagne une monnaie suffisamment stable est liée à la question générale de l'équilibre budgétaire ainsi qu'à celle de l'institution d'une Banque d'émission sur une base saine. Ces questions, qui sont hors des limites de notre enquête, ont été soumises par la Commission des Réparations à un autre Comité dont nous avons l'avantage de connaître les conclusions. S'il est donné suite aux recommandations de ce Comité, nous estimons qu'une grande partie des avoirs allemands se trouvant actuellement à l'étranger seront ramenés par le cours ordinaire du commerce.

» Tout en estimant que lorsque les finances d'un pays reposent sur une base stable, il n'est pas besoin de législation spéciale pour empêcher les capitaux de sortir ou pour les forcer à rentrer, nous reconnaissons que, en ce qui concerne l'Allemagne, une période de transition sera inévitablement nécessaire avant que l'on puisse arriver à établir la stabilité et à faire renaître la confiance.

» Nous suggérons d'accorder, pendant cette période, et pour un temps limité, l'amnistie aux personnes tombant sous le coup des sanctions édictées par la législation existante et d'offrir des conditions spéciales pour les souscriptions aux emprunts du Gouvernement qui seront réalisées en monnaies étrangères. Des mesures de ce genre, si elles étaient bien conçues, feraient beaucoup pour hâter la rentrée des capitaux et le rétablissement définitif de l'équilibre financier en Allemagne. »

\* \* \*

La réalisation de ces principes dans les pays d'Europe après la première guerre mondiale a démontré qu'une fois la convertibilité établie sur des bases solides avec toute la discipline politique qu'elle implique, la balance internationale des paiements s'équilibre par le jeu naturel du mouvement *des marchandises, des services et des capitaux*.

En ce qui concerne les capitaux, il est expérimentalement établi que, sous réserve de risques égaux, ceux-ci se portent vers les pays où ils trouvent le meilleur rendement.

C'est par le jeu de tout le mouvement international des capitaux à court ou à long terme que la balance journalière des paiements est finalement équilibrée. Ce régime fonctionnait avant 1914; il fut rétabli vers 1925 et dura jusqu'en 1931, date à laquelle malheureusement une chute catastrophique des prix mondiaux vint jeter un nouveau désarroi dans les relations internationales.

Il y a lieu toutefois de noter une sérieuse différence entre la situation actuelle et celle d'il y a vingt-cinq ans. C'est le facteur russe.

Il y a un quart de siècle, la Russie révolutionnaire, repliée sur elle-même, n'était pas prise en considération et n'avait pas d'influence sur les conditions générales du crédit international, c'est-à-dire de la confiance internationale. Aujourd'hui, avec la guerre froide qui se manifeste depuis plusieurs années, la situation est très différente.

En fait, le déséquilibre de la balance des paiements existe surtout entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe occidentale. L'U.N.R.R.A., puis le plan Marshall, y ont successivement paré. Ces prêts d'Etat à Etat vont cependant avoir une fin et les capitaux privés, à court ou à long terme, devront forcément rentrer en action et remplacer comme autrefois les interventions officielles.

L'argent à court terme, sous forme de crédits bancaires, et les capitaux à long terme, sous forme d'obligations, sont actuellement moins chers aux Etats-Unis qu'en Europe. Des mouvements de capitaux vers l'Europe pourraient se déclencher afin d'y trouver un supplément de rendement. Il est vrai cependant que, par suite de la désaffection vis-à-vis de la bourse, les actions des premières sociétés américaines sont actuellement capitalisées à un taux plus élevé qu'en Europe.

Au cours d'un récent voyage aux Etats-Unis, nous nous sommes rendu compte que, dans l'état actuel de la situation diplomatique internationale et notamment des relations entre les Etats-Unis et la Russie, les capitalistes américains, grands ou petits, ne voudront pas envoyer des capitaux en Europe occidentale, parce qu'ils ont peur de risquer la perte de leurs fonds en cas d'événements militaires sur le plan européen. Cet état d'esprit n'est peut-être pas justifié, mais il existe et il faut compter avec lui.

Le seul moyen de parer à cette difficulté serait que le Gouvernement des Etats-Unis soit autorisé par le Congrès à garantir les risques politiques des placements américains en Europe.

Ce ne serait d'ailleurs pas une nouveauté car, déjà en Europe, il existe dans plusieurs pays une législation autorisant l'Etat à donner son ducroire et à garantir, pour une forte part, la bonne fin des crédits à l'exportation.

Afin de ne pas tomber dans le vide, le plan Marshall, qui est un prêt d'Etat à Etat, devrait être remplacé par des transferts de capitaux privés. Ceux-ci ne se hasarderont toutefois à traverser l'Atlantique que si le risque politique est couvert par l'Etat américain.

\* \* \*

La convertibilité ne signifie pas autre chose que la suppression du cours forcé et le retour à l'étalon-or, base de la stabilité monétaire. Une telle politique monétaire suppose une discipline assez sévère; il faut en payer le prix. Qui veut la fin veut les moyens. Tout le restant n'est que palliatif ou solution transitoire. Personne ne peut contester que l'équilibre du budget de l'Etat à un montant non exagéré, l'arrêt de toute inflation, qu'elle soit d'origine publique ou privée, la consolidation de dettes flottantes exagérées, sont les facteurs indispensables pour le retour à la convertibilité, c'est-à-dire à la saine monnaie.

A cet égard, les dettes extérieures de la Grande-Bretagne, occasionnées par la nécessité de gagner la guerre contre Hitler (plus de 3 milliards de livres sterling), présentent une importance particulière. Ce problème n'existe pas dans les pays de l'Europe continentale, qui, par suite de l'occupation par l'armée allemande durant la plus grande partie de la guerre, ont été isolés du reste du monde. Mais ces pays ont leurs propres soucis, et notamment les formidables avoirs en clearing à Berlin qui ne seront certainement pas remboursés par les maigres recettes de l'I.A.R.A.

En ce qui concerne l'Angleterre, un accord contractuel de consolidation avec ses créanciers : Indes, Egypte, Irak, Australie, Nouvelle-Zélande, etc., serait hautement souhaitable pour le bien commun de tous. Mais à défaut d'accord, il est indispensable que les autorisations de transfert soient rigoureusement contrôlées par la Banque d'Angleterre. En effet, tout dépassement de la limite de sécurité serait de nature à compromettre l'équilibre de la monnaie britannique et retarderait ainsi sérieusement le retour de l'Europe occidentale à la vie normale, étant donné l'importance de la livre sterling dans l'équilibre monétaire mondial, puisque le volume du commerce de la zone sterling représente plus de la moitié du commerce mondial.

\* \* \*

La liquidité de nombreuses banques centrales devrait être rétablie, notamment par une proportion d'encaisse en or ou en devises suffisante pour assurer la convertibilité. C'est ainsi qu'après la première guerre mondiale, divers emprunts extérieurs furent conclus afin de permettre la reconstruction monétaire. Les mêmes nécessités existent aujourd'hui. A notre avis, le meilleur emploi d'une partie des fonds du plan Marshall serait leur affectation à la remise en état des Banques centrales. Cette affectation serait utilement complétée par un fonds international d'égalisation des changes européens, dont la gestion ne pourrait être mieux confiée qu'à la Banque des Règlements Internationaux.

Telles sont les diverses propositions qui devraient être négociées avec la Trésorerie américaine et le Fonds Monétaire International de Washington. Il faut d'ailleurs arriver sans tarder à quelque chose de constructif, sans quoi il est permis de craindre que le plan Marshall ne fonctionnera pas jusqu'en 1952.

\* \* \*

Les idées que nous avons développées doivent être considérées comme le but final à atteindre. Elles n'excluent pas un régime transitoire imposé par les circonstances.

Il a été question de la création d'une Banque Centrale Européenne et de l'intercirculation de billets européens. Sans vouloir aborder le problème dans cet article, il nous sera cependant permis de signaler

qu'un tel projet nous semble pour le moins prématuré. Des expériences du passé et notamment des conventions monétaires internationales qui ont existé, on peut dégager la conclusion que l'unification politique doit précéder la communauté monétaire.

Dans les rapports des Etats liés par une convention établissant entre eux une communauté monétaire, le papier-monnaie établi dans un Etat de l'Union a pour conséquence de chasser chez les voisins toutes les monnaies dont il usurpe la place. C'est ce qui s'est produit dans l'Union monétaire qui exista, de 1857 à 1866, entre l'Autriche et l'Allemagne, et dans l'Union latine (1865-1925).

Quand l'Autriche a été au régime du cours forcé, en 1859, par suite de la guerre avec la France, tout son métal a passé la frontière pour se répandre en Allemagne. Le même phénomène s'est produit en Italie et en Grèce, vis-à-vis des cocontractants de l'Union latine : France, Suisse et Belgique.

Lorsqu'il s'agit de monnaies d'or, ce mouvement de métal est sans inconvénient pour les Etats associés. Mais il n'en est plus de même quand il s'agit de monnaies ayant un caractère fiduciaire, l'émigration des monnaies pouvant causer dans ce cas de graves préjudices au crédit des Etats associés.

Certaines conventions monétaires ont prévu des échanges périodiques. L'expérience, toutefois, a démontré que, dès que le change est déprécié, ces échanges et rapatriements se font en pure perte, car les spéculateurs ont tôt fait de chasser hors des frontières ces monnaies qui viennent d'être rapatriées à grands frais.

Entre Etats, l'acceptation obligatoire du billet de banque ne peut se soutenir un instant, car ce serait un moyen trop aisé pour un gouvernement dans une situation financière difficile, de contracter des emprunts sans payer d'intérêts, au grand préjudice de la circulation monétaire des Etats associés.

C'est pourquoi on a toujours considéré le régime du papier-monnaie comme étant en contradiction avec le principe même d'une convention monétaire. Encore faut-il empêcher que l'inconvertibilité et le cours forcé ne puissent se produire, et cela est bien difficile, car des circonstances peuvent les imposer d'une façon irrésistible à la volonté des gouvernements.

Le régime monétaire a une telle importance dans l'état économique d'un peuple, il peut exiger des mesures si essentielles à la sûreté même du pays, qu'il est dangereux d'aliéner sa liberté sur ce point. On court risque d'éprouver de grands dommages ou de manquer à ses engagements, ce qui est également fâcheux.

Quant au droit de régler le régime monétaire, il constitue l'un des attributs essentiels de la souveraineté et, réserve faite pour de petits Etats qui peuvent se trouver dans une situation exceptionnelle, c'est une mauvaise chose d'en aliéner une partie et de se lier à cet égard à l'étranger. L'expérience prouve

que c'est le plus fort qui, en ces matières, pâtit des faiblesses des autres.

La monnaie, dans le sens international, ne peut se comprendre que droite de poids et de pleine valeur. Il en résulte que conclure une convention monétaire avec un Etat revient à lui faire prendre l'engagement de n'avoir jamais à supporter ni une guerre, ni une révolution, ni une crise économique intérieure. Cela fait penser à un particulier qui prendrait l'engagement de ne pas être malade pendant un certain nombre d'années!

Sans doute, il y a quelque chose qui séduit les esprits et qui flatte l'imagination dans cette espèce de réunion fraternelle des peuples sur le terrain monétaire. Seulement, la théorie ne suffit pas pour l'établir. Si l'on va au fond des choses, et si l'on rapproche l'idée des faits, les objections deviennent nombreuses, et rien ne peut compenser les graves dangers auxquels donnent lieu des accords entre gouvernements indépendants, sur une matière aussi intimement liée à leur autonomie respective.

L'histoire des unions monétaires conclues durant le siècle dernier vient confirmer ces conclusions.

Les conventions monétaires intervenues entre les Etats du « Zollverein » ont eu le mérite de mettre

un peu d'ordre dans l'anarchie monétaire qui régnait dans beaucoup de petits Etats d'outre-Rhin; mais il ne faut pas oublier que ces Etats formaient une confédération politique et qu'ils avaient renoncé réciproquement à certains attributs de souveraineté.

L'Union monétaire austro-allemande (1857-1866) a lamentablement échoué. Quant à l'Union latine (1865-1925), elle a connu tous les déboires, et le nombre de conférences et d'actes additionnels témoigne déjà de toutes les difficultés auxquelles elle a donné lieu.

En présence de ces faits, nous pensons que, dans les conditions actuelles, le régime monétaire doit être national et régi par la loi d'un Etat indépendant, et que l'unification politique doit précéder la communauté monétaire.

Si l'Assemblée de Strasbourg parvient à créer un Etat fédéral avec les abandons de souveraineté qu'il suppose, la communauté monétaire est réalisable. En attendant, il faut de la prudence et il s'impose de se limiter à des contacts périodiques entre ministres des finances et gouverneurs de banques nationales afin d'atteindre un parallélisme dans la gestion financière et monétaire de l'Europe occidentale.

## LE BUDGET DE 1950

Le présent article résume les principaux renseignements fournis par l'Exposé général du Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1950.

### 1. La forme du budget de 1950.

Le budget de 1950 comprend, comme celui de 1949 :

- a) un budget des Voies et Moyens,
- b) un budget de la Dette publique,
- c) un budget des Pensions,
- d) un budget des Dotations,
- e) un budget des Non-Valeurs et Remboursements,
- f) un budget par département ministériel,
- g) un budget des Services du Premier Ministre,
- h) un budget de la Gendarmerie,
- i) un budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires,
- j) un budget des Recettes et Dépenses pour ordre.

Le budget des Pensions de 1949 était subdivisé en quatre chapitres : pensions civiles, ecclésiastiques et militaires du temps de paix; pensions de guerre; pensions de vieillesse; pensions diverses. Mais l'Exposé général pour 1949 présentait une classification différente des pensions : il groupait celles-ci en neuf chapitres au lieu de quatre et rangeait parmi les pensions militaires certaines pensions qui étaient considérées comme pensions de guerre par le budget des Pensions. A la demande de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre, la classification adoptée dans le budget des Pensions de 1950 se rapproche dans toute la mesure du possible de celle de l'Exposé général de 1949.

Les budgets des divers départements ministériels sont, comme en 1949, subdivisés en deux titres, le premier comprenant les dépenses ordinaires et le second les dépenses résultant de la guerre. Toutefois, comme il sera expliqué plus loin, certaines dépenses qui étaient considérées comme dépenses résultant de la guerre en 1949 seront comprises parmi les dépenses ordinaires en 1950.

Les dépenses de l'ordre judiciaire, des cultes, de l'enseignement et de l'armée constituent, comme par le passé, une section distincte du budget des départements auxquels ces différents corps spéciaux sont administrativement rattachés.

Les budgets des divers départements et, éventuellement, chacune de leurs sections sont subdivisés en quatre chapitres : dépenses d'administration géné-

rale, subventions, travaux et autres dépenses. Ces chapitres sont les mêmes qu'en 1949.

Mais alors qu'en 1948 et en 1949, les dépenses d'administration générale n'étaient ventilées que d'après leur nature ou leur objet, la ventilation suivant le service consommateur étant rejetée dans les programmes justificatifs annexés aux projets de budget, les demandes de crédits pour l'exercice 1950 spécifient également, conformément aux vœux du Parlement, l'administration dont elles sont destinées à assurer le service.

Les subventions (chapitre II de chaque budget) ont été regroupées selon leur objet — subventions à caractère économique, subventions de prévoyance sociale, subventions pour l'enseignement, l'éducation et les beaux-arts, subventions pour travaux, subventions diverses et subventions exceptionnelles. Jusqu'en 1949, les subventions étaient groupées selon leur régime juridique. Cette modification permettra une meilleure comparaison entre le budget belge et les budgets étrangers, notamment le budget hollandais. Les « subsides-traitements » à l'enseignement, qui figuraient en 1949 parmi les dépenses d'administration générale, figurent en 1950 parmi les subventions.

Quelques modifications ont également été apportées à la forme des documents budgétaires :

Les tableaux annexés aux différents budgets de dépenses, exception faite de ceux annexés au budget extraordinaire et aux budgets financiers, qui ne donnaient jusqu'à présent que les crédits sollicités, renseignent, en 1950, les crédits alloués pour 1949 (y compris les crédits supplémentaires ou ajustements déposés devant le Parlement) et les dépenses probables pour 1948. Ceci a permis d'alléger les programmes justificatifs.

L'Exposé général de l'exercice 1950 est sensiblement moins volumineux que celui des deux exercices précédents. Il a, en effet, été débarrassé de certains développements qui n'avaient pas un rapport suffisamment immédiat avec la matière budgétaire et financière proprement dite.

### 2. L'évolution budgétaire depuis 1947.

Le tableau 1 retrace l'évolution budgétaire de 1947 à 1950. Les chiffres repris à ce tableau font abstraction de certaines recettes et de certaines dépenses dont le caractère est exceptionnel, à savoir :

a) les recettes et les dépenses effectuées dans le cadre de l'assainissement monétaire : produit des



impôts spéciaux et de l'annulation des titres non déclarés, d'une part, et amortissement de l'emprunt d'assainissement monétaire, de l'autre;

b) la participation de la Belgique aux organismes de Bretton Woods (budget de 1947);

c) les recettes réalisées en exécution de la loi d'intégration du 29 juin 1948 (budget de 1948);

d) les recettes et dépenses comptabilisées en exécution de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique (budget de 1948).

TABLEAU I

Situation des budgets des exercices 1947 à 1950

(en millions de francs)

	Recettes et dépenses ordinaires			Recettes et dépenses résultant de la guerre			Total des recettes et dépenses ordinaires et des recettes et dépenses résultant de la guerre			Recettes et dépenses extraordinaires			Total général		
	Recettes	Dépenses	Boni (+)	Recettes	Dépenses	Mali (-)	Recettes	Dépenses	Mali (-) ou boni (+)	Recettes	Dépenses	Mali (-)	Recettes	Dépenses	Mali (-)
1947															
Prévisions budgétaires	38.756	33.406	+ 5.350	1.942	12.056	-10.114	40.698	45.462	- 4.764	775	6.122	- 5.347	41.473	51.584	-10.111
Balance provisoire de l'exercice.....	46.124	36.055	+10.069	917	25.176	-24.259	47.041	61.231	-14.190	124	6.763	- 6.639	47.165	67.994	-20.829
1948															
Prévisions budgétaires	52.871	39.474	+13.397	2.711	16.026	-13.315	55.582	55.500	+ 82	656	8.054	- 7.398	56.238	63.554	- 7.316
Balance provisoire de l'exercice.....	61.357	43.793	+17.564	1.492	19.376	-17.884	62.849	63.169	- 320	677	8.120	- 7.443	63.526	71.289	- 7.763
1949															
Prévisions budgétaires	59.457	47.692	+11.765	951	12.426	-11.475	60.408	60.118	+ 290	754	5.866	- 5.112	61.162	65.984	- 4.822
Balance provisoire de l'exercice.....	64.115	54.856	+ 9.259	1.253	13.136	-11.883	65.368	67.992	- 2.624	754	15.757	-15.003	66.122	83.749	-17.627
1950															
Prévisions budgétaires	60.133	56.034	+ 4.099	2.305	6.316	- 4.011	62.438	62.350	+ 88	248	17.484	-17.236	62.686	79.834	-17.148

En jugeant les résultats obtenus au cours des divers exercices sous revue — bonis ou malis probables des différents budgets — et l'évolution des trois catégories de dépenses — ordinaires, résultant de la guerre, ou extraordinaires — depuis 1947, il convient de tenir compte des faits suivants :

a) les dépenses qui figurent aux balances provisoires de chaque exercice sont les crédits votés par le Parlement (crédits primitifs, plus crédits supplémentaires, moins réductions de crédits) (1). Or, les crédits votés ne sont généralement pas entièrement utilisés. Les dépenses des exercices 1947 à 1949 n'atteindront sans doute pas les chiffres provisoires, mentionnés au tableau I; les malis seront de ce fait diminués et les bonis augmentés;

b) les mêmes dépenses n'ont pas toujours figuré sous les mêmes rubriques pendant les quatre exercices sous revue; les glissements les plus importants d'une rubrique à l'autre depuis 1947 ont été les suivants :

(1) Pour les dépenses de la balance provisoire de l'exercice 1949, il a été tenu compte des augmentations et des réductions de crédits prévues au feuillet d'ajustements budgétaires actuellement soumis au Parlement.

1° En 1947, la charge des intérêts de l'emprunt d'assainissement monétaire figurait parmi les dépenses extraordinaires. Depuis l'exercice 1948, elle figure parmi les dépenses ordinaires.

2° Les crédits destinés à couvrir le déficit de la Société Nationale des Chemins de fer figuraient intégralement en 1947 parmi les dépenses résultant de la guerre; en 1948 et 1949, une partie de ces crédits a figuré au budget extraordinaire.

3° En 1947 et 1948, des crédits pour aide aux Provinces et aux Communes figuraient parmi les dépenses résultant de la guerre; depuis le vote de la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et communales, les crédits figurant parmi les dépenses ordinaires suffisent à couvrir les besoins financiers des Provinces et des Communes.

4° En 1950, les crédits destinés à couvrir le déficit de la Société des Chemins de fer figurent parmi les dépenses ordinaires. L'intégration des allocations compensatoires dans le salaire des travailleurs, dans les rentes et pensions, etc. a entraîné une forte réduction des crédits prévus parmi les dépenses de guerre pour financer ces allocations, mais a nécessité la majora-

tion de certains crédits figurant parmi les dépenses ordinaires. Les interventions de l'Etat en faveur du Fonds de Soutien des Chômeurs, qui se sont effectuées jusqu'en 1949 par voie de subventions figurant parmi les dépenses ordinaires, prendront partiellement en 1950 la forme d'avances figurant au budget extraordinaire.

Compte tenu de ces réserves, les traits saillants de l'évolution budgétaire depuis 1947 peuvent se résumer comme suit :

L'ensemble des dépenses ordinaires et des dépenses résultant de la guerre s'est sensiblement accru de 1947 à 1949; cet accroissement est dû entièrement à l'accroissement des dépenses ordinaires; les dépenses résultant de la guerre se sont contractées sous l'influence de la diminution des subventions économiques, qui constituaient leur élément le plus important, et de la transformation de certaines dépenses de guerre en dépenses ordinaires et extraordinaires.

L'augmentation des dépenses ordinaires et résultant de la guerre de 1947 à 1948 a été compensée et au delà par l'augmentation des recettes ordinaires; le mali du budget ordinaire et des recettes et dépenses résultant de la guerre, qui avait encore été considérable en 1947, a été insignifiant en 1948. En 1949, l'augmentation des recettes n'a que partiellement compensé l'augmentation des dépenses, et le mali s'est quelque peu aggravé.

Le budget ordinaire et des recettes et dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1950 est présenté en équilibre. Le Gouvernement s'attend à une réduction des recettes. Mais la diminution des dépenses résultant de la guerre, qui s'explique par les mêmes facteurs que celle enregistrée au cours des exercices antérieurs, sera plus que suffisante pour compenser la diminution des recettes et l'augmentation des dépenses ordinaires.

Les dépenses extraordinaires se sont graduellement accrues depuis l'exercice 1947. L'augmentation la plus importante — près de 100 p. c. — s'est produite de 1948 à 1949, à la suite d'une modification de la politique gouvernementale en matière d'investissements. Jusque vers la fin de l'année 1948, l'activité économique en Belgique s'était maintenue à un niveau optimum, n'étant limitée que par la pénurie de certains facteurs de production, notamment de main-d'œuvre : afin que ne soit pas compromise la stabilité monétaire du pays, étaient seuls entrepris les investissements que les disponibilités, assez faibles, du marché des capitaux permettaient de financer. Mais dès les premiers mois de 1949, il fut décidé d'accroître les investissements du secteur public afin de combattre le chômage qui était apparu en Belgique au cours du second semestre de 1948.

L'augmentation des dépenses extraordinaires de 1947 à 1950 est également due, dans une certaine mesure, au glissement vers le budget extraordinaire

de certaines dépenses qui figuraient à l'origine parmi les dépenses ordinaires et résultant de la guerre.

### 3. Le budget ordinaire de 1950 — Les recettes.

Le tableau II compare les prévisions budgétaires et les recettes probables de l'exercice 1949 et les prévisions budgétaires de l'exercice 1950.

TABLEAU II

#### BUDGET DES VOIES ET MOYENS

Exercices 1949 et 1950

(en millions de francs)

Désignation des produits	Exercice 1949 Prévisions budgétaires	Exercice 1949 Recettes probables (1)	Exercice 1950 Prévisions budgétaires
<b>1. IMPÔTS :</b>			
<i>a) Contributions directes :</i>			
Contribution foncière .....	395	357	360
Taxe mobilière .....	1.475	2.000	2.000
Taxe professionnelle .....	4.413,5	4.615	5.335
Impôt complémentaire personnel	2.049	1.390	1.595
Contribution nationale de crise	7.801	6.700	7.090
Rappels de droits des exercices 1948 et antérieurs ...	—	4.460	1.730
Taxes diverses .....	(2) 1.619,5	(3) 1.157,2	(3) 1.229,4
Recettes sur exercices clos ...	5.436	5.100	5.400
Autres produits .....	133	200	210
<i>Total des contributions directes...</i>	23.322	25.979,2	24.949,4
<i>b) Douanes et accises :</i>			
Droits de douane .....	3.300	3.200	3.000
Droits d'accises et taxe de consommation .....	8.496	8.200	8.121
Autres produits .....	172,6	173	117
<i>Total des douanes et accises...</i>	11.968,6	11.573	11.238
<i>c) Enregistrement :</i>			
Droits d'enregistrement .....	1.750	1.750	1.800
Droits de succession .....	825	950	975
Droits de timbre et taxes assimilées au timbre .....	17.400	16.600	16.500
Autres produits .....	225	205	211
<i>Total de l'enregistrement...</i>	20.200	19.505	19.486
<b>TOTAL DES IMPÔTS ...</b>	<b>55.490,6</b>	<b>57.057,2</b>	<b>55.673,4</b>
<b>2. TAXES ET PÉAGES</b> .....			
3. REVENUS PATRIMONIAUX .....	1.342,6	1.371,5	1.408,2
4. REVENUS FINANCIERS .....	319,3	359,3	364,-
5. REVENUS D'EXPLOITATION .....	418,-	387,-	424,6
6. REMBOURSEMENTS .....	30,4	82,4	18,1
7. RECETTES EXCEPTIONNELLES ET DIVERSES .....	1.845,9	4.847,3	2.214,1
8. RECETTES RÉSULTANT DE LA GUERRE	10,5	10,5	30,8
	951,1	1.252,5	2.304,4
<b>TOTAL GÉNÉRAL ...</b>	<b>60.408,4</b>	<b>65.367,7</b>	<b>62.437,6</b>

(1) Évaluations basées sur l'hypothèse que la date de clôture de l'exercice 1949 sera reportée du 31 mars au 30 juin 1950.

(2) Taxe spéciale sur le droit de chasse, de pêche ou de tendarie. Taxe sur les véhicules automobiles. Taxe sur les vélocipèdes. Taxe sur les chiens. Taxe sur les spectacles ou divertissements. Taxe sur les jeux et paris. Taxe d'ouverture sur les débits de boissons.

(3) Taxe spéciale sur le droit de chasse, de pêche ou de tendarie. Taxe sur les véhicules automobiles. Taxe sur les jeux et paris. Taxe d'ouverture sur les débits de boissons. Les taxes sur les spectacles ou divertissements, sur les chiens et sur les vélos ont été, dès l'exercice 1949, abandonnées par l'Etat aux communes en vertu de l'article 36 de la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et communales.

Les recettes ordinaires et résultant de la guerre de l'exercice 1949 dépasseront sans doute de quelque cinq milliards les prévisions budgétaires. Cette plus-value résulte essentiellement :

a) d'une plus-value de 3,4 milliards des quatre principaux impôts directs : taxe mobilière, taxe professionnelle, impôt complémentaire personnel et contribution nationale de crise, y compris les rappels de droits des exercices 1948 et antérieurs;

b) d'une plus-value de 3 milliards des remboursements.

Les douanes et accises laisseront, par contre, une moins-value de 400 millions et l'enregistrement une moins-value de 700 millions.

Les prévisions budgétaires pour 1950 sont inférieures de 3 milliards aux recettes probables de l'exercice 1949. Cette diminution résulte :

a) d'une diminution de 1,4 milliard dans le rendement des quatre impôts directs mentionnés sous a) ci-dessus;

b) d'une diminution du produit des douanes et accises; on ne s'attend pas, d'autre part, à ce que les recettes d'enregistrement soient sensiblement inférieures en 1950 à ce qu'elles ont été en 1949;

c) d'une diminution de 2,6 milliards des remboursements, qui ne sera que partiellement compensée par une augmentation d'un milliard des recettes résultant de la guerre.

Ces plus-values et moins-values des impôts directs, des douanes et accises, de l'enregistrement, des remboursements et des recettes résultant de la guerre au cours de l'exercice 1949 et les augmentations et diminutions escomptées en 1950, s'expliquent comme suit :

a) *Taxe mobilière, taxe professionnelle, impôt complémentaire personnel, contribution nationale de crise, y compris les rappels de droits des exercices 1948 et antérieurs.*

Les retenues d'impôts à la source sur les revenus des appointés et salariés ont été réduites de quelque 16 p. c. au cours du quatrième trimestre de 1949 par l'élargissement des réductions pour charges de famille et par la majoration des minima exonérés. La moins-value budgétaire de 200 millions qui en est résultée pour l'exercice 1949 a cependant été plus que compensée par d'autres facteurs.

La moins-value budgétaire résultant de la politique gouvernementale d'allègements fiscaux sera de 1.265 millions pour l'exercice 1950, soit 1.065 millions de plus que pour l'exercice 1949. Cette augmentation s'explique :

1° par le fait que les réductions de retenues à la source, qui n'ont porté que sur les revenus d'un trimestre en 1949, porteront, en 1950, sur les revenus de toute l'année;

2° par le fait que les dégrèvements accordés aux salariés et appointés, par voie de diminution de retenues à la source sur leurs revenus de 1949, seront étendus en 1950 aux impôts dus par les autres contri-

buables personnes physiques sur leurs revenus professionnels de 1949;

3° par le fait que des dégrèvements nouveaux seront accordés en 1950 sous forme d'une réduction du nombre des centimes additionnels extraordinaires à la taxe professionnelle prévus par la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et communales; ces dégrèvements, comme ceux dont il est question sous 2°, ne s'appliqueront qu'aux impôts dus par les personnes physiques.

Ces élargissements de la politique de dégrèvements expliquent, dans une large mesure, pourquoi le rendement des quatre principaux impôts directs, au cours de l'exercice 1950, sera inférieur de 1,4 milliard à ce qu'il a été pendant l'exercice 1949.

b) *Douanes et accises.*

Le produit des droits de douane pour l'exercice 1949 sera sans doute inférieur de 100 millions à la prévision budgétaire; la prévision pour l'exercice 1950 est inférieure de 200 millions au produit probable de l'exercice 1949. Les adaptations du tarif et la suppression de diverses suspensions ne compenseront pas, en effet, le ralentissement des importations.

La perception des droits d'accise donnera également lieu à une certaine moins-value en 1949. La consommation des eaux-de-vie et, dans une mesure moindre, des bières, diminue et les fumeurs abandonnent les produits chers pour les produits bon marché; par contre, la consommation de la benzine augmente (1).

c) *Enregistrement.*

Par suite du ralentissement de l'activité économique et de la baisse des prix, le produit du timbre et des taxes assimilées au timbre sera en 1949 inférieur de 800 millions à la prévision budgétaire; cette moins-value sera partiellement compensée par une plus-value de 125 millions des droits de succession.

La prévision budgétaire en matière de timbre et de taxes assimilées au timbre, pour l'exercice 1950, n'est inférieure que de 100 millions à la recette probable de 1949. On espère, en effet, que le renforcement du contrôle de la taxe de transmission freinera la régression des rentrées.

d) *Remboursements.*

Les Remboursements donneront lieu en 1949 à une plus-value de 3 milliards; celle-ci est attribuable, à concurrence de 2.780 millions, au remboursement par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, des avances consenties par l'Etat aux sinistrés et au vire-

(1) Le droit sur la benzine, qui avait déjà été ramené de 312 à 297 francs par hectolitre à dater du 1<sup>er</sup> novembre 1949, a été réduit à 219 francs par hectolitre à dater du 16 janvier 1950. Cette réduction, dont il n'a été que partiellement tenu compte lors de l'établissement des prévisions budgétaires, sera compensée par une majoration de 50 p. c. environ de la taxe sur les véhicules.

ment aux Voies et Moyens du solde disponible du fonds spécial de restauration des biens sinistrés; comme ce remboursement et ce virement n'auront pas de contrepartie en 1950, les Remboursements de ce dernier exercice seront inférieurs de 2,6 milliards à ceux de l'exercice 1949.

e) *Recettes résultant de la guerre.*

La plupart des recettes résultant de la guerre diminueront ou disparaîtront au cours de l'exercice 1950 : recettes provenant de la mise au travail des prisonniers de guerre, des importations gouvernementales, de la récupération des bateaux, etc. Mais le produit de la réalisation du butin de guerre, des biens livrés par l'Allemagne au titre de réparations et des biens d'origine belge récupérés en Allemagne, ainsi que le produit net de la liquidation des biens allemands mis sous séquestre, viendront gonfler en 1950 la rubrique « recettes résultant de la guerre » et celles-ci dépasseront, de ce fait, de plus d'un milliard les recettes probables de l'exercice 1949.

4. Le budget ordinaire de 1950 — Les dépenses.

Le tableau III donne la répartition, par principales catégories, des dépenses ordinaires et des dépenses résultant de la guerre prévues aux budgets des exercices 1949 et 1950.

TABEAU III

Ventilation des dépenses ordinaires et résultant de la guerre prévues aux budgets des exercices 1949 et 1950

(en millions de francs)

Nature des dépenses	Crédits sollicités pour 1949	Crédits sollicités pour 1950
<i>Dépenses ordinaires :</i>		
Dettes publiques .....	8.411	8.551
Pensions .....	8.540	9.037
Dotations .....	205	216
Dépenses d'administration générale .....	16.774	15.396
Subventions .....	5.688	15.512
Travaux .....	933	1.103
Autres dépenses .....	2.182	3.254
Non-valeurs et remboursements .....	4.960	2.964
<i>Total des dépenses ordinaires...</i>	<i>47.692</i>	<i>56.033</i>
<i>Dépenses résultant de la guerre :</i>		
Dépenses d'administration générale .....	464	505
Subventions .....	9.647	4.132
Travaux .....	5	9
Autres dépenses .....	2.109	1.469
Non-valeurs et remboursements .....	201	201
<i>Total des dépenses résultant de la guerre</i>	<i>12.426</i>	<i>6.316</i>
<b>TOTAL GÉNÉRAL...</b>	<b>60.118</b>	<b>62.349</b>

En comparant les prévisions budgétaires des exercices 1949 et 1950, il convient de se rappeler que :

a) Les prévisions budgétaires pour l'exercice 1949 ont été sensiblement modifiées par les amendements introduits par le Gouvernement lors de la discussion

des budgets par les Chambres et par le feuillet d'ajustements budgétaires actuellement soumis au Parlement.

b) Certaines dépenses apparaissent au budget de 1950 dans une catégorie autre que celle où elles figuraient en 1949.

Les principales différences entre les budgets de 1949 et de 1950, tant dans le montant des crédits que dans leur répartition entre les divers budgets, reflètent les efforts déployés par le Gouvernement pour mettre fin aux subsides directs et indirects en matière de prix (allocations compensatoires et subventions à la Société Nationale des Chemins de fer belges et aux charbonnages) et pour assurer la solvabilité du régime de sécurité sociale (assurance-chômage et assurance maladie-invalidité).

a) *Réduction des subsides directs et indirects en matière de prix.*

Le budget de 1950 ne prévoit plus qu'un seul *subside direct en matière de prix* : un crédit de 7,5 millions pour la mobilisation de la récolte indigène.

Lors de la suppression des subsides directs aux prix en août 1947 et en février 1948, un système d'*allocations compensatoires* aux personnes de revenus modestes avait été instauré. Ces allocations étaient, à l'origine, entièrement à charge du Trésor. La loi du 6 juillet 1948, qui a été prorogée à plusieurs reprises et que le Gouvernement se propose de rendre définitive, a mis les allocations des ouvriers et des employés à charge de leurs employeurs. En 1949, le Trésor a continué à supporter la charge des allocations compensatoires à l'épouse et aux enfants des ouvriers et employés, aux invalides, aux chômeurs et aux pensionnés. Un crédit de 2.975 millions avait initialement été prévu parmi les dépenses résultant de la guerre de l'exercice 1949 pour financer les allocations compensatoires et les compensations pour insuffisance du prix du gaz fourni aux consommateurs, dont le principe est assimilable à celui des allocations compensatoires. Ce crédit sera porté à 3.325 millions par la loi d'ajustement budgétaire dont le projet est actuellement soumis au Parlement.

Les dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1950 ne comprennent plus que les allocations compensatoires aux ouvriers frontaliers et l'intervention de l'Etat dans le prix de vente du gaz (200 millions de francs).

Les autres allocations compensatoires seront résorbées dans les allocations sociales existantes :

1° par la majoration des pensions de vieillesse des assurés libres et des assurés obligatoires, et des pensions de retraite des ouvriers mineurs.

La dépense supplémentaire pour les assurés libres sera entièrement supportée par l'Etat, mais celle pour

les autres catégories de bénéficiaires sera également divisée entre l'Etat et le régime de sécurité sociale.

Cette intégration des allocations compensatoires dans les pensions sociales a nécessité l'inscription de 442,5 millions de crédits au budget des Pensions de 1950;

2° par la majoration des allocations familiales pour les enfants et par l'instauration d'une allocation spéciale pour la femme au foyer. Le supplément de dépenses sera couvert par le versement aux Caisses d'Allocations familiales, de la cotisation de 1 1/2 p. c. que les employeurs étaient précédemment tenus de verser au Fonds National d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, supprimé à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1950, et par l'inscription d'un crédit de 600 millions parmi les dépenses ordinaires.

L'Etat reprendra l'actif et le passif du Fonds de Rééquipement ménager, ce qui nécessite :

- l'inscription d'un crédit de 300 millions au budget de la Dette Publique de 1950 pour assurer l'amortissement des emprunts contractés par le Fonds;
- l'inscription d'un crédit de 400 millions parmi les dépenses ordinaires de l'exercice 1950, pour financer le paiement des derniers bons de rééquipement en janvier 1950;

3° par une majoration des allocations des estropiés et mutilés qui nécessite l'inscription d'un crédit supplémentaire de 32 millions parmi les dépenses ordinaires de l'exercice 1950;

4° par une majoration des allocations octroyées aux malades et aux invalides par le Fonds National d'Assurance maladie-invalidité; une subvention de 40 millions sera accordée au Fonds en compensation; le crédit nécessaire figure parmi les dépenses ordinaires.

Le déficit d'exploitation de la Société Nationale des Chemins de fer belges a évolué comme suit depuis la libération :

(en millions de francs)

1945 .....	435
1946 .....	1.149
1947 .....	2.396
1948 .....	2.350
1949 .....	± 3.000

Le déficit de 1949 sera couvert :

— par l'aide financière de l'Etat à la Société des Chemins de fer : un subside de 2.000 millions de francs est inscrit parmi les dépenses résultant de la guerre et une avance récupérable de 600 millions au budget extraordinaire de l'exercice 1949;

— par les ressources de trésorerie de la Société.

Le subside à la Société Nationale des Chemins de fer sera réduit à 1.300 millions en 1950; le crédit à cette fin est inscrit parmi les dépenses ordinaires et

non plus parmi les dépenses résultant de la guerre, comme au cours des exercices antérieurs.

Afin de limiter le déficit d'exploitation au subside prévu, les mesures suivantes sont envisagées :

1° Prise en charge par l'Etat d'une partie du déficit des transports de main-d'œuvre. D'où réduction de 450 millions du déficit d'exploitation;

2° Augmentation des tarifs. D'où réduction de 885 millions du déficit d'exploitation;

3° Réforme de structure : substitution progressive de transports routiers aux lignes les moins rentables. D'où réduction de 150 millions du déficit d'exploitation;

4° Compression des dépenses, par l'arrêt du recrutement et la réduction systématique du personnel. D'où réduction de 465 millions du déficit d'exploitation.

Le budget de 1949, tel qu'il fut voté par les Chambres, prévoyait un crédit de 1.200 millions à titre de subvention à l'industrie charbonnière. Ce crédit sera porté à plus de 1.900 millions par la loi d'ajustement budgétaire.

Le Gouvernement étant arrivé, au cours des derniers mois de 1949, à un accord avec les associations charbonnières en vue de réduire progressivement la subvention de l'Etat, le crédit prévu au budget de 1950 ne s'élève plus qu'à un milliard; il figure, comme pour les exercices antérieurs, parmi les dépenses résultant de la guerre.

#### b) Réforme du régime de Sécurité sociale.

Un crédit de 200 millions avait été prévu au budget de 1949 pour couvrir le déficit de l'assurance-maladie des ouvriers mineurs et assimilés, qui est particulièrement onéreuse. Ce crédit sera porté à 330 millions par la loi d'ajustement budgétaire. La même loi prévoira également un crédit de 372 millions destiné à couvrir le déficit des autres catégories d'assurance maladie-invalidité.

Les organismes assureurs prendront en 1950 les dispositions nécessaires pour maintenir l'équilibre de leurs dépenses et de leurs recettes en remédiant aux abus auxquels le système a donné lieu. Une intervention de l'Etat, à concurrence de 200 millions, dans les charges de l'assurance des ouvriers mineurs est toutefois encore prévue au budget de 1950.

Le crédit voté pour l'exercice 1949, au titre d'intervention de l'Etat dans le déficit du Fonds de Soutien des Chômeurs involontaires, était de 1.622 millions de francs. L'aggravation persistante du chômage a amené le Gouvernement à solliciter, par la voie du feuillet d'ajustement budgétaire, des crédits supplémentaires de l'ordre de 2,5 milliards de francs.

Le déficit du Fonds de Soutien des Chômeurs sera inférieur en 1950 à ce qu'il a été en 1949 du fait que :

— des mesures seront prises en vue de mettre fin aux abus auxquels l'assurance-chômage a jusqu'à présent donné lieu;

- une politique active de résorption du chômage par la mise en chantier de nombreux travaux publics et par l'encouragement de l'initiative privée en matière de construction, sera suivie par le Gouvernement;
- la cotisation des employeurs et celle des salariés seront augmentées de 1/2 p. c. chacune.

Pour permettre au Fonds de Soutien des Chômeurs de couvrir son déficit en 1950, l'Etat lui accordera :

- une dotation d'un milliard, inscrite au budget ordinaire; la même dotation sera inscrite au budget des exercices ultérieurs;
- éventuellement des avances récupérables d'un montant de deux milliards, pour lesquelles un crédit est inscrit au budget extraordinaire; ces avances seront remboursées par le Fonds à l'Etat dès que, le chômage ayant été ramené à un niveau normal, la dotation annuelle excédera les besoins courants.

\* \* \*

Les crédits sollicités par le Gouvernement pour financer l'ensemble des *dépenses ordinaires* de l'exercice 1950 sont supérieurs de 8,3 milliards aux crédits sollicités pour l'exercice 1949.

Cette augmentation s'explique dans une large mesure par l'inclusion dans les crédits ordinaires, de dépenses qui rentraient antérieurement dans le cadre de la politique des prix et figuraient parmi les dépenses résultant de la guerre. De même, les crédits destinés à financer les primes à la construction, qui figuraient en 1949 parmi les dépenses extraordinaires, seront considérés comme dépenses ordinaires au cours de l'exercice 1950.

A côté de ces majorations de crédits qui ne correspondent pas à des majorations de dépenses réelles, d'autres augmentations traduisent effectivement le renforcement des moyens mis à la disposition du Gouvernement pour intensifier ou étendre son action dans différents domaines : augmentations de crédits destinées à permettre un meilleur entretien du domaine public, le développement de l'enseignement moyen et de l'enseignement technique de l'Etat et l'intensification du programme militaire recommandé par la « Commission mixte », du programme de politique agricole et de politique coloniale, et des interventions en faveur de la santé publique.

Les crédits sollicités pour le budget des Pensions sont supérieurs d'un demi-milliard aux crédits sollicités pour l'exercice 1949.

L'intégration des allocations compensatoires dans les pensions de vieillesse et de survie a nécessité, comme il a été expliqué plus haut, l'inscription de crédits supplémentaires d'un montant de 442,5 millions au budget des Pensions de 1950.

Deux autres postes du budget des Pensions accusent des différences importantes par rapport aux crédits sollicités pour l'exercice 1949 :

a) les crédits sollicités pour les pensions civiles sont inférieurs de quelque 200 millions à ceux sollicités pour 1949. Le budget de cet exercice a, en effet, supporté la charge de dépenses arriérées dont la plus importante concernait la régularisation des avances payées jusqu'au 31 décembre 1948 pour compte de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique : les avances sur pensions qui, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1949, n'étaient régularisées à charge des crédits ouverts au budget des Pensions qu'après approbation de la pension par la Cour des Comptes, font depuis lors l'objet d'ordonnances de paiement imputées sur le crédit budgétaire;

b) les crédits sollicités pour les pensions de vieillesse accusent une augmentation de 100 millions environ, indépendamment de l'augmentation qui résulte de l'intégration dans ces pensions, des allocations compensatoires.

Les crédits sollicités pour les dépenses d'administration générale, qui comprennent la grande masse des dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services de l'Etat, sont inférieurs de 1,4 milliard à ceux sollicités pour 1949. Cette différence résulte surtout du fait que les subsides-traitements aux enseignements primaire et gardien, à l'enseignement normal et à l'enseignement technique (3,2 milliards en 1950), qui figuraient parmi les dépenses d'administration générale en 1949, sont rangés parmi les subventions en 1950.

Nous avons vu qu'un certain nombre de crédits qui figuraient parmi les *dépenses résultant de la guerre* en 1949, n'y figuraient plus en 1950. Les principales catégories de dépenses qui sont encore considérées comme dépenses résultant de la guerre en 1950, sont les suivantes :

a) Crédits pour les victimes de la guerre (environ 4 milliards) : dommages de guerre, y compris la dotation de 2,5 milliards à la Caisse Autonome des Dommages de Guerre; frais d'application des différents statuts de la résistance, du statut du prisonnier politique et du statut du prisonnier de guerre. Toutes les pensions de guerre figurent, cependant, parmi les dépenses ordinaires;

b) Subventions économiques : subvention à l'industrie charbonnière (un milliard), allocations compensatoires aux ouvriers frontaliers et intervention de l'Etat dans le prix de vente du gaz (200 millions);

c) Dépenses découlant de la couverture par l'Etat des risques maritimes pendant la guerre, du solde déficitaire de la Régie de la Marine et de la remise en état ou de l'achèvement des bateaux saisis par le Gouvernement au moment de la libération;

d) Crédits destinés à financer les dépenses découlant des accords ayant clôturé le *Mutual Aid* et les *Claims*, et les charges afférentes à la répression des crimes de guerre et de l'incivisme.

## 5. Le budget extraordinaire de 1950.

Compte non tenu des crédits destinés à financer l'amortissement de l'Emprunt d'Assainissement monétaire (4.050 millions), qui ont comme contrepartie, parmi les recettes, le produit des impôts spéciaux et de l'annulation des titres non déclarés, les crédits extraordinaires sollicités pour l'exercice 1950 s'élèvent à 17.484 millions.

TABLEAU IV

### Dépenses extraordinaires des exercices 1949 et 1950

(en millions de francs)

Nature des dépenses	EXERCICE 1949		EXERCICE 1950
	Crédits sollicités	Crédits votés + feuilletton d'ajustements budgétaires	Crédits sollicités
Investissements (immobilisations nouvelles et restauration du domaine public) .....	5.070	(1) 9.801	13.408
Avances, participations et divers	796	5.956	4.076
Total ...	5.866	15.757	17.484

(1) Y compris les investissements à financer au moyen de la contrepartie des crédits Marshall.

Les crédits qui seront affectés aux *investissements* publics en 1950 atteindront 13.408 millions, dont près de 8 milliards pour le Ministère des Travaux publics, 2,2 milliards pour le Ministère des Communications et 2,5 milliards pour la Défense nationale.

Dans le double but de combattre le chômage et de hâter la modernisation des voies de communication par eau et par terre du pays, le Gouvernement a élaboré un programme de travaux qui requiert, pour le seul Ministère des Travaux publics, un supplément de crédits de 3 milliards par rapport à 1949 (1).

Ce supplément de crédits ne pourra être couvert par les ressources normales de l'Etat. Le Gouvernement envisage donc de recourir à des moyens exceptionnels de financement; il se propose notamment d'utiliser le produit de la réévaluation de l'encaisse-ore de la Banque Nationale.

L'extension du programme d'investissement en matière de travaux publics et l'accélération du rythme de l'ensemble des travaux à la fin de 1949 et en 1950 auront pour effet de mettre directement ou indirectement au travail 80.000 ou 100.000 chômeurs.

Les crédits d'investissements qui rentrent dans le cadre des activités du Ministère des Communications se répartissent comme suit :

(1) Le supplément est de 4 milliards, si l'on fait abstraction des crédits de l'exercice 1949 qui seront financés au moyen de la contrepartie de l'aide Marshall.

	En millions de francs
Chemins de fer et Chemins de fer vicinaux ....	1.736
dont :	
Jonction Nord-Midi .....	766
Reconstruction du réseau .....	850
Intervention dans les travaux d'électrification .....	53
Postes, télégraphes et téléphones .....	135
Aéronautique civile .....	158
Marine .....	175
	2.204

Les crédits d'investissements prévus pour le Ministère de la Défense nationale — 2.491 millions — correspondent à la tranche de paiement propre à l'exercice 1950 et s'incorporent dans un programme d'engagements qui s'élèvent au total à quelque 3,5 milliards, conformément aux obligations résultant du Pacte de l'Atlantique.

Les crédits prévus aux chapitres des *avances* et des *participations* s'élèvent à plus de 4 milliards de francs. Ils comportent :

a) les prévisions d'intervention éventuelle de l'Etat dans le déficit du Fonds de Soutien des Chômeurs (2 milliards);

b) les crédits (1.400 millions) destinés au financement de la construction d'habitations modestes à l'intervention de la Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne. Ces crédits complétés par diverses sommes (disponible sur crédits antérieurs, reliquats d'emprunts, produits d'emprunts nouveaux) permettront d'augmenter de 2.450 millions, en 1950, les moyens financiers du Fonds National du Logement, conformément aux termes de la loi du 15 avril 1949;

c) un crédit exceptionnel de 300 millions relatif à la constitution d'un Fonds de roulement pour les activités de l'Office Central des Fournitures. Au cours des exercices ultérieurs, ce Fonds sera alimenté par les crédits ordinaires pour les dépenses d'imprimés, fournitures de bureau, combustibles, etc. ouverts au budget des différents départements ministériels.

Le crédit de 4.375 millions destiné à financer les prêts accordés dans le cadre de l'accord de paiements et de compensations signé à Paris le 7 septembre 1949, qui figurera parmi les avances du budget extraordinaire de 1949, après le vote par le Parlement de la loi d'ajustement budgétaire, n'a pas d'équivalent au budget de 1950.

## 6. Considérations d'ensemble.

On peut sans nul doute se montrer satisfait que l'équilibre du budget ordinaire au sens large (dépenses et recettes ordinaires et résultant de la guerre) ait été dans une très large mesure assuré au cours des exercices 1948 et 1949 et qu'il doive, d'après les pré-

visions budgétaires, être maintenu au cours de l'exercice 1950.

Il convient, toutefois, de remarquer que le budget de 1949 se serait soldé par un mali important, si les rentrées fiscales n'avaient pas fortement augmenté au cours des dernières années.

D'après les prévisions budgétaires, les dépenses devaient accuser, au cours de chacun des exercices 1948 et 1949, une diminution par rapport aux résultats de l'exercice précédent. Mais les dépenses effectives dépassèrent nettement les prévisions, et l'équilibre budgétaire s'en serait trouvé sérieusement compromis si les recettes n'avaient laissé d'importantes plus-values.

Malgré la diminution progressive de certaines charges financières laissées par la guerre et malgré les efforts déployés par le Gouvernement pour éliminer aussi rapidement que possible les subventions en matière de prix, l'ensemble des dépenses ordinaires et résultant de la guerre a sensiblement augmenté de 1946 à 1949, du fait de l'extension des activités de l'Etat, des majorations des traitements du personnel de l'Etat et des pensions, de l'aide de plus en plus considérable que l'Etat a dû consentir aux provinces et aux communes, du déficit croissant des charbonnages et de la S.N.C.B. et des besoins toujours plus grands de la sécurité sociale par suite notamment de l'augmentation du chômage.

Il est clair que les recettes ordinaires et résultant de la guerre ne continueront pas indéfiniment à s'accroître. Du fait du ralentissement de l'activité économique et de la tendance baissière des prix, l'ensemble des recettes des douanes et accises et de l'enregistrement marque depuis quelques mois une tendance très nette, bien qu'encore peu prononcée, à se contracter. Les contributions directes étant perçues pour une très large part avec un décalage d'un an, ont continué à se développer, mais elles ne peuvent manquer de se stabiliser au cours de l'exercice 1950. La politique de dégrèvements suivie par le Gouvernement provoquera même, sans doute, une régression qui s'accroîtra encore en 1951. Les recettes extra-fiscales ont été gonflées en 1949 par des rentrées exceptionnelles au chapitre des Remboursements et le seront encore en 1950 par des rentrées exceptionnelles au chapitre des recettes résultant de la guerre. Sans ces rentrées, le mali du budget de 1949 eût atteint plus de cinq milliards et le budget de 1950 n'eût pu être présenté en équilibre. Mais les rentrées en question ont un caractère essentiellement transitoire. Celles de 1950 seront d'ailleurs beaucoup moins importantes que celles de 1949.

Pour ces diverses raisons, l'équilibre budgétaire ne pouvait être maintenu en 1950 que par une réduction des dépenses.

Certaines dépenses revêtent pour l'Etat un caractère obligatoire et ne sont, de ce fait, susceptibles d'aucune réduction : tels sont les intérêts et l'amortissement de la dette publique et les pensions. D'au-

tres ne peuvent être réduites que grâce à des réformes de structure qui demandent du temps ; une meilleure organisation des services de l'Etat permettrait peut-être, par exemple, une réduction des dépenses d'administration, mais la réorganisation nécessaire ne peut s'effectuer d'un trait de plume. En fait, les seules dépenses qui puissent donner lieu à des économies substantielles dans un avenir immédiat, sont les subventions économiques et les subventions aux organismes de sécurité sociale, et c'est en réduisant ces deux types de subvention que le Gouvernement a réussi à présenter le budget de 1950 en équilibre.

Les réductions nécessaires ont été obtenues de quatre manières :

1° Par le relèvement des prix dans les secteurs économiques déficitaires : prix des charbons et tarifs des chemins de fer ;

2° Par des réformes de structure : accords avec les patrons-charbonniers ; fermeture de lignes de chemins de fer non rentables et réduction du personnel de la S.N.C.B. ; suppression des abus en matière d'assurance-chômage et d'assurance maladie-invalidité ;

3° Par le transfert de certaines dépenses à divers organismes paraétatiques, au besoin en mettant des ressources nouvelles à leur disposition : intégration des allocations compensatoires dans les pensions de vieillesse, les allocations familiales et les allocations aux malades et invalides ;

4° Par une réforme du mode de financement des dépenses de chômage : transfert, du budget ordinaire au budget extraordinaire, d'une part importante — deux milliards sur trois — des interventions de l'Etat en faveur du Fonds de Soutien des Chômeurs, et majoration de la cotisation des employeurs et des salariés à l'assurance-chômage.

Il faudra attendre plusieurs mois pour savoir si ces diverses mesures permettront les réductions escomptées des subventions économiques et sociales à charge du budget ordinaire.

L'équilibre du budget de 1950 dépendra dans une large mesure de l'évolution de la conjoncture. Si le chômage s'accroissait, la subvention au Fonds de Soutien des Chômeurs devrait être augmentée et le produit des impôts indirects, notamment de la taxe de transmission, n'atteindrait sans doute pas les prévisions budgétaires.

Afin de parer à une telle évolution, le Gouvernement a, comme nous l'avons dit, prévu au budget extraordinaire de 1950 des dépenses d'investissement nettement supérieures à celles de 1949, dans le but de porter l'activité économique du pays à un niveau optimum.

Mais il se pose, dès lors, un problème de financement. Les dépenses extraordinaires sont normalement couvertes par l'emprunt. Il faut espérer qu'un élargissement des offres de capitaux à long terme, au cours des prochains mois, permettra à l'Etat d'assurer le financement du budget extraordinaire par les moyens usuels.



## LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

N. B. — Le schéma des rubriques ci-après, sous lesquelles sont groupés les textes législatifs, avait été établi immédiatement après la libération. Depuis lors, la rubrique « Législation relative au rationnement et au ravitaillement » a pratiquement perdu ses raisons d'être.

Nous l'avons remplacée, à partir du *Bulletin* de janvier 1950, par une rubrique « Législation sociale », les textes législatifs en cette matière étant fort nombreux.

Aucun autre changement n'a été apporté au classement, sinon que, dorénavant, les lois budgétaires seront mentionnées à la rubrique II.

*Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.*

*Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.*

*Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :*

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

### I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

**Loi du 15 décembre 1949**

*prorogeant à nouveau l'existence légale des sociétés belges exploitant en Russie (Moniteur, 17 décembre 1949, p. 11097).*

**Loi du 22 décembre 1949**

*modifiant les lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (Moniteur, 31 décembre 1949, p. 11506).*

### II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

**Loi du 25 mai 1949**

*portant approbation de la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, signée à Paris, le 29 décembre 1947 (Moniteur, 2 décembre 1949, p. 10666).*

**Huitième arrêté ministériel du 30 novembre 1949**

*visant le rachat des comptes d'assainissement monétaire. — Soldes inférieurs à 1.000 francs (Moniteur, 21 décembre 1949, p. 11226).*

*Vu l'article 5 de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs bloqués ou temporairement indisponibles;*

*Revu le sixième arrêté ministériel du 18 novembre 1948 autorisant le rachat des soldes de comptes d'assainissement monétaire.*

taire qui, au 31 décembre 1948, étaient inférieurs à 1.000 francs;

Etant donné que, dans la plupart des établissements dépositaires, de nombreux comptes d'assainissement monétaire présenteront au 31 décembre 1949, par suite du règlement des impôts, un solde inférieur à 1.000 francs;

Considérant qu'il convient d'alléger dans toute la mesure du possible le travail incombant aux établissements du chef de la tenue à jour des comptes d'assainissement monétaire et, par voie de conséquence, d'en réduire les frais de gestion.

**Article 1<sup>er</sup>.** — Les versements en espèces effectués en paiement des impôts spéciaux ou extraordinaires créés par les lois des 15, 16 et 17 octobre 1945 seront affectés au rachat, au pair, des obligations de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire attribuées aux titulaires de comptes spéciaux provenant du dépôt des billets ou aux titulaires de comptes de dépôt, pour autant que le montant des obligations de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire restant en compte au 31 décembre 1949 soit inférieur à 1.000 francs.

**Art. 2.** — Les rachats de l'espèce seront effectués d'office, valeur 1<sup>er</sup> janvier 1950.

Les établissements dépositaires en recevront couverture par le service « Portefeuille-titres de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire », 18, rue de la Loi, à Bruxelles, dès réception par celui-ci d'une lettre en double exemplaire par laquelle ces établissements attesteront que le compte « Obligations » des déposants a été débité, valeur 1<sup>er</sup> janvier 1950, du montant des rachats opérés et que le compte « Obligations d'Assainissement monétaire » ouvert au Trésor public a été crédité du même montant, sous même date-valeur.

**Art. 3.** — Le directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

#### **Arrêté du Régent du 12 décembre 1949**

*Approbation de modifications aux statuts de l'Institut de Récompte et de Garantie (Moniteur, 22 décembre 1949, p. 11280).*

#### **Arrêté du Régent du 13 décembre 1949**

*autorisant la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur, 26-27-28 décembre 1949, p. 11402).*

#### **Arrêté du Régent du 13 décembre 1949**

*autorisant la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 500 millions de francs (Moniteur, 26-27-28 décembre 1949, p. 11403).*

#### **Arrêté du Régent du 20 décembre 1949**

*modifiant l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947, relatif à l'agrément et au contrôle des entreprises et établissements d'assurances couvrant les responsabilités civiles soumises au contrôle de l'Etat (Moniteur, 24 décembre 1949, p. 11348).*

#### **Loi du 22 décembre 1949**

*modifiant la loi du 24 décembre 1948, relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et taxes y assimilées (Moniteur, 30 décembre 1949, p. 11474).*

#### **Arrêté du Régent du 22 décembre 1949**

*fixant les conditions d'intérêt et d'amortissement de certains capitaux mis à la disposition de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne (Moniteur, 31 décembre 1949, p. 11508).*

#### **Arrêté du Régent du 22 décembre 1949**

*fixant les conditions d'intérêt et d'amortissement de certains capitaux mis à la disposition de la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché (Moniteur, 31 décembre 1949, p. 11509).*

#### **Loi de finances du 27 décembre 1949**

*pour l'exercice 1950 (Moniteur, 29 décembre 1949, p. 11426).*

#### **Loi du 27 décembre 1949**

*relative à la transformation des banques constituées sous forme d'union du crédit ou de société coopérative (Moniteur, 30 décembre 1949, p. 11474).*

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** — Les unions du crédit et les sociétés coopératives inscrites sur la liste des banques prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, peuvent se transformer en sociétés anonymes, par décision de l'assemblée générale des associés prise conformément aux dispositions de l'article 70 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

La publication de l'acte de transformation, conformément à l'article 10 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, tiendra lieu de la signification requise par l'article 1690 du Code civil.

**Art. 2.** — L'acte constatant la transformation prévue à l'article 1<sup>er</sup> est exempté du droit proportionnel d'enregistrement et est enregistré contre paiement du droit fixe général, à condition que le terme d'existence de la société nouvelle ne dépasse pas le 31 décembre 1965.

Les actions de la société nouvelle sont, sous la même condition, exemptées du droit de timbre, à concurrence du montant du capital statutaire fixé dans l'acte de transformation.

**Art. 3.** — Les dispositions de la présente loi sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1949.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

### III — LEGISLATION AGRICOLE

#### Arrêté ministériel du 30 novembre 1949

*instituant au Ministère de l'Agriculture une Commission consultative de l'équipement agricole (Moniteur, 9 décembre 1949, p. 10877).*

#### Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> décembre 1949

*fixant les modalités complémentaires pour l'application de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1948 instituant une prime à la production du froment (Moniteur, 5-6 décembre 1949, p. 10778).*

#### Arrêté du Régent du 23 décembre 1949

*prescrivant une statistique des ensemencements d'hiver et du bétail au 1<sup>er</sup> janvier 1950 (Moniteur, 30 décembre 1949, p. 11478).*

### IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

#### Arrêté du Régent du 10 novembre 1949

*allouant une subvention temporaire aux industries qui produisent de la poudre de lait obtenue de lait belge et la fournissent aux industries de l'alimentation établies en Belgique (Moniteur, 19-20 décembre 1949, p. 11206).*

#### Arrêté ministériel du 22 novembre 1949

*fixant les modalités d'exécution de l'arrêté du Régent du 10 novembre 1949, allouant une subvention temporaire aux industriels qui produisent de la poudre de lait (Moniteur, 19-20 décembre 1949, p. 11207).*

#### Arrêté du Régent du 10 décembre 1949

*accueillant une requête déposée par application de l'arrêté royal n° 62, du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution et relative à l'industrie du caoutchouc (Moniteur, 21 décembre 1949, p. 11234).*

Cet arrêté interdit, jusqu'au 31 décembre 1950, à tout producteur visé à l'article 2, de dépasser en production effective 75 p. c. de la capacité totale de production de ses installations établies au 1<sup>er</sup> avril 1939.

Par application de l'article 20 de l'arrêté royal n° 62, du 13 janvier 1935, un producteur nouveau ne pourra s'établir qu'après avoir sollicité et obtenu, indépendamment des autorisations requises par la législation en vigueur, l'autorisation du Roi.

#### Arrêté du Régent du 10 décembre 1949

*accordant des dérogations aux dispositions de l'arrêté du Régent du 10 décembre 1949, accueillant une requête déposée par application de l'arrêté royal n° 62, du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution, et relative à l'industrie du caoutchouc (Moniteur, 21 décembre 1949, p. 11243).*

### V — LEGISLATION DU TRAVAIL

#### Arrêté du Régent du 5 décembre 1949

*modifiant l'arrêté du Régent du 5 décembre 1946 déterminant le mode de calcul pour fixer le montant de l'allocation à payer aux estropiés qui bénéficient des dispositions de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations spéciales aux estropiés, mutilés, etc. (Moniteur, 9 décembre 1949, p. 10858).*

#### Arrêté du Régent du 13 décembre 1949

*modifiant l'arrêté du Régent du 13 septembre 1949 portant nomination d'un commissaire d'Etat et d'un commissaire d'Etat-adjoint à la Sécurité sociale (Moniteur, 15 décembre 1949, p. 11026).*

**Arrêté du Régent du 14 décembre 1949**

*majorant les allocations supplémentaires octroyées par l'arrêté du Régent du 23 mai 1949 à certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur, 18 décembre 1949, p. 11162).*

**Arrêté du Régent du 14 décembre 1949**

*majorant les allocations supplémentaires octroyées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, par l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 (Moniteur, 18 décembre 1949, p. 11164).*

**Arrêté du Régent du 14 décembre 1949**

*octroyant une indemnité supplémentaire aux bénéficiaires d'une indemnité d'invalidité en vertu de la réglementation sur l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité (Moniteur, 18 décembre 1949, p. 11166).*

**Arrêté du Régent du 20 décembre 1949**

*rendant obligatoire la décision de la Commission nationale paritaire de l'industrie de la construction en date du 23 septembre 1949, concernant l'indemnisation des heures de travail perdues par suite de pluie (Moniteur, 24 décembre 1949, p. 11347).*

**VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR**

**Arrêté ministériel du 10 décembre 1949**

*complétant l'arrêté ministériel du 24 janvier 1946, relatif au commerce des céréales, produits de céréales, légumes secs et aliments du bétail (Moniteur, 19-20 décembre 1949, p. 11204).*

**VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR**

**Arrêté du Régent du 7 décembre 1949**

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 12-13 décembre 1949, p. 10954).*

**Arrêté ministériel du 19 décembre 1949**

*Police sanitaire des animaux domestiques. — Importation de ruminants et de porcs originaires des Pays-Bas ou transités à travers ce pays. — Interdiction (Moniteur, 21 décembre 1949, p. 11245).*

**Arrêté du Régent du 22 décembre 1949**

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 30 décembre 1949, p. 11476).*

Cet arrêté modifie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950, le tarif des droits d'entrée annexé à la convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise. Cette modification est opérée en suite des concessions faites à Annecy dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

**VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS**

**Convention internationale des Télécommunications et annexes,**

*signées à Atlantic City, le 2 octobre 1947 (Moniteur, 17 décembre 1949, p. 11098).*

**Arrêté du Régent du 10 novembre 1949**

*approuvant certaines modifications au règlement pour la perception d'un droit de magasin sur les marchandises arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public de Namur (Moniteur, 1<sup>er</sup> décembre 1949, p. 10634).*

**Arrêté du Régent du 10 novembre 1949**

*approuvant certaines modifications aux droits de magasin sur les marchandises déposées à l'entrepôt public de Namur (Moniteur, 1<sup>er</sup> décembre 1949, p. 10635).*

---

**Arrêté du Régent du 23 novembre 1949**

*chargeant l'Office de la Navigation de l'étude, de la préparation et de la coordination de certaines mesures relatives à l'aménagement des régions situées en bordure de la Meuse, en aval de Liège, et le long du canal Albert, entre Liège et Anvers (Moniteur, 24 décembre 1949, p. 11346).*

---

**IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES**

**Arrêté ministériel du 28 novembre 1949**

*plaçant sous le régime du prix normal la chaux en roches, la chaux hydratée et les cendrées de chaux (Moniteur, 1<sup>er</sup> décembre 1949, p. 10639).*

---

**Arrêté ministériel du 2 décembre 1949**

*plaçant sous le régime du prix normal la facturation de la main-d'œuvre pour les travaux en régie (Moniteur, 8 décembre 1949, p. 10828).*

---

**Arrêté du Régent du 14 décembre 1949**

*modifiant celui du 24 janvier 1949, portant rajustement des tarifs téléphoniques intérieurs (Moniteur, 22 décembre 1949, p. 11281).*

---

**Arrêté ministériel du 15 décembre 1949**

*modifiant celui du 25 janvier 1949, relatif aux tarifs et conditions d'usage du trafic téléphonique en service intérieur (Moniteur, 22 décembre 1949, p. 11281).*

---

**Arrêté ministériel du 19 décembre 1949**

*plaçant sous le régime du prix normal les véhicules automobiles (Moniteur, 30 décembre 1949, p. 11482).*

---

**Arrêté ministériel du 20 décembre 1949**

*modifiant l'arrêté ministériel du 8 juillet 1949, fixant les prix maxima des emplacements dans les garages (Moniteur, 25 décembre 1949, p. 11379).*

---

**Arrêté ministériel du 28 décembre 1949**

*réglant pour le deuxième semestre de 1949, le paiement des allocations compensatoires aux personnes visées par l'arrêté du Régent du 28 mai 1948, tel qu'il a été modifié ultérieurement (Moniteur, 31 décembre 1949, p. 11511).*

---

**X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)**

**Arrêté du Régent du 26 novembre 1949**

*modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945, concernant le fonctionnement de l'Office national de Sécurité sociale (Moniteur, 11 décembre 1949, p. 10936).*

---

**Arrêté du Régent du 5 décembre 1949**

*modifiant l'arrêté du Régent du 5 décembre 1946 déterminant le mode de calcul pour fixer le montant de l'allocation à payer aux estropiés qui bénéficient des dispositions de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations spéciales aux estropiés, mutilés, etc. (Moniteur, 9 décembre 1949, p. 10858).*

---

**Arrêté du Régent du 9 décembre 1949**

*modifiant l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 modifiant et coordonnant les arrêtés du Régent des 16 septembre 1946 et 21 mai 1947 relatifs aux compléments de pension de vieillesse et de survie (Moniteur, 14 décembre 1949, p. 11003).*

---

**Arrêté du Régent du 10 décembre 1949**

*portant majoration des allocations familiales pour travailleurs salariés et modifiant l'arrêté du Régent du 6 juillet 1948, relatif à l'octroi d'une allocation compensatoire à certaines catégories de personnes (Moniteur, 11 décembre 1949, p. 10922).*

---

**Arrêté du Régent du 13 décembre 1949**

*modifiant l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946 pris en exécution des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 (Moniteur, 15 décembre 1949, p. 11025).*

**Arrêté du Régent du 13 décembre 1949**

*modifiant l'arrêté du Régent du 13 septembre 1949 portant nomination d'un commissaire d'Etat et d'un commissaire d'Etat-adjoint à la Sécurité sociale (Moniteur, 15 décembre 1949, p. 11026).*

**Arrêté du Régent du 14 décembre 1949**

*majorant les allocations supplémentaires octroyées par l'arrêté du Régent du 23 mai 1949 à certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur, 18 décembre 1949, p. 11162).*

**Arrêté du Régent du 14 décembre 1949**

*majorant les allocations supplémentaires octroyées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, par l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 (Moniteur, 18 décembre 1949, p. 11164).*

**Arrêté du Régent du 14 décembre 1949**

*octroyant une indemnité supplémentaire aux bénéficiaires d'une indemnité d'invalidité en vertu de la réglementation sur l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité (Moniteur, 18 décembre 1949, p. 11166).*

**Arrêté ministériel du 28 décembre 1949**

*réglant pour le deuxième semestre de 1949, le paiement des allocations compensatoires aux personnes visées par l'arrêté du Régent du 28 mai 1948, tel qu'il a été modifié ultérieurement (Moniteur, 31 décembre 1949, p. 11511).*

---

## STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

### LE STOCK MONÉTAIRE EN FRANCS BELGES

Il sera publié régulièrement, sous le n° 89, dans la partie réservée aux statistiques mensuelles courantes, un tableau du « stock monétaire en francs belges ».

La méthode d'établissement et l'interprétation de ces chiffres ont été données dans l'article paru dans le *Bulletin* de décembre 1949 sous le titre : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge ».

# STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

## LE MARCHÉ DE L'ARGENT

### I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE											CALL-MONEY	
	Escompte					Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation
	Acceptations de banques préalablement visées par B. N. B. (1)	Traites accept. domiciliées en banque, traites accept. ou docum. représentatives d'imp. ou d'exp. de march. et warrants. (2)	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à court	Certificats ayant maximum 8 mois à court	Certificats ayant maximum 12 mois à court	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) et certif. en réglem. des créances financières belges sur l'étranger	Autres effets publics		
1948 Moyenne annuelle	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Moyenne annuelle	2,88	3,44	3,69	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,23	1,25
1948 Octobre	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1948 Novembre	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1948 Décembre	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Janvier	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Février	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Mars	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Avril	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Mai	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Juin	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Juillet	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Août	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Septembre	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Octobre (à partir du 6)	2,50	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	3)1,134	3)1,25
1949 Novembre	2,50	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	3)1,179	3)1,25
1949 Décembre	2,50	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25

(1) A partir du 19 février 1948 : uniquement acceptations de banque visées représentatives d'exportations.

(2) A partir du 19 février 1948, ce taux s'applique également aux acceptations de banque visées représentatives d'importations.

(3) Moyenne des taux journaliers du mois.

#### (\*) Quotité de l'avance en décembre 1949 :

Certificats de trésorerie émis à court terme .....	95 %	Autres effets publics .....	80 %
Obligations décennales (1940-1950) .....	90 %	Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5 ans (arrêté du 25 octobre 1941).	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Certificats de trésorerie émis en règlement de créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 févr. 1942).	
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) ..	90 %	Quotité de l'avance consentie uniquement dans les cas spéciaux admis par la Banque Nationale de Belgique	
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944) .....	90 %		
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947) .....	90 %		
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948) .....	90 %		
Certificats de trésorerie 4 % 1949 .....	90 %		

### II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie Comptes de dépôts à 1 an et plus
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	
Moyennes annuelles :									
1948 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1948 Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1948 Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1948 Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949 Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(\*) Moyenne de quatre banques.

# LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

## I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	NEW-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	NEW-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre .....	149/7 1/2	35			(1) 20,06	42,75		
1948 31 décembre .....	172/3	35	112.14	451/6	42,50	70,—	179. 0	86
1949 30 décembre .....	248/0	35	113. 4	453/0	64,00	73,25	171. 2	82
Moyennes mensuelles :								
1948 Octobre .....	172/3	35	114. 9	458/3	46,93	77,21	175. 5	84
Novembre .....	172/3	35	113. 4	453/0	45,02	73,58	175.12	84
Décembre .....	172/3	35	113. 2	452/6	42,50	70,—	178. 4	85
1949 Janvier .....	172/3	35	114. 5	459/9	42,50	70,—	181. 2	87
Février .....	172/3	35	117.13	471/3	43,—	70,80	186.15	90
Mars .....	172/3	35	112.10	450/6	43,50	71,50	183. 9	88
Avril .....	172/3	35	111.15	447/9	43,50	71,50	177. 0	85
Mai .....	172/3	35	116.15	467/9	43,50	71,50	182.15	88
Juin .....	172/3	35	117. 8	470/0	43,50	71,50	185.15	89
Juillet .....	172/3	35	113. 5	453/3	43,50	71,50	168. 8	79
Août .....	172/3	35	114. 5	457/3	43,72	71,87	161.15	78
Septembre ( du 1 au 18 .....	172/3	35	113. 0	452/0	44,50	73,25	158.12	76
( du 19 au 30 .....	248/0	35	116.10	466/6	62,69	73,25	166.15	80
Octobre .....	248/0	35	115. 2	460/6	63,89	73,25	167.10	80
Novembre .....	248/0	35	114. 8	458/0	64,00	73,25	168. 6	81
Décembre .....	248/0	35	113.15	455/9	64,00	73,25	171. 7	82

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

## II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 31 DECEMBRE 1949

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1<sup>er</sup> mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

10

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts		Billets	
		Cours acheteur	Cours vendeur	Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling .....	140,—	139,90	140,10	139,35	141,—
1 dollar canadien .....	45,4545	45,40	45,50	45,—	46,—
100 florins Pays-Bas .....	1.315,7908	1.314,—	1.317,—	1.310,—	1.325,—
1 couronne suédoise .....	9,6652	9,64	9,69	9,60	9,75
100 francs congolais .....	—	100,—	100,—	—	—
100 francs luxembourgeois .....	—	100,—	100,—	—	—
1 couronne danoise .....	7,2389	7,21	7,26	7,15	7,30
1 couronne norvégienne .....	7,—	6,98	7,02	6,95	7,05
100 escudos .....	173,913	173,—	174,80	172,—	175,80
100 couronnes tchéco-slovaques ....	100,—	99,70	100,30	99,—	101,—

## COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.
Moyenne du 18 novembre au 30 novembre 1949 .....	1.160,60	—
Moyenne mensuelle de décembre 1949..	1.164,13	49,97



# LE MARCHÉ DES CAPITAUX

## I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		1 <sup>er</sup> septemb. 1949	3 octobre 1949	3 novembre 1949	1 <sup>er</sup> décemb. 1949	3 janvier 1950
<b>I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).</b>						
Dettes 2 1/2 %	100,—	56,40	56,55	56,75	56,80	56,85
Dettes 3 1/2 % 2 <sup>e</sup> série	100,—	88,60	88,55	88,35	88,35	88,50
Dettes 3 1/2 % 1937	100,—	78,05	78,30	78,35	78,30	78,55
Dettes 3 1/2 % 1943 (1)	100,—	76,50	76,80	77,05	77,45	78,10
Dettes unifiées 4 %	100,—	87,95	88,60	88,90	89,10	89,60
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	86,—	86,70	86,40	86,65	88,—
Obligations décennales (1940-1950), 4 %, 1 <sup>re</sup> série	100,—	101,—	100,90	100,55	100,60	100,80
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942	100,—	104,60	104,85	104,65	104,05	104,25
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (3)	100,—	103,85	103,35	103,10	102,90	102,90
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944	100,—	97,05	97,40	97,10	97,05	97,30
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	99,80	99,75	99,45	99,60	99,80
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	100,75	100,65	100,40	100,45	100,70
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	1.024,—	1.030,—	1.039,—	1.040,—	1.045,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	486,—	487,—	491,—	491,—	496,—
Emprunt à lots 1941 (3 1/2 % jusqu'en 1946; 3 1/2 % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	881,—	884,—	888,—	887,—	906,—
<b>II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).</b>						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	504,—	509,—	506,—	505,—	508,—
Emprunt de la Reconstr. 1 <sup>re</sup> tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %)(2)	1.000,—	1.004,—	1.004,—	1.004,—	1.004,—	1.005,—
Emprunt de la Reconstr. 2 <sup>e</sup> tranche 1949 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %)(2)	1.000,—	1.008,—	1.007,—	1.005,—	1.006,—	1.009,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1)	500,—	576,—	578,—	581,—	581,—	586,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1)	500,—	563,—	567,—	574,—	574,—	578,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1)	500,—	464,—	466,—	467,—	468,—	467,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (4)	100,—	64,50	64,85	65,15	65,20	65,65
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 1/2 %, 1943	100,—	76,10	76,05	76,55	77,65	79,30
<b>III. — Dette directe de la colonie.</b>						
Sans coupons d'intérêt : Congo Belge, emprunt à lots 1888	100,—	226,—	227,—	228,—	232,—	235,—
<b>Intérêts à bonifier :</b>						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1)	100,—	72,80	72,80	72,80	72,80	72,75
Dettes coloniales 1936, 4 %	100,—	87,90	87,90	87,75	87,85	88,10
(*) Dettes coloniales 1937, 3 1/2 %	100,—	78,85	78,85	78,85	78,85	78,85

(\*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

(1) Titres créés après le 6 octobre 1944 et pour lesquels une opération est en cours depuis cette date.

(2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

(3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

(4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

## II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

Source : Institut National de Statistique.

15

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobil., hypothécaires et hôtelières	Tramways chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
-------	----------------	-------------------------------------	---	---	---	----------------------------------	---------------------------	------------------------	--------------------	------------------------------	-----------	-----------	------------------------------	---------------------------------	------------------------	--------------	----------

### Indices par rapport aux cours du mois précédent

1949 1 <sup>er</sup> décembre	101	103	102	97	100	99	95	96	98	108	101	111	109	105	101	102	99
1950 3 janvier	102	103	102	95	102	101	104	100	101	103	107	122	105	102	101	102	103

### Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100

1948 2 novembre	144	122	111	59	66	95	169	128	145	107	76	118	149	179	257	191	132
1 <sup>er</sup> décembre	140	121	113	69	63	94	165	126	142	108	73	112	143	174	247	117	132
1949 4 janvier	145	125	111	68	68	95	168	131	146	126	78	121	165	182	251	119	133
1 <sup>er</sup> février	154	139	116	71	73	105	176	139	159	131	81	124	183	210	267	123	148
1 <sup>er</sup> mars	150	134	119	73	71	104	177	134	153	130	78	120	184	205	256	123	145
1 <sup>er</sup> avril	148	129	114	71	67	103	175	127	150	131	72	112	174	197	246	117	142
2 mai	141	130	108	73	66	103	164	126	142	123	66	101	166	185	238	114	134
1 <sup>er</sup> juin	141	129	107	74	68	109	165	128	139	121	64	100	164	184	238	108	133
1 <sup>er</sup> juillet	146	135	102	76	72	121	166	122	142	136	68	102	168	185	244	112	137
1 <sup>er</sup> août	147	135	100	74	73	128	164	124	138	132	69	102	164	182	248	114	138
1 <sup>er</sup> septemb.	163	151	112	77	80	143	183	133	155	152	82	126	196	199	273	128	154
3 octobre	162	150	109	74	77	135	179	135	154	150	85	127	190	198	277	130	157
3 novembre	164	152	109	78	81	145	173	135	158	161	84	123	191	197	278	133	157
1 <sup>er</sup> décemb.	165	156	111	76	81	144	165	130	155	174	85	136	209	207	281	136	156
1950 3 janvier	169	160	113	72	83	145	171	130	167	179	91	166	220	212	284	139	160

### III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1948 .....	248	199	176	5.904	6.003	6.103	6.179
1949 .....	244	189	173	9.629	8.119	9.818	8.292
1948 Octobre .....	21	15	13	458	434	473	447
Novembre .....	19	17	15	448	430	465	445
Décembre .....	23	16	14	562	484	578	499
1949 Janvier .....	20	19	17	745	616	763	633
Février .....	20	16	15	988	833	1.004	848
Mars .....	23	17	15	709	595	726	610
Avril .....	19	14	12	457	384	471	396
Mai .....	20	13	12	541	449	554	461
Juin .....	21	15	14	580	521	595	535
Juillet .....	19	13	11	504	433	517	444
Août .....	22	15	14	890	790	905	804
Septembre .....	20	15	14	1.260	1.074	1.275	1.088
Octobre .....	21	17	16	924	817	941	833
Novembre .....	18	18	17	875	727	893	744
Décembre .....	21	16	15	1.166	880	1.172	895

### IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES D'OBLIGATIONS

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1948 2 novembre .....	84,05	88,80	86,84	83,13	92,33	4,76	4,50	4,61	4,81	4,87	89,86	4,85
1 <sup>er</sup> décembre .....	84,50	88,65	86,83	82,99	91,78	4,73	4,51	4,61	4,82	4,90	89,57	4,87
1949 4 janvier .....	85,—	88,70	86,94	83,40	92,04	4,71	4,51	4,60	4,80	4,89	89,75	4,86
1 <sup>er</sup> février .....	85,—	88,40	p 85,49	p 85,07	p 93,40	4,71	4,52	p 4,68	p 4,70	p 4,82	p 91,93	p 4,83
1 <sup>er</sup> mars .....	85,30	88,35	p 85,77	p 86,59	p 93,97	4,69	4,53	p 4,66	p 4,62	p 4,79	p 92,50	p 4,80
1 <sup>er</sup> avril .....	85,85	88,30	p 86,05	p 86,10	p 93,73	4,66	4,53	p 4,65	p 4,64	p 4,80	p 92,29	p 4,81
2 mai .....	86,05	88,25	p 86,52	p 85,65	p 93,98	4,65	4,53	p 4,62	p 4,67	p 4,79	p 92,32	p 4,81
1 <sup>er</sup> juin .....	86,50	88,15	p 87,05	p 85,37	p 93,69	4,62	4,54	p 4,59	p 4,68	p 4,80	p 92,18	p 4,82
1 <sup>er</sup> juillet .....	86,95	87,95	p 87,52	p 86,22	p 93,78	4,60	4,55	p 4,57	p 4,64	p 4,80	p 92,62	p 4,80
1 <sup>er</sup> août .....	87,35	88,—	p 87,87	p 86,59	p 94,77	4,58	4,54	p 4,55	p 4,62	p 4,75	p 93,34	p 4,76
1 <sup>er</sup> septembre .....	87,95	87,90	p 88,43	p 86,79	p 95,19	4,55	4,55	p 4,52	p 4,61	p 4,73	p 93,69	p 4,74
3 octobre .....	88,60	87,90	p 88,92	p 87,60	p 95,98	4,51	4,55	p 4,50	p 4,57	p 4,69	p 94,22	p 4,72
3 novembre .....	88,90	87,75	p 88,95	p 88,05	p 96,42	4,50	4,56	p 4,50	p 4,54	p 4,67	p 94,66	p 4,69
1 <sup>er</sup> décembre .....	89,10	87,85	p 89,02	p 89,39	p 95,79	4,49	4,55	p 4,49	p 4,47	p 4,70	p 94,62	p 4,69
1950 3 janvier .....	89,60	88,10	p 89,45	p 89,48	p 96,76	4,46	4,54	p 4,47	p 4,47	p 4,65	p 95,36	p 4,66

N. B. — Méthode d'établissement ; voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p. 187.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES  
ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

Source : Institut National de Statistique.

17

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1947.....	1.368	1.377.114	1.163.493	1.553	537.550	502.369	750	5.998.629	6.599.616	6.022.826
1948.....	1.474	3.047.835	2.410.965	1.299	480.520	459.852	865	14.334.206	25.222.574	24.493.817
1948 10 premiers mois.....	1.171	2.338.447	1.698.286	1.102	402.939	383.139	619	8.939.712	16.240.911	15.587.298
1949 10 premiers mois.....	1.016	1.792.871	1.433.725	799	257.065	246.984	558	5.975.407	6.093.413	5.865.268
1948 Août.....	89	59.481	53.492	78	28.508	25.032	28	82.576	111.524	102.287
Septembre.....	101	352.922	139.766	87	34.002	33.143	49	605.909	611.742	559.022
Octobre.....	121	122.418	83.703	93	26.463	25.105	58	1.015.863	1.573.900	1.403.939
Novembre.....	122	167.452	228.568	71	23.793	23.316	64	1.918.723	3.275.659	3.269.037
Décembre.....	181	541.936	484.111	126	53.788	53.398	182	3.475.771	5.706.004	5.637.482
1949 Janvier.....	106	262.049	202.518	111	37.218	36.165	44	531.089	426.502	423.472
Février.....	104	161.675	107.316	102	36.772	35.980	43	182.669	297.464	278.439
Mars.....	136	224.120	188.852	114	39.589	37.986	81	666.472	818.518	812.554
Avril.....	109	90.080	80.861	81	42.350	40.733	63	758.735	1.136.969	1.130.319
Mai.....	77	59.850	55.079	45	16.855	15.813	81	318.410	888.603	859.735
Juin.....	117	207.497	146.001	91	19.100	18.313	74	1.519.230	1.130.354	1.125.116
Juillet.....	103	171.345	106.506	73	16.540	15.912	49	834.698	652.362	617.399
Août.....	82	179.427	149.568	53	14.950	14.329	30	140.201	139.824	139.434
Septembre.....	81	105.497	91.802	62	12.652	11.738	43	218.366	232.414	221.890
Octobre.....	110	331.351	305.222	67	21.039	20.016	50	305.537	370.503	356.910

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions  Montant nominal	PRIMES D'ÉMISSION (1)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Émissions nettes (4)
	Nombre	Montant nominal			Apports en nature (2)	Incorporation de réserves au capital (3)	
1947.....	56	2.241.700	10.755.980	47.079	1.156.511	3.559.775	5.261.181
1948.....	47	2.265.280	31.016.209	92.822	2.090.440	22.808.994	4.823.302
1948 10 premiers mois.....	28	767.800	19.750.097	92.530	1.507.776	14.252.244	2.769.033
1949 10 premiers mois.....	26	1.202.960	9.346.309	3.147	1.242.186	4.845.660	2.664.238
1948 Août.....	2	31.000	230.513	—	56.397	61.760	93.954
Septembre.....	1	5.000	1.003.666	—	121.343	237.630	377.958
Octobre.....	1	10.000	1.732.781	92.250	191.643	1.224.285	199.069
Novembre.....	2	125.000	3.591.904	42	100.052	3.169.767	376.143
Décembre.....	2	453.000	6.754.728	250	482.612	5.386.983	758.646
1949 Janvier.....	3	135.000	860.769	770	127.915	342.694	327.316
Février.....	3	280.000	775.911	—	97.481	213.837	390.417
Mars.....	1	20.000	1.102.227	—	154.038	752.495	152.859
Avril.....	—	—	1.269.379	—	90.378	1.109.658	51.877
Mai.....	8	115.000	1.080.208	200	53.146	792.567	200.114
Juin.....	1	5.000	1.361.951	—	128.149	776.025	390.256
Juillet.....	2	500.960	1.341.207	—	74.841	349.048	716.888
Août.....	2	11.000	345.201	160	126.454	99.495	88.542
Septembre.....	1	5.000	355.563	1.264	104.312	168.233	59.149
Octobre.....	5	131.000	853.893	753	285.472	241.608	286.820

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.



V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

OCTOBRE 1949

17

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTION DE CAPITAL Montant	
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Montant nominal	dont emprunts de conversion	Apports en nature (1)		Incorporations de réserves au capital (2)	Liquidations	Fusions			
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale											Nombre		Capital ancien
							Montant												

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique .....	105 214.351	205.222	67	21.039	20.015	48	192.537	300.328	298.735	4	81.000	—	753	193.472	240.534	24.772	3.600	7.599
Belgique et étrang.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Congo Belge .....	5 117.000	100.000	—	—	—	2	113.000	70.175	58.175	1	50.000	—	—	92.000	1.074	32.000	—	—
Total .....	110 331.351	305.222	67	21.039	20.015	50	305.537	370.503	356.910	5	131.000	—	753	285.472	241.608	56.772	3.600	7.599

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	77	30.191	25.952	62	11.229	10.207	16	13.029	7.656	7.563	—	—	753	20.877	2.743	9.322	—	2.300
de 1 à 5 millions	23	55.010	50.120	5	9.810	9.810	16	27.938	34.242	34.242	—	—	—	45.657	18.861	8.450	3.600	—
de 5 à 10 millions	3	23.950	18.950	—	—	—	9	68.111	62.889	61.389	1	6.000	—	20.838	37.889	7.000	—	5.299
de 10 à 20 millions	5	77.000	65.000	—	—	—	5	39.959	76.041	64.041	1	15.000	—	61.800	46.541	32.000	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	2	29.500	62.500	62.500	3	110.000	—	—	62.500	—	—	—
de 50 à 100 millions	2	145.200	145.200	—	—	—	2	127.000	127.175	127.175	—	—	—	136.300	73.074	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .....	110 331.351	305.222	67	21.039	20.015	50	305.537	370.503	356.910	5	131.000	—	753	285.472	241.608	56.772	3.600	7.599

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(2) Comprises dans les augmentations de capital.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITÉ PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

18  
19  
20

PÉRIODES	en Belgique		à l'étranger
	millions de francs	millions	
1948 .....	8.260	fr. s. 50 \$ U.S. 58	—
1949 .....	14.790	fr. s. 50 \$ U.S. 56	—
1948 Novembre ..	300	—	—
Décembre ..	450	\$ U.S. 8	—
1949 Janvier ..	3.500	—	—
Février ..	—	—	—
Mars ..	1.090	\$ U.S. 16	—
Avril ..	—	—	—
Mai ..	1.400	—	—
Juin ..	—	fr. s. 50	—
Juillet ..	500	—	—
Août ..	—	\$ U.S. 6	—
Septembre ..	—	\$ U.S. 9	—
Octobre ..	8.300	\$ U.S. 7	—
Novembre ..	—	\$ U.S. 5	—
Décembre ..	—	\$ U.S. 13	—

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES (2)
	Prélèvements sur comptes	Remboursements nets	Avances nettes
(milliers de francs)			
1948 .....	2.108.506	2.089.078	2.647.018
1949 .....	1.818.541	782.096	1.960.000
1948 Octobre ..	160.001	96.369	113.028
Novembre ..	144.976	1.114	105.698
Décembre ..	165.490	65.699	144.333
1949 Janvier ..	123.193	130.190	111.256
Février ..	125.394	47.117	134.850
Mars ..	183.123	122.653	123.719
Avril ..	86.374	60.222	71.554
Mai ..	87.272	60.477	240.809
Juin ..	78.628	41.211	146.261
Juillet ..	142.581	20.745	150.907
Août ..	145.191	2.854	122.182
Septembre ..	202.575	175.528	129.288
Octobre ..	184.385	37.369	233.985
Novembre ..	193.879	38.577	165.998
Décembre ..	265.946	44.953	329.191

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
milliers de fr	
1947 Moyenne mens.	742.080
1948 Moyenne mens.	880.012
1948 Septembre ..	835.607
Octobre ..	878.627
Novembre ..	802.091
Décembre ..	1.206.909
1949 Janvier ..	876.554
Février ..	801.157
Mars ..	1.005.934
Avril ..	1.046.194
Mai ..	1.175.427
Juin ..	1.148.968
Juillet ..	1.182.081
Août ..	1.153.694
Septembre ..	1.181.127
Octobre ..	1.217.181
Novembre ..	1.096.724

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Le mouvement des remboursements sur les ouvertures de crédit pour dépenses ordinaires ne peut plus être donné en raison de la fusion de ces opérations avec celles d'autres comptes courants communaux.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

# LES FINANCES PUBLIQUES

## I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes- chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)
	intérieure			exté- rieure (1) (2)	inté- rieure	exté- rieure	totale	inté- rieure	exté- rieure (2)	totale		
	directe	indi- recte	totale									
1940 Mars .....	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1948 Septembre .....	118.517	12.273	130.794	11.053	31.509	1.972	33.481	57.611	162	57.773	18.831	251.932
Décembre .....	116.620	8.883	125.503	11.423	28.732	1.972	30.704	60.097	45	60.142	17.759	245.531
1949 Janvier .....	116.333	8.935	125.268	11.336	29.296	1.972	31.268	59.017	44	59.061	17.239	244.172
Février .....	115.856	8.928	124.784	11.332	28.468	1.972	30.440	58.306	7	58.313	16.963	239.832
Mars .....	115.343	8.926	124.269	12.044	29.799	1.753	31.552	57.144	7	57.151	17.156	242.172
Avril .....	114.940	8.917	123.857	12.052	30.089	1.753	31.842	56.438	7	56.445	18.416	242.612
Mai .....	114.518	8.965	123.483	12.053	30.038	1.753	31.791	56.230	7	56.237	18.337	241.901
Juin .....	114.093	8.955	123.048	11.959	30.344	1.753	32.097	59.012	7	59.019	18.361	244.484
Juillet .....	113.675	8.952	122.627	11.924	31.216	1.753	32.969	59.440	7	59.447	17.690	244.657
Août .....	113.148	8.952	122.098	12.142	30.508	1.753	32.259	62.517	445	62.962	18.247	247.708
Septembre .....	112.701	8.944	121.645	13.043	30.914	1.750	32.664	61.976	508	62.484	17.767	247.603
Octobre .....	111.869	8.986	120.855	13.387	39.071	1.750	40.821	55.067	504	55.571	17.738	248.362
Novembre .....	111.325	8.979	120.304	13.604	38.299	1.750	40.049	56.438	504	56.942	18.438	249.338
Décembre .....	110.725	9.021	119.746	14.239	38.258	1.748	40.006	58.754	504	59.258	19.181	252.430

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

## II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars .....	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1946 Mars .....	47.918	550	1.153	—	—	49.621
Juin .....	47.680	550	1.153	—	—	49.383
Septembre .....	49.594	550	1.142	—	—	51.286
Décembre .....	49.551	550	1.137	—	—	51.238
1947 Mars .....	48.978	550	1.137	—	—	50.665
Juin .....	48.389	550	1.137	—	—	50.076
Septembre .....	48.884	550	1.137	—	—	50.571
Décembre .....	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars .....	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin .....	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre .....	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre .....	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars .....	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin .....	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre .....	5.499	—	—	34.991	915	41.405

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.

(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.

(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.

(5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

### III — RENDEMENT DES IMPOTS

26

#### a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1947.....	16.512	9.898	20.047	46.457	—
1948.....	22.166	11.407	20.618	54.191	—
1948 Septembre.....	1.841	1.021	1.796	4.658	40.400
Octobre.....	1.484	956	1.806	4.246	44.646
Novembre.....	1.716	862	1.688	4.266	48.912
Décembre.....	2.338	1.063	1.878	5.279	54.191
1949 Janvier.....	3.209	880	1.763	5.852	5.852
Février.....	2.083	885	1.605	4.573	10.425
Mars.....	1.994	982	1.720	4.696	15.121
Avril.....	2.044	972	1.566	4.582	19.703
Mai.....	2.189	961	1.558	4.708	24.411
Juin.....	1.996	981	1.515	4.492	28.903
Juillet.....	2.152	813	1.486	4.451	33.354
Août.....	1.445	829	1.491	3.765	37.119
Septembre.....	1.392	996	1.683	4.071	41.190
Octobre.....	1.545	976	1.832	4.353	45.543
Novembre.....	1.623	1.028	1.631	4.282	49.825

#### b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 novembre 1949 pour les exercices 1948 et 1949

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	EXERCICE 1948		EXERCICE 1949		NOVEMBRE 1949
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1949
I. Contributions directes.....	24.622	17.299	16.814	17.140	1.623
II. Douanes et accises.....	11.370	10.791	10.226	10.787	1.029
dont douanes.....	3.159	2.750	3.012	3.008	304
accises.....	7.295	7.951	6.449	7.642	648
taxes spéciales de consommat.....	808		648		60
III. Enregistrement.....	20.617	21.536	17.841	18.334	1.631
dont enregistrement.....	1.817	1.500	1.592	1.580	147
successions.....	984	825	829	746	73
timbres et taxes assimilées.....	17.589	19.000	15.236	15.801	1.396
<b>Total...</b>	<b>56.609</b>	<b>49.626</b>	<b>44.881</b>	<b>46.261</b>	<b>4.283</b>
<b>Différence par rapport aux éval. budg.</b>	<b>+ 6.983</b>		<b>- 1.380</b>		

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

## LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

## I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en octobre 1949

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

## A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques .....	2	2	—	12.000	2.477	1.530	—	600	2.135	85
Assurances .....	2	2	—	18.200	42.373	9.446	—	5.625	—	—
Opérations financières et immobilières .....	58	38	20	1.542.912	668.571	125.854	6.268	110.155	667.759	25.080
Commerce de détail .....	9	6	3	34.975	133.100	39.716	286	18.800	5.500	255
Commerce de gros et commerce extérieur .....	92	54	38	154.044	351.466	17.448	8.740	4.818	67.966	2.739
Fabrications métalliques .....	70	57	13	410.344	724.880	145.478	5.611	63.418	13.134	685
Métallurgie du fer .....	19	18	1	1.926.489	2.989.081	489.277	414	335.338	151.472	6.416
Métaux non ferreux .....	2	2	—	35.000	23.105	497	—	—	—	—
Industrie textile .....	50	37	13	259.279	360.299	22.942	6.166	8.742	6.300	368
Industries alimentaires .....	30	19	11	132.523	154.719	8.345	2.379	1.665	29.543	1.310
Industrie du bois .....	9	6	3	14.000	7.928	972	1.572	86	5.956	268
Industrie chimique .....	18	12	6	198.531	342.662	23.165	4.244	16.234	151.727	6.330
Industrie du verre .....	7	6	1	27.290	33.471	1.601	5.652	729	—	—
Electricité .....	6	6	—	2.158.000	139.777	124.040	—	106.275	135.679	6.182
Gaz .....	1	1	—	11.000	— 191	970	—	—	1.627	81
Eau .....	1	—	1	380	8.319	—	340	—	—	—
Cuir .....	7	3	4	21.125	76.217	532	3.136	750	—	—
Papier et imprimerie .....	14	12	2	160.750	159.965	5.308	49	3.566	—	—
Transport .....	13	7	6	35.700	156.648	2.624	23.114	1.996	7.554	375
Tourisme .....	12	8	4	15.424	17.325	1.093	576	406	—	—
Intermédiaires .....	10	7	3	6.680	1.191	1.127	1.628	—	—	—
Déchets et matières de récupération .....	1	1	—	1.000	8.965	794	—	550	—	—
Constructions .....	8	3	5	19.200	55.127	5.240	620	2.897	4.847	242
Charbons .....	5	4	1	104.628	83.747	20.062	475	5.780	16.990	764
Terre cuite .....	1	1	—	1.500	8.981	459	—	157	—	—
Ciment et industries connexes .....	1	—	1	4.000	5.138	—	558	—	15.307	708
Carrières .....	10	6	4	57.402	138.273	1.324	1.695	600	102	5
Chaux .....	2	2	—	12.650	26.239	2.891	—	1.846	—	—
Industries céramiques .....	4	1	3	39.450	44.423	23	14.205	—	—	—
Industrie du tabac .....	1	1	—	900	48	45	—	—	—	—
Industrie du diamant .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse .....	7	4	3	2.045	414	168	672	143	—	—
Films, théâtres, attractions .....	9	5	4	5.600	5.017	979	1.708	—	—	—
Artisanat .....	15	11	4	11.564	12.038	2.130	249	733	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage .....	1	—	1	500	— 241	—	61	—	478	19
Divers non dénommés .....	27	13	14	172.490	118.930	40.067	4.228	24.121	1.500	45
TOTAL...	524	355	169	7.607.553	6.900.482	1.096.147	94.646	716.030	1.285.776	51.957

## B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières .....	2	1	1	11.250	9.014	3.670	82	2.915	—	—
Sociétés commerciales .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles .....	11	7	4	147.500	81.489	47.308	1.864	20.909	5.000	250
Sociétés agricoles .....	5	5	—	137.838	148.974	54.641	—	20.240	—	—
Services publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mixtes .....	2	1	1	615	— 245	—	8	—	—	—
TOTAL...	20	14	6	297.203	239.232	105.610	1.954	44.064	5.000	250

## C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité .....	4	3	1	98.150	13.971	6	239	—	—	—
Chemins de fer .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways .....	1	1	—	125.000	259.936	14.691	—	13.456	—	—
Plantations, sociétés coloniales .....	4	3	1	52.812	53.028	1.962	110	—	—	—
Sociétés diverses .....	7	7	—	61.746	252.708	8.105	—	4.152	—	—
TOTAL...	16	14	2	337.708	579.643	24.764	349	17.608	—	—
Total général...	560	383	177	8.242.464	7.719.357	1.228.530	98.949	777.702	1.290.776	52.207

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'octobre 1949 :

(Milliers de francs)

Coupons d'Emprunts directs de l'Etat .....	288.722
Coupons d'Emprunts de la Colonie .....	56.108
Coupons d'Emprunts des Provinces et Communes .....	49.051
Coupons d'Emprunts d'organismes divers .....	68.291

462.172

Coupons d'emprunts extérieurs de l'Etat .....



I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES (suite)

Source : Institut National de Statistique.

Tableau rétrospectif

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
1947 (2)	7.242	5.672	1.570	53.896.030	40.783.567	9.338.430	527.053	4.328.143	(3) 13.995.344	468.210
1948 (2)	9.019	6.809	2.210	69.383.579	89.178.476	12.223.261	646.984	6.484.711	(4) 16.886.767	649.458
1948 10 premiers mois	7.015	5.388	1.627	58.484.738	71.577.314	10.100.812	493.579	5.370.027	10.327.870	412.526
1949 10 premiers mois	7.838	5.602	2.236	73.726.193	73.256.433	11.607.642	855.560	6.552.561	14.426.410	615.191
1948 Août	175	123	52	716.422	1.978.233	102.492	36.457	26.304	974.443	38.044
Septembre	261	188	73	1.029.629	1.642.251	173.794	12.475	81.639	918.748	35.512
Octobre	559	421	138	8.314.672	9.146.046	1.074.263	34.289	712.449	1.022.753	40.531
Novembre	305	226	79	5.444.291	9.948.709	845.831	26.046	605.395	845.163	33.546
Décembre	327	234	93	2.891.891	5.384.827	604.805	41.906	320.751	993.305	40.389
1949 Janvier	90	60	30	324.649	596.154	77.011	9.314	36.245	1.991.604	86.645
Février	151	109	42	410.532	647.964	380.505	17.316	318.471	1.429.896	58.152
Mars	1.480	1.065	415	9.463.949	8.899.357	1.406.713	113.839	741.586	1.202.110	50.058
Avril	2.081	1.467	614	16.400.115	13.991.670	2.014.375	222.560	1.020.192	1.505.774	77.086
Mai	1.790	1.309	481	18.269.797	23.175.843	2.407.599	232.996	1.386.750	1.161.968	48.185
Juin	842	602	240	11.287.529	9.227.472	2.506.145	99.017	1.523.684	1.447.618	60.838
Juillet	423	310	113	7.483.615	7.079.402	1.339.392	34.459	640.369	1.705.678	72.900
Août	132	92	40	381.111	498.729	94.610	7.128	40.777	1.301.560	52.071
Septembre	289	205	84	1.462.432	1.420.485	154.762	21.982	66.785	1.389.426	57.049
Octobre	560	383	177	8.242.464	7.719.357	1.226.530	96.949	777.702	1.290.776	52.207

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) Renseignements définitifs. L'addition des éléments des douze mois ne correspond pas au total annuel, étant donné que ce chiffre comprend les sociétés qui publient leur bilan avec retard.

(3) Au 31 décembre 1947. Montant rectifié pour des emprunts existant déjà en 1947, mais non compris dans la statistique.

(4) Au 31 décembre 1948.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1947	7.875.174	4.964.339	2.910.835	24.185.471 (1)	6.621.775
1948	8.546.889	5.946.442	2.600.447	27.524.459 (2)	6.825.648 (3)
1948 Octobre	621.566	463.992	157.574	26.437.285	
Novembre	583.765	402.930	180.835	26.618.120	
Décembre	799.869	632.071	167.798	27.524.459 (2)	
1949 Janvier	917.406	434.769	482.637	28.007.096	
Février	713.168	490.977	222.191	28.229.287	
Mars	915.140	540.670	374.470	28.603.757 (4)	
Avril	644.800	655.704	10.904	28.592.853	
Mai	640.189	583.302	56.887	28.649.740	
Juin	615.632	571.004	44.628	28.694.368	
Juillet	738.641	563.839	174.802	28.869.170	
Août	717.736	491.408	226.328	29.095.498	
Septembre	705.311	536.074	169.237	29.264.735	
Octobre	697.017	569.750	127.267	29.392.002	
Novembre	635.002	436.718	198.284	29.590.286	
Décembre	771.371	665.816	105.555	29.695.841	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice. — (2) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (3) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (4) Comprend 255 millions de francs à la disposition des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux (1)
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1947	23.200	398.925	47.312	224.845	469.437
1948	23.170	411.953	58.143	245.256	738.522
1948 Janvier	2.022	35.859	4.943	20.012	62.836
Février	1.987	37.482	4.781	18.888	63.136
Mars	2.576	38.316	4.622	20.480	65.994
Avril	1.785	35.394	4.387	20.879	62.445
Mai	1.932	36.057	5.395	20.107	63.491
Juin	1.483	30.004	4.440	19.384	55.320
Juillet	2.254	34.137	4.655	20.811	61.857
Août	1.510	33.952	5.201	19.629	60.292
Septembre	2.209	32.819	5.106	19.232	59.366
Octobre	1.738	33.899	4.888	21.950	62.475
Novembre	1.760	31.519	4.644	21.277	59.200
Décembre	1.914	32.515	5.072	22.608	62.109
1949 Janvier	1.462	36.427	6.156	20.299	64.344
Février	3.188	33.206	5.332	19.892	61.618
Mars	2.339	33.721	5.860	20.558	62.478
Avril	3.008	34.552	5.784	20.897	64.241

(1) Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146.100.000 francs en 1947 et 191.000.000 de francs (chiffre provisoire) en 1948.

## LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

## I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

## a) Mouvement du débit

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1948 Moyenne mensuelle .....	38 (1)	119	214.812	139	44.799	258	259.611
1949 Moyenne mensuelle .....	38 (1)	136	198.476	146	43.700	282	242.176
1948 Décembre .....	38	128	245.876	151	48.591	279	294.467
1949 Janvier .....	38	120	256.640	137	45.082	257	301.722
Février .....	38	116	200.836	134	37.686	250	238.522
Mars .....	38	133	205.422	152	39.294	285	244.716
Avril .....	38	128	189.323	142	40.302	270	229.625
Mai .....	38	137	184.184	146	40.072	283	224.256
Juin .....	38	143	196.527	149	47.630	292	244.157
Juillet .....	38	140	192.792	146	50.610	286	243.402
Août .....	38	151	205.745	145	51.423	296	257.168
Septembre .....	38	142	208.005	146	48.872	288	256.877
Octobre .....	38	142	224.943	151	43.855	293	268.798
Novembre .....	38	131	144.935	141	35.042	272	179.977
Décembre .....	38	152	172.365	164	44.526	316	216.891

(1) Au 31 décembre.

N. B. — Les opérations de la liquidation du comptant à la Bourse de Bruxelles, auparavant compensées par la Banque Nationale de Belgique, sont, depuis le mois de mars, liquidées par la Caisse de Compensation du Comptant près la Bourse de Bruxelles; comme cette Caisse n'est pas en mesure de fournir les montants liquidés, la publication de cette statistique a dû être suspendue.

## b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call-money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1948 Moy. mens. ....	2.868	148.793	1.015	6.462	113.023	56.649	2.435	2.908	119.341	214.812
1949 Moy. mens. ....	3.813	131.062	1.518	7.356	128.756	57.274	2.158	2.784	136.245	198.476
1948 Décembre .....	3.875	171.138	1.063	8.317	121.178	62.847	2.097	3.547	128.213	245.876
1949 Janvier .....	3.522	193.873	1.100	7.204	113.392	53.515	1.897	2.048	119.911	256.640
Février .....	3.214	135.442	818	7.862	110.158	55.164	1.920	2.368	116.110	200.836
Mars .....	3.618	141.443	1.089	7.662	126.352	54.112	2.318	2.205	133.377	205.422
Avril .....	3.772	126.109	1.276	8.747	120.443	51.988	2.273	2.479	127.764	189.323
Mai .....	3.991	114.545	1.795	7.157	128.480	59.726	2.312	2.756	136.578	184.184
Juin .....	3.087	128.274	1.823	6.989	130.275	58.050	2.102	3.204	143.287	196.527
Juillet .....	4.051	120.649	1.661	6.957	132.579	62.294	1.816	2.892	140.107	192.792
Août .....	4.243	131.677	1.671	5.941	142.977	65.161	1.820	2.966	150.711	205.745
Septembre .....	4.002	138.490	1.604	7.296	134.462	59.148	1.936	3.071	142.004	208.005
Octobre .....	4.291	154.161	2.045	10.971	132.968	56.957	2.437	2.854	141.741	224.943
Novembre .....	3.872	84.754	1.523	4.972	123.606	52.259	2.373	2.950	131.374	144.935
Décembre .....	4.090	103.327	1.814	6.502	143.378	58.913	2.699	3.623	151.981	172.365

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call-money.

## II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*)	Avoir des particuliers (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1948 Moyenne mensuelle .....	(1) 629.485	27.831	20.076	22.087	60.159	21.989	60.159	164.393	91	3,36
1949 Moyenne mensuelle .....	(1) 632.415	27.972	20.287	22.948	61.427	22.946	61.427	168.748	91	3,31
1948 Décembre .....	629.485	28.989	21.240	24.703	66.515	22.834	66.515	180.567	91	3,35
1949 Janvier .....	630.988	30.266	20.588	23.161	66.638	25.920	66.638	182.357	91	3,43
Février .....	631.984	27.587	19.681	21.713	59.509	22.149	59.509	162.880	91	3,48
Mars .....	632.595	27.525	19.737	24.045	65.100	22.856	65.100	177.102	91	3,33
Avril .....	632.317	28.009	20.406	22.712	60.000	22.222	60.000	165.054	90	3,29
Mai .....	631.691	28.318	20.330	23.191	61.846	23.708	61.846	170.591	91	3,39
Juin .....	630.682	27.541	20.119	22.438	59.781	21.893	59.781	163.893	91	3,18
Juillet .....	630.503	28.298	20.797	22.347	59.345	23.910	59.345	164.947	90	3,14
Août .....	629.669	27.337	20.380	23.219	58.161	22.677	58.161	162.218	91	3,18
Septembre .....	629.937	27.618	20.428	21.035	57.523	21.532	57.523	167.613	91	3,07
Octobre .....	630.978	27.413	20.215	23.069	61.564	22.964	61.564	169.161	91	3,44
Novembre .....	631.788	27.417	20.228	22.583	59.485	21.995	59.485	163.548	91	3,44
Décembre .....	632.415	28.338	20.543	25.865	68.109	23.529	68.109	185.612	92	3,31

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(\*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

# LES PRIX

## a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

45

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles				Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs
		du règne animal	du règne végétal	Matières grasses	Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
Nombre de produits	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1947 Moy. mens. . .	355	344	388	397	341	454	331	226	342	367	312	340	251	364
1948 Moy. mens. . .	389	471	433	450	379	496	356	273	390	383	318	342	261	402
1948 Septembre . .	388	466	421	447	385	496	358	274	410	383	316	340	261	397
Octobre . . . . .	387	471	413	412	387	496	358	274	412	391	309	328	262	401
Novembre . . . . .	389	487	413	405	391	496	358	274	429	391	312	333	262	403
Décembre . . . . .	392	491	416	406	392	496	358	274	433	391	312	333	263	404
1949 Janvier . . . . .	390	470	416	404	394	496	358	269	445	391	309	328	264	384
Février . . . . .	384	423	415	399	394	496	358	268	445	393	309	328	264	382
Mars . . . . .	378	406	409	400	388	496	358	263	424	395	299	313	264	385
Avril . . . . .	373	399	409	390	384	496	358	257	400	416	291	301	264	383
Mai . . . . .	372	419	410	374	383	496	358	252	400	421	285	294	264	377
Juin . . . . .	366	411	411	370	371	496	358	252	350	431	279	285	264	372
Juillet . . . . .	364	400	402	358	375	496	358	252	364	432	278	284	264	371
Août . . . . .	363	414	393	350	373	496	358	239	369	432	276	284	267	371
Septembre . . . . .	361	405	377	347	368	496	358	239	350	433	275	282	258	373
Octobre . . . . .	361	398	392	352	375	529	385	239	336	433	275	282	259	372
Novembre . . . . .	361	388	411	361	371	529	367	255	321	433	265	267	260	372

45

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1947 Moy. mens. . .	176	568	438	356	275	371	416	560	276	342	334	345	321	354
1948 Moy. mens. . .	185	612	460	381	330	364	445	586	287	362	345	346	324	424
1948 Septembre . .	193	586	459	380	334	357	437	600	293	365	350	348	326	448
Octobre . . . . .	189	586	443	379	327	358	441	600	291	365	350	348	325	452
Novembre . . . . .	158	586	436	380	343	352	431	604	291	382	355	349	329	474
Décembre . . . . .	160	586	430	380	354	347	424	604	291	382	356	349	329	480
1949 Janvier . . . . .	164	581	427	389	368	342	452	597	291	382	352	345	325	480
Février . . . . .	160	570	420	385	365	338	445	598	291	383	351	341	325	480
Mars . . . . .	164	560	412	378	355	333	443	590	282	379	350	340	329	480
Avril . . . . .	160	552	405	371	340	328	441	558	282	379	345	338	325	441
Mai . . . . .	156	552	399	366	332	323	438	549	282	383	336	336	325	376
Juin . . . . .	145	539	392	360	328	325	436	510	271	392	329	327	324	348
Juillet . . . . .	149	536	377	353	328	311	425	499	271	395	332	329	324	362
Août . . . . .	160	536	377	353	342	302	419	512	268	395	332	330	323	370
Septembre . . . . .	153	536	377	360	339	312	437	512	268	395	328	330	316	370
Octobre . . . . .	153	527	347	361	336	318	448	498	264	395	327	328	313	373
Novembre . . . . .	159	527	336	367	347	320	451	523	264	394	327	317	313	399

45

46

## b) INDICES DES PRIX DE GROS A L'ETRANGER (\*)

Base : période 1936 à 1938 = 100

## c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (1) (Statistique générale de la France)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Travail)
1947 Moyenne mensuelle	185	989	270	189	183	214
1948 Moyenne mensuelle	201	1.712	280	216	196	222
1948 Août . . . . .	207	1.783	278	218	199	221
Septembre . . . . .	206	1.791	277	216	199	220
Octobre . . . . .	202	1.887	282	216	198	220
Novembre . . . . .	200	1.977	287	217	199	222
Décembre . . . . .	198	1.974	289	217	199	221
1949 Janvier . . . . .	196	1.946	293	218	199	220
Février . . . . .	193	1.898	293	218	199	219
Mars . . . . .	193	1.872	292	217	198	217
Avril . . . . .	192	1.846	293	223	198	214
Mai . . . . .	190	1.890	292	228	197	211
Juin . . . . .	189	1.813	292	228	198	210
Juillet . . . . .	187	1.854	291	225	197	211
Août . . . . .	187	1.918	290	225	196	210
Septembre . . . . .	188	1.958	293	227	198	207
Octobre . . . . .	186	2.000	295	233	200	205

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits . . . . .	56	34	22
1948 Moyenne mensuelle . . . . .	394	384	410
1949 Moyenne mensuelle . . . . .	381	364	408
1948 Octobre . . . . .	394	386	411
Novembre . . . . .	394	385	411
Décembre . . . . .	395	387	411
1949 Janvier . . . . .	393	384	411
Février . . . . .	388	375	410
Mars . . . . .	382	366	408
Avril . . . . .	380	362	409
Mai . . . . .	379	359	408
Juin . . . . .	381	364	408
Juillet . . . . .	379	361	408
Août . . . . .	378	361	407
Septembre . . . . .	379	362	406
Octobre . . . . .	376	358	407
Novembre . . . . .	377	359	406
Décembre . . . . .	375	357	406

(1) Base 1938 = 100.

(\*) Les indices (sauf ceux de la France) ont été ramenés à la même base (période 1936 à 1938 = 100) afin de faciliter la comparaison entre les différents pays.

# LA PRODUCTION

## I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

55

Source : Ministère du Combustible et de l'Énergie.

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-38 Moyenne mensuelle	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(2) 2.425	24,0	1.502
1947 Moyenne mensuelle	95.072	137.770	337	274	496	326	600	2.033	24,5	(1) 448
1948 Moyenne mensuelle	102.116	146.198	363	301	559	338	662	2.223	24,4	(1) 837
1948 Septembre	101.677	145.134	381	328	588	365	677	2.339	25,8	1.096
Octobre	105.105	149.346	402	333	611	380	705	2.431	26,0	1.044
Novembre	109.583	154.197	390	316	589	357	686	2.338	24,2	942
Décembre	109.623	154.006	406	326	621	387	701	2.441	25,0	837
1949 Janvier	108.038	152.403	393	336	612	382	713	2.436	24,7	864
Février	107.355	151.616	378	325	586	368	674	2.331	23,7	1.009
Mars	109.395	151.499	419	347	664	426	763	2.619	26,6	1.329
Avril	105.915	150.981	406	332	621	385	684	2.428	24,9	1.746
Mai	104.930	149.397	398	333	618	382	667	2.398	24,9	2.214
Juin	103.871	148.017	379	322	609	379	664	2.353	24,5	2.681
Juillet	100.687	144.321	289	241	452	311	576	1.869	19,0	2.853
Août	99.455	142.386	341	275	526	306	557	2.005	21,5	2.983
Septembre	98.503	142.180	351	283	534	338	576	2.082	22,0	2.680
Octobre	96.800	140.202	402	314	604	395	646	2.361	24,7	2.374
Novembre	100.311	143.511	404	309	589	394	698	2.394	24,0	2.061

(1) A fin d'année.

(2) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,8
1947 Moyenne mensuelle	394	4.087	113	569	(2) 37	235	235	5,3	206	2,6
1948 Moyenne mensuelle	460	4.484	82	573	(2) 48	329	321	5,6	267	2,5
1948 Septembre	450	4.554	77	508	47	354	347	5,7	289	3,0
Octobre	487	4.626	88	537	46	369	367	5,8	297	2,3
Novembre	480	4.683	123	606	48	359	347	5,5	288	2,6
Décembre	492	4.720	95	611	48	377	357	6,8	299	2,7
1949 Janvier	473	4.708	78	532	48	376	363	6,9	306	3,2
Février	434	4.609	65	523	48	355	350	6,5	301	3,3
Mars	476	4.620	67	523	45	397	409	7,2	325	3,5
Avril	448	4.579	53	469	44	342	350	6,4	283	2,8
Mai	446	4.617	60	494	43	332	334	5,9	288	2,0
Juin	409	4.551	55	512	41	308	317	5,2	267	1,3
Juillet	386	4.399	42	464	35	277	274	4,7	202	0,3
Août	367	4.423	51	448	35	258	263	5,1	227	0,4
Septembre	367	4.416	58	580	35	266	269	5,1	215	2,5
Octobre	382	4.297	76	468	35	277	275	4,8	219	3,2
Novembre	382	4.223	84	513	34	269	270	4,4	205	2,3

(1) Au 31 décembre 1938.

(2) Au 31 décembre.

## II — INDUSTRIE TEXTILE

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)						PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute (1)	Coton ou fibranne (2)	Laine (3)	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1947 Moyenne mensuelle	772	3.043	236	6.211	561	1.703	1.826	721	2.204	5.724	1.878	328
1948 Moyenne mensuelle	620	3.466	210	6.018	685	1.537	1.306	418	2.453	5.222	1.616	431
1948 Août	465	3.277	188	5.173	597	1.299	1.080	335	2.373	4.555	1.492	443
Septembre	519	3.512	194	6.095	692	1.327	1.176	331	2.630	5.366	1.531	445
Octobre	504	3.529	228	5.771	722	1.465	1.337	361	2.404	5.304	1.561	438
Novembre	669	3.341	181	4.643	646	1.519	1.204	396	2.385	4.650	1.476	392
Décembre	586	3.788	167	5.671	715	1.423	1.452	420	2.489	5.205	1.622	391
1949 Janvier	548	3.524	223	5.865	765	1.410	1.214	367	2.461	4.618	1.684	405
Février	592	3.698	173	5.392	715	1.335	1.225	362	2.581	4.797	1.616	419
Mars	553	4.375	222	6.517	920	1.347	1.535	453	3.063	5.363	1.918	480
Avril	561	3.988	169	5.745	872	1.146	1.330	392	2.594	4.972	1.718	436
Mai	571	3.976	201	6.205	901	1.218	1.393	388	2.637	4.898	1.674	447
Juin	667	4.001	221	6.897	857	1.394	1.453	388	2.641	4.910	1.632	470
Juillet	513	2.741	217	4.853	793	1.219	1.393	350	2.151	4.236	1.563	408
Août	610	3.121	148	6.057	810	1.552	1.693	356	2.409	4.670	1.717	401
Septembre	675	3.592	130	6.882	807	1.767	1.606	465	2.759	5.171	1.930	475
Octobre	706	3.434	186	6.541	912	1.738	1.729	485	2.666	5.169	1.952	401

(1) Y compris les tapis en jute.

(2) Y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le couil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours, les tissus pour pantoufles, etc.

(3) Y compris couvertures et tapis en laine.

### III — PRODUCTIONS DIVERSES

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

56

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.332	(1) 155.538				15.462			
1947 Moyenne mensuelle	217.431	101.350	89.396	10.390	9.527	5.856	18.660	1.755	173.433	15.250
1948 Moyenne mensuelle	277.579	134.869	119.529	12.997	11.579	4.669	19.182	1.683	215.001	14.756
1948 Septembre	327.645	157.782	156.505	12.470	11.416	5.614	18.982	1.638	263.477	23.483
Octobre	311.065	159.444	139.372	16.036	12.963	2.712	20.999	1.653	236.068	20.631
Novembre	254.185	147.375	131.662	14.818	12.982	2.235	18.676	1.515	190.790	8.646
Décembre	218.265	154.303	111.175	14.193	12.023	4.645	18.818	1.683	215.025	15.819
1949 Janvier	176.595	152.816	86.577	11.496	10.443	7.096	18.976	1.319	180.776	13.042
Février	175.195	152.621	98.075	13.773	12.259	6.912	19.321	1.566	175.728	12.844
Mars	224.143	152.475	111.680	15.208	14.447	10.768	21.172	1.749	150.702	14.012
Avril	252.710	126.271	117.869	14.687	12.933	8.903	19.894	1.657	105.905	16.797
Mai	256.130	122.775	132.319	15.166	13.515	670	19.608	1.626	136.383	15.318
Juin	245.000	120.352	140.740	14.131	12.617	(2)	20.151	1.763	145.138	16.843
Juillet	245.335	109.950	120.042	13.736	12.100	813	16.849	1.249	169.092	10.592
Août	253.815	123.737	112.479	14.224	12.567	1.586	20.851	1.518	182.859	15.049
Septembre	289.470	128.631	116.846	14.071	12.887	5.428	21.761	1.749	187.531	14.504
Octobre	294.830	119.350	112.014	14.233	11.604	4.994	21.284	1.435	171.396	13.680
Novembre	273.330	p 110.660	p 121.722	p 14.375	p 13.197	p 5.287	p 19.083	p 1.307	p 154.000	p 12.765

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

(2) Montant non publié.

Source : Administration des Douanes et Actises.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLUMETTES			PÊCHE			
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois	Déclara- tions en consom- mation			Quantités de matières premières déclarées (substanc- es fari- neuses et substances sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Fabrica- tion	Consom- mation	Exporta- tion	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés										Quantités	Valeurs
(tonnes)				(tonnes)	(hectolitres)	(millions de tiges)			(tonnes)	(milliers fr.)			
1936-38 Moyenne mens.	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	1.807	2.590	2.260	7.189		
1947 Moyenne mensuelle	11.114	11.881	88.008	18.172	10.775	24.463	4.350	1.621	2.693	3.390	34.584		
1948 Moyenne mensuelle	20.916	16.495	76.944	19.961	10.627	23.845	3.390	2.008	1.378	3.180	29.546		
1948 Septembre	1	19.886	22.932	19.883	9.636	27.470	3.485	2.291	1.658	3.051	34.922		
Octobre	72.281	14.310	71.010	21.019	9.980	28.728	4.207	2.519	1.354	3.245	36.149		
Novembre	137.928	17.608	183.543	19.569	8.963	21.832	4.074	2.485	2.072	4.123	37.617		
Décembre	40.395	18.202	191.228	25.541	9.476	23.297	3.761	1.663	1.414	3.405	30.685		
1949 Janvier	73	10.918	173.283	14.615	7.676	29.663	3.536	1.701	1.721	3.459	40.769		
Février	—	10.326	152.581	14.935	8.861	26.431	3.365	1.924	665	3.773	35.457		
Mars	168	12.328	128.107	21.732	11.026	16.815	4.191	1.614	1.294	5.203	49.769		
Avril	—	11.247	117.473	17.601	13.601	19.136	4.598	1.461	3.242	4.393	37.774		
Mai	—	11.450	102.327	18.250	12.407	27.913	4.320	1.654	2.566	3.855	30.781		
Juin	—	10.827	85.646	20.519	12.125	16.182	4.057	2.061	2.523	2.763	22.631		
Juillet	12	11.749	58.920	21.915	13.482	20.778	3.429	1.678	1.615	3.087	19.754		
Août	—	13.449	38.790	21.317	13.159	20.041	3.799	2.455	760	2.488	25.949		
Septembre	99	13.485	19.399	23.390	11.898	30.740	4.190	2.291	2.801	2.727	22.331		
Octobre	85.933	18.813	81.322	20.458	10.574	27.510	4.535	2.152	3.191	3.220	31.224		
Novembre	137.832	21.333	164.974	22.673	9.027	39.335	4.802	2.083	3.167	3.198	31.812		

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

## IV — ENERGIE ELECTRIQUE (\*)

(milliers de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

PÉRIODES	Production (1)				Importation	Exportation	Total énergie absorbée par les réseaux
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique			
	Régies communales	Sociétés privées					
1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7 = 4+5-6	
1936-38 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1947 Moyenne mensuelle	28.736	327.979	244.309	601.024	21.749	4.978	617.795
1948 Moyenne mensuelle	30.848	336.598	291.127	658.573	23.692	3.833	678.432
1948 Septembre	28.679	329.566	290.017	648.262	32.366	3.590	677.038
Octobre	31.826	353.116	311.634	696.576	27.190	3.712	720.054
Novembre	34.390	363.708	314.147	712.245	12.158	3.153	721.250
Décembre	36.706	393.421	317.780	747.904	7.884	2.810	752.981
1949 Janvier	37.959	375.582	307.827	721.368	6.411	4.085	723.694
Février	30.679	349.782	290.375	670.836	7.058	5.593	672.301
Mars	33.183	377.798	326.872	737.853	7.384	7.128	738.109
Avril	27.533	346.822	294.605	668.960	7.600	2.802	673.758
Mai	26.595	344.069	298.859	669.523	9.094	2.858	675.759
Juin	26.148	320.399	285.225	631.772	15.640	2.213	645.199
Juillet	24.100	311.036	255.935	591.072	15.111	2.854	603.329
Août	27.875	337.364	262.476	627.715	14.105	2.383	639.437
Septembre	29.957	358.231	270.084	658.272	10.183	4.267	664.188
Octobre	33.819	385.663	284.710	704.192	5.245	3.398	706.039
Novembre	36.251	390.441	285.534	712.226	3.698	4.535	711.369

(\*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1947 : 274; au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

## V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Total de gaz produit en Belgique	Imports	Exports	Solde : imports moins exports	Total de gaz disponible en Belgique
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées						
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles					
1	2	3	4	5	6 = 1+2+3+4+5	7	8	9 = 7-8	10 = 6+9	
1948 Moyenne mensuelle	161	3.705	6.426	57.624	73.605	141.521	130	1.702	- 1.572	139.949
1948 Août	190	3.277	5.789	134.743	143.999	143.999	129	1.347	- 1.218	142.781
Septembre	192	3.006	6.159	133.378	142.735	142.735	46	1.532	- 1.486	141.249
Octobre	171	3.380	6.508	138.864	148.923	148.923	125	1.618	- 1.493	147.430
Novembre	154	3.025	6.700	138.216	148.095	148.095	30	1.790	- 1.760	146.335
Décembre	131	4.466	7.393	140.555	152.545	152.545	35	2.025	- 1.990	150.555
1949 Janvier	138	3.947	6.638	63.477	72.541	146.741	37	2.044	- 2.007	144.734
Février	124	3.458	6.365	55.762	75.760	141.469	35	1.896	- 1.861	139.608
Mars	141	4.239	7.204	61.403	82.416	155.403	36	2.103	- 2.067	153.336
Avril	152	3.298	6.264	55.978	80.099	145.791	33	1.812	- 1.779	144.012
Mai	168	4.739	6.551	56.903	80.526	148.887	34	1.943	- 1.909	146.978
Juin	167	4.079	5.905	55.004	77.077	142.232	30	1.736	- 1.706	140.526
Juillet	181	3.265	5.566	53.417	66.719	129.148	37	1.619	- 1.582	127.566
Août	178	5.994	5.855	52.523	62.924	127.474	281	1.688	- 1.407	126.067
Septembre	181	4.446	5.959	53.822	58.724	123.132	242	1.740	- 1.498	121.634
Octobre	168	1.929	6.393	56.501	57.962	122.953	164	1.731	- 1.567	121.386

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

# LA CONSOMMATION (\*)

## I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

65

(Période 1936 à 1938 = 100)

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	GRANDS MAGASINS										
	VÊTEMENTS					AMEUBLEMENT			ARTICLES DE MÉNAGE ET DIVERS		
	Grands magasins sans distinction d'activité	Grands magasins à rayons multiples			Grands magasins spécialisés dans la confection et la couture	Grands magasins à rayons multiples			Grands magasins à rayons multiples		
		Chiffre d'affaires mensuel				Chiffre d'affaires mensuel			Chiffre d'affaires mensuel		
		de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total		de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total
1948 Septembre .....	425	321	462	453	313	343	513	493	257	390	376
Octobre .....	543	390	566	555	495	378	459	449	269	405	391
Novembre .....	452	371	486	478	347	331	427	415	332	495	478
Décembre .....	495	506	540	537	324	303	492	470	358	598	572
1949 Janvier .....	393	368	442	438	215	333	446	433	250	363	351
Février .....	366	327	412	407	205	303	509	485	225	347	334
Mars .....	438	329	481	471	304	421	489	481	332	395	383
Avril .....	527	343	560	547	447	440	536	524	254	412	395
Mai .....	455	329	492	482	348	348	503	485	244	397	381
Juin .....	395	281	436	427	270	312	427	413	220	356	341
Juillet .....	474	332	540	526	263	245	483	455	243	403	388
Août .....	<i>p</i> 324	<i>p</i> 253	372	<i>p</i> 364	164	255	440	418	<i>p</i> 230	416	<i>p</i> 396
Septembre .....	<i>p</i> 379	<i>p</i> 311	425	<i>p</i> 418	222	346	554	530	<i>p</i> 244	412	<i>p</i> 394
Octobre .....	<i>p</i> 547	<i>p</i> 396	592	<i>p</i> 580	418	394	553	534	<i>p</i> 259	427	<i>p</i> 409
Novembre .....	<i>p</i> 483	<i>p</i> 387	539	<i>p</i> 530	296	304	472	452	<i>p</i> 343	568	<i>p</i> 544

PÉRIODES	GRANDS MAGASINS Source : Institut National de Statistique				MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX			
	Grands magasins sans distinction d'activité	Indice général			Indice général Source : I. N. S.	Alimentation Source : B. N. E.	Indice général Source : I. N. S.	Boulan- gerie	Alimen- tation	Vêta- ments
		Grands magasins à rayons multiples						Source : Banque Nationale de Belgique		
		Chiffre d'affaires mensuel								
	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total							
1948 Septembre .....	407	284	428	415	386	371	279	181	378	457
Octobre .....	457	312	468	453	389	364	296	200	397	536
Novembre .....	461	341	485	471	341	334	270	180	284	446
Décembre .....	531	385	566	549	417	416	309	201	467	515
1949 Janvier .....	376	289	400	389	383	351	259	178	377	460
Février .....	362	259	387	375	322	327	254	177	354	363
Mars .....	417	343	435	426	366	349	302	205	398	489
Avril .....	460	300	478	461	398	351	293	193	389	493
Mai .....	420	278	442	427	384	349	270	193	381	431
Juin .....	370	247	392	378	380	349	261	198	382	366
Juillet .....	427	264	459	441	409	358	255	188	381	360
Août .....	<i>p</i> 370	<i>p</i> 239	403	<i>p</i> 388	366	357	267	186	392	345
Septembre .....	<i>p</i> 401	<i>p</i> 273	431	<i>p</i> 417	365	351	298	191	392	463
Octobre .....	<i>p</i> 476	<i>p</i> 309	499	<i>p</i> 481	368	346	291	195	395	511
Novembre .....	<i>p</i> 511	<i>p</i> 348	548	<i>p</i> 529	360				446	449

(\*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 56.

## II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

66

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher
	(milliers de pièces)			(tonnes)
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1948 Moyenne mensuelle	7.318	21.705	741.725	818
1949 Moyenne mensuelle	7.073	21.753	701.157	832
1948 Octobre	6.200	15.859	739.172	768
Novembre	10.712	29.605	600.104	856
Décembre	9.425	29.668	717.450	834
1949 Janvier	5.354	17.258	711.217	759
Février	1.748	3.626	650.852	506
Mars	3.517	15.201	839.734	724
Avril	10.196	35.898	487.631	1.048
Mai	7.244	25.941	672.120	985
Juin	6.996	21.029	765.284	1.040
Juillet	6.153	20.256	730.794	768
Août	6.291	27.633	847.688	918
Septembre	8.328	20.028	741.507	785
Octobre	8.919	19.740	718.447	874
Novembre	10.676	27.785	635.317	776
Décembre	9.452	26.644	613.291	800

67

## III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1947 Moyenne mensuelle	18.114	2.666	10.115	22.350	7.046
1948 Moyenne mensuelle	15.190	4.573	11.919	26.575	5.143
1948 Septembre	14.769	6.968	11.706	24.717	6.646
Octobre	14.561	5.322	9.386	22.716	8.095
Novembre	17.351	5.733	9.569	24.110	10.189
Décembre	16.942	5.561	8.091	22.687	10.049
1949 Janvier	15.894	4.834	7.808	25.329	8.238
Février	14.707	3.869	9.880	25.986	5.933
Mars	18.714	3.778	14.568	36.636	4.354
Avril	14.957	2.317	13.290	32.715	2.417
Mai	17.287	2.176	13.186	37.818	1.666
Juin	18.148	2.787	14.251	38.823	1.211
Juillet	14.576	2.868	11.063	32.681	815
Août	20.297	4.104	13.683	38.436	1.473
Septembre	17.486	3.762	10.846	35.569	2.866
Octobre	18.493	4.573	9.247	40.166	6.129
Novembre	20.255	3.989	9.837	45.071	13.847

## LES TRANSPORTS

### I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1947 Moyenne mens. ...	202,0	400,8	25,5	628,3	119,6	747,9	808,8	— 60,9	108,8
1948 Moyenne mens. p	211,3	438,9	29,4	679,6	215,3	894,9	807,7	+ 27,2	98,0
1948 Août	290,0	421,4	28,7	740,1	225,0	965,1	909,6	+ 55,5	94,3
Septembre	219,8	440,0	29,0	688,8	225,0	913,8	831,1	+ 82,7	91,0
Octobre	202,7	472,8	21,9	697,4	225,0	922,4	836,1	+ 36,3	95,3
Novembre	169,4	475,4	25,5	670,3	166,7	837,0	838,7	+ 1,8	100,2
Décembre	181,6	467,6	31,7	680,9	516,7	1.197,6	1.059,0	+ 138,5	88,4
1949 Janvier	187,2	437,0	37,6	661,8	166,6	828,4	855,6	— 30,2	103,7
Février	154,3	417,1	31,8	603,2	166,6	769,8	835,0	— 65,2	108,5
Mars	166,4	449,1	33,7	649,3	166,8	816,1	894,9	— 78,8	109,7
Avril	198,5	408,1	39,9	646,5	166,7	813,2	856,7	— 43,5	105,4
Mai	194,7	389,3	45,1	629,1	166,7	795,8	925,3	— 129,5	116,3
Juin	202,5	385,7	28,2	616,3	166,6	782,9	850,1	— 67,2	108,6
Juillet	275,3	368,9	32,2	676,5	166,7	843,2	862,6	— 19,4	102,3
Août	284,6	381,7	35,0	701,4	166,7	868,1	880,6	— 12,5	101,4
Septembre	217,8	416,9	31,4	666,1	166,6	832,7	925,8	— 93,1	111,2
Octobre	195,2	449,3	33,9	678,4	166,7	845,1	900,5	— 55,4	104,8

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.



PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2)						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			Total
		Service interne belge	Service internat.	Transit							
1938 Moyen.men.(3)	388.982	114.745	90.065	479.647	16.004	511	5.250	186	154	88	428
1947 Moyen.mens..	324.103	104.891	41.401	365.505	19.367	611	5.004	224	172	92	489
1948 Moyen.mens..	321.733	100.187	44.909	366.642	18.693	599	5.322	220	198	95	513
1948 Août .....	311.200	92.874	42.055	354.155	18.236	706	5.095	210	198	95	503
Septembre ..	330.190	99.825	41.999	372.189	18.969	611	5.320	231	184	85	500
Octobre .....	349.064	108.281	49.341	398.405	18.329	581	5.785	240	179	103	522
Novembre .....	341.965	108.903	53.049	395.014	18.592	571	6.034	228	207	128	563
Décembre .....	321.129	113.253	56.691	377.820	18.898	575	5.609	215	207	131	553
1949 Janvier .....	301.652	111.531	50.480	352.132	18.840	561	5.379	204	208	129	541
Février .....	290.621	97.242	50.269	340.890	17.683	531	5.027	192	189	104	485
Mars .....	313.239	99.355	48.978	362.217	19.013	566	5.322	205	201	100	506
Avril .....	293.657	87.103	45.192	338.849	18.447	584	4.869	186	187	89	461
Mai .....	286.826	82.008	43.557	330.383	18.500	584	4.742	176	184	95	455
Juin .....	283.634	80.095	41.916	325.550	17.926	602	4.633	173	177	86	435
Juillet .....	257.712	73.202	40.565	298.277	16.883	654	4.112	156	152	92	400
Août .....	287.112	82.605	40.779	327.891	19.128	725	4.474	175	158	105	438
Septembre .....	310.607	99.177	39.503	350.110	18.331	598	4.932	206	163	85	454
Octobre .....	336.613	113.383	45.189	381.802	18.499	581	5.553	233	168	86	486

- A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.  
 B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.  
 C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.
- (1) Wagons chemins de fer et particuliers.  
 (2) Non compris les transports militaires.  
 (3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)

2° Transport des principales grosses marchandises

A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtements	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)...	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1947 Moyenne mensuelle .....	489	5.004	297	1.915	425	474	478	599	58	255	91	411
1948 Moyenne mensuelle .....	513	5.323	269	1.840	608	612	491	611	48	230	84	471
1948 Août .....	503	5.095	175	1.708	735	626	473	628	59	165	68	457
Septembre .....	500	5.320	166	1.832	632	656	504	690	97	193	75	475
Octobre .....	522	5.785	601	1.986	567	674	520	630	39	189	73	505
Novembre .....	563	6.034	750	2.034	732	670	458	546	34	244	82	484
Décembre .....	553	5.609	282	2.093	713	724	430	464	37	306	90	470
1949 Janvier .....	541	5.379	185	2.069	728	703	408	425	35	286	83	468
Février .....	485	5.027	177	1.826	607	689	430	428	36	275	79	480
Mars .....	506	5.321	173	1.830	695	750	457	537	38	289	76	476
Avril .....	461	4.869	142	1.628	700	654	454	565	34	222	68	402
Mai .....	455	4.744	121	1.542	712	650	477	610	31	153	67	381
Juin .....	435	4.633	125	1.503	633	663	470	612	26	164	65	372
Juillet .....	400	4.112	150	1.386	500	532	414	586	22	141	60	321
Août .....	438	4.474	171	1.534	527	580	427	593	67	151	68	356
Septembre .....	454	4.932	157	1.873	500	585	440	692	76	168	67	374
Octobre .....	486	5.553	645	2.105	475	578	418	659	30	180	67	396

- (1) Non compris les transports militaires.  
 (2) Y compris le Nord-Belge.

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

70

II  
Soc. Nat.  
des  
Ch. de fer  
vicinaux  
  
Tonnes-  
km.  
trans-  
portées  
  
(milliers)

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Mat. de constr. verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	
1938 Moyenne mensuelle (1)	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1947 Moyenne mensuelle	3.196	163	1.522	13	227	339	433	16	137	27	318	4.565
1948 Moyenne mensuelle	3.375	142	1.633	14	237	342	480	14	115	32	366	4.344
1948 Octobre	3.811	399	1.797	11	236	358	500	9	91	32	378	6.159
Novembre	3.768	562	1.757	10	220	307	420	5	93	31	361	6.919
Décembre	3.414	130	1.893	15	253	269	360	5	109	34	346	3.240
1949 Janvier	3.247	54	1.828	11	242	275	335	5	112	31	354	2.057
Février	3.078	55	1.657	13	216	305	328	6	133	28	337	2.624
Mars	3.311	56	1.728	14	244	320	410	6	145	30	358	3.289
Avril	3.047	41	1.534	12	212	339	458	5	107	29	310	3.160
Mai	2.926	33	1.435	12	184	352	496	5	81	27	301	3.160
Juin	2.883	34	1.388	15	190	337	505	4	89	26	295	3.058
Juillet	2.556	44	1.215	10	150	296	479	5	80	22	255	2.552
Août	2.815	49	1.334	12	169	315	491	41	94	24	286	2.866
Septembre	3.227	63	1.602	14	182	319	573	51	96	24	303	3.173
Octobre	3.831	478	1.884	9	180	314	536	5	103	23	299	5.620

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.  
r: Montant rectifié.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

71

Sources: Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME					NAVIGATION FLUVIALE						
	ENTRÉES			SORTIES		ENTRÉES			SORTIES			
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)
1936-1938												
Moy. mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317	280	3.762	1.268	626
1947 Moy. m.	668	1.688	1.331	485	182	520	2.823	1.016	280	2.763	989	626
1948 Moy. m.	706	1.703	1.149	549	160	597	2.669	963	327	2.635	954	551
1948 Novemb	653	1.476	881	530	119	605	2.310	806	328	2.399	838	383
Décemb	802	1.828	1.015	650	134	690	2.640	951	383	2.517	894	425
1949 Janvier	757	1.702	824	624	129	533	2.566	891	313	2.566	902	477
Février	706	1.618	992	602	124	662	2.524	912	308	2.499	911	486
Mars	783	1.744	854	667	128	693	2.616	926	352	2.674	951	540
Avril	802	1.831	849	673	124	724	2.523	910	382	2.703	1.024	548
Mai	827	1.849	1.042	640	168	640	2.758	986	427	2.644	939	481
Juin	865	1.949	1.032	695	156	699	2.768	1.023	367	2.846	1.070	651
Juillet	840	1.926	974	692	166	701	3.080	1.211	417	2.939	1.125	594
Août	826	1.807	1.075	666	140	712	2.959	1.251	433	2.887	1.237	599
Septemb	787	1.745	953	666	139	813	2.900	1.326	465	3.002	1.345	610
Octobre	763	1.832	871	622	136	911	2.863	1.231	435	2.834	1.216	495
Novemb	767	1.727	875	630	142	550	2.767	1.115	388	2.852	1.161	504

b) Port de Gand

Sources: Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Entrées	Sorties
1936-38 Moy. mens.	169	177	208	170	178	92	174	152
1947 Moyenne mens.	92	134	162	92	134	61	67	30
1948 Moyenne mens.	90	129	186	91	129	42	64	33
1948 Novembre	89	134	160	89	132	56	73	14
Décembre	83	104	117	83	104	38	64	38
1949 Janvier	77	81	92	74	80	44	30	15
Février	101	115	102	100	114	56	70	31
Mars	123	117	151	128	128	71	62	34
Avril	117	126	137	119	124	77	64	20
Mai	146	150	167	139	148	89	90	35
Juin	105	124	147	107	121	67	83	41
Juillet	92	114	138	93	111	85	99	53
Août	108	127	158	108	137	39	87	37
Septembre	96	122	134	95	110	47	84	40
Octobre	84	93	112	88	103	54	123	32
Novembre	105	123	135	100	113	37	124	43

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source : Institut national de Statistique.

72

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1947 Moyenne mensuelle	4.759	1.203	1.213	207	7.382	1.106	396	377	54	1.933	112,5	20,4	28,5	6,9	169,3
1948 Moyenne mensuelle	4.860	1.400	1.477	227	7.964	1.152	482	479	61	2.174	118,0	26,1	32,1	7,8	184,0
1948 Octobre	5.384	1.745	1.524	222	8.875	1.209	558	447	55	2.269	118,9	30,7	30,4	7,1	187,1
Novembre	4.932	1.594	1.485	313	8.324	1.145	513	423	93	2.174	117,0	27,1	30,5	11,9	186,5
Décembre	4.687	1.519	1.393	242	7.841	1.093	509	415	67	2.084	110,8	28,7	28,0	8,4	176,8
1949 Janvier (1)	4.940	1.409	1.024	262	7.635	1.223	456	342	69	2.090	133,5	28,6	21,8	9,0	192,9
Février	5.052	1.577	1.293	231	8.153	1.204	544	426	70	2.244	129,1	29,9	27,2	9,4	195,6
Mars	5.275	1.520	1.346	367	8.508	1.246	489	456	108	2.298	125,7	27,2	25,7	14,4	193,0
Avril	5.744	1.577	1.199	446	8.966	1.361	548	435	126	2.470	140,2	29,8	24,5	16,5	217,0
Mai	5.707	1.911	1.466	394	9.478	1.324	675	484	111	2.594	134,4	37,5	30,9	14,5	217,3
Juin	5.552	1.808	1.520	336	9.211	1.276	624	574	90	2.564	134,3	30,7	34,2	11,7	211,0
Juillet	5.487	1.992	1.529	314	9.322	1.260	666	511	88	2.525	130,4	36,1	31,7	11,5	209,7
Août	5.136	2.454	1.922	363	9.875	1.174	705	607	106	2.592	120,9	36,8	37,4	14,0	208,9
Septembre	5.962	2.406	2.011	442	10.821	1.356	675	602	108	2.740	144,3	33,7	39,0	14,2	231,2
Octobre	5.778	2.586	2.066	340	10.770	1.328	787	606	81	2.802	139,5	43,1	41,5	10,6	234,6

(1) Afin d'obtenir une statistique plus complète, la méthode d'observation a été légèrement modifiée à partir de janvier 1949. De ce fait, les chiffres ne sont plus entièrement comparables avec ceux des années précédentes. En moyenne, les résultats dépassent d'environ 7 % ceux obtenus suivant la méthode ancienne.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

N. B. — Les éléments qui servent de base à cette statistique étant extraits exclusivement des déclarations en douane soucrites par les importateurs et les exportateurs, toutes transactions que, en raison des événements, l'Administration des douanes n'a pas été en mesure de constater, ne sont donc pas enregistrées.

RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
<b>IMPORTATIONS</b>														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,6	704		
1947 Moyenne mens.	4,5	255,8	1.989,0	72,7	2.322,0	47,0	1.645,0	2.834,9	2.551,7	61,3	7.129,9	3.071		
1948 Moyenne mens.	3,1	260,0	2.036,7	99,4	2.399,1	41,7	1.956,2	2.956,8	2.289,7	40,5	7.284,8	3.036		
1948 Novembre	6,7	287,6	1.942,2	82,0	2.318,3	86,6	2.236,6	2.396,8	2.148,5	45,1	6.913,6	2.982		
Décembre	5,1	257,4	2.295,2	98,4	2.656,2	71,0	1.841,4	3.368,3	2.481,1	29,3	7.791,0	2.933		
1949 Janvier	3,4	224,0	1.816,6	67,2	2.111,2	45,9	1.641,3	2.904,9	1.923,1	64,4	6.579,0	3.117		
Février	4,4	292,4	1.938,3	57,3	2.292,5	61,0	1.834,5	2.815,3	1.772,3	30,1	6.513,3	2.841		
Mars	3,7	199,6	2.064,1	70,4	2.337,9	54,0	1.402,9	3.470,9	2.181,9	45,1	7.154,8	3.060		
Avril	4,0	148,8	2.074,4	57,1	2.284,3	70,1	1.383,0	3.033,3	2.186,5	46,0	6.719,0	2.941		
Mai	6,1	250,8	2.218,7	60,7	2.536,3	120,4	1.445,3	3.081,9	2.194,9	62,2	6.904,7	2.722		
Juin	3,7	285,3	2.043,0	64,1	2.396,1	71,8	1.545,0	2.922,6	2.175,4	38,3	6.751,1	2.818		
Juillet	4,1	323,0	1.856,1	63,7	2.246,9	79,2	1.687,1	2.547,5	1.906,7	53,9	6.274,4	2.792		
Août	7,8	266,5	1.939,4	53,9	2.267,6	143,6	1.481,2	2.721,3	2.132,5	19,3	6.497,9	2.866		
Septembre	5,0	251,6	1.824,4	60,6	2.141,6	75,5	1.605,1	2.563,9	2.082,4	80,6	6.407,5	2.992		
Octobre	5,2	200,4	1.977,2	73,1	2.256,0	75,4	1.444,5	2.775,8	2.248,3	50,6	6.594,6	2.923		
Novembre	2,9	268,2	1.949,3	76,5	2.296,9	44,7	1.681,5	2.910,3	2.315,2	79,5	7.031,3	3.061		
<b>EXPORTATIONS</b>														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	-159,4	92,1
1947 Moyenne mens.	0,6	21,6	745,7	302,4	1.070,3	25,1	148,7	1.693,5	3.258,3	12,3	5.137,9	4.800	-1992,0	72,1
1948 Moyenne mens.	—	34,0	778,2	445,9	1.258,1	1,8	219,4	1.772,4	4.163,5	21,1	6.168,3	4.903	-1116,5	84,7
1948 Novembre	—	11,1	844,4	505,3	1.360,9	1,6	174,1	1.955,7	4.364,7	8,4	6.504,6	4.780	-409,0	94,1
Décembre	—	23,5	861,7	544,9	1.430,2	2,3	261,7	1.961,2	4.878,1	8,1	7.111,4	4.972	-679,6	91,3
1949 Janvier	0,1	16,7	651,8	419,3	1.087,9	5,9	187,2	1.705,8	4.213,9	24,9	6.137,7	5.842	-441,9	93,3
Février	0,2	17,5	695,6	423,2	1.136,6	8,1	178,6	2.188,5	4.345,5	15,9	6.730,7	5.927	+223,7	103,4
Mars	0,2	26,8	749,0	497,8	1.273,8	6,9	219,8	2.186,5	5.204,5	24,9	7.642,6	6.000	+487,8	106,8
Avril	—	25,6	692,0	431,0	1.149,2	2,9	267,3	1.994,5	4.810,3	27,7	7.102,8	6.181	+383,8	105,7
Mai	—	25,2	728,1	444,0	1.197,4	2,6	316,7	2.038,2	4.807,9	17,6	7.183,0	5.999	+278,3	104,0
Juin	—	26,7	737,1	464,7	1.228,6	1,7	264,6	2.239,7	4.921,7	4,7	7.432,4	6.049	+681,3	110,1
Juillet	—	20,4	785,8	430,9	1.237,2	2,6	240,3	2.019,0	4.835,7	4,6	7.102,1	5.740	+827,7	113,2
Août	—	19,3	814,7	355,3	1.189,3	1,3	221,8	1.791,6	4.130,8	7,8	6.153,3	5.174	-344,6	94,7
Septembre	—	26,4	872,7	356,4	1.255,5	1,4	237,7	1.886,1	4.077,3	20,5	6.223,0	4.957	-184,6	97,1
Octobre	—	36,7	833,1	333,0	1.202,8	1,3	247,1	1.811,6	3.760,8	15,5	5.836,3	4.852	-758,3	88,5
Novembre	—	50,3	856,9	297,9	1.205,2	2,9	348,4	1.801,4	3.486,6	3,2	5.642,7	4.682	-1.388,6	80,3

# LE CHOMAGE

81

## I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHOMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1948 Octobre .....	127.822	128.997	256.819	87.604	44.797	132.401	2.550	1.300	3.850
Novembre .....	147.653	184.001	331.654	112.362	61.500	173.862	2.574	1.435	4.009
Décembre .....	224.673	216.947	441.620	172.395	80.356	252.751	3.793	1.801	5.594
1949 Janvier .....	229.036	267.730	496.766	173.393	80.193	253.586	5.188	2.400	7.588
Février .....	210.147	182.744	392.891	173.092	66.571	239.663	4.162	1.585	5.647
Mars .....	209.067	178.645	387.712	172.212	64.701	236.913	4.143	1.533	5.676
Avril .....	199.202	141.412	340.614	167.488	52.438	219.926	3.855	1.208	5.063
Mai .....	201.106	164.487	365.593	158.445	54.172	212.617	4.596	1.561	6.157
Juin .....	194.029	153.861	347.890	158.873	56.443	215.316	3.667	1.295	4.962
Juillet .....	206.318	255.009	461.327	158.954	61.515	220.469	4.613	1.791	6.404
Août .....	199.250	246.799	446.049	154.011	60.872	214.883	3.656	1.407	4.963
Septembre .....	204.133	258.782	462.915	164.032	64.361	228.393	3.945	1.565	5.510
Octobre .....	246.711	237.890	484.601	198.463	54.614	251.077	5.707	1.583	7.290
Novembre .....	246.747	140.881	387.628	210.403	48.934	259.387	4.845	1.127	5.972
Décembre .....				202.116	62.959	265.075			

## II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											

### Moyenne journalière par mois

1948 Octobre .....	—	—	30	132.401	40.129	18.198	21.757	34.800	6.533	6.430	2.288	923	1.343
Novembre .....	—	—	23	173.862	47.884	25.151	32.594	44.558	9.381	8.372	3.167	860	1.895
Décembre .....	—	—	22	252.751	58.997	34.210	63.602	56.692	18.276	11.245	4.957	1.609	3.163
1949 Janvier .....	—	—	30	253.586	65.208	40.251	44.010	61.236	17.744	13.237	5.564	2.252	4.098
Février .....	—	—	24	239.663	63.791	39.677	40.476	56.200	15.199	12.193	5.787	2.212	4.128
Mars .....	—	—	24	236.913	66.427	38.669	39.135	54.732	15.478	11.616	5.199	1.722	3.935
Avril .....	—	—	23	219.926	64.566	35.766	36.184	50.970	14.043	10.017	4.642	681	3.167
Mai .....	—	—	29	212.817	63.669	34.045	33.709	49.298	14.786	9.246	4.410	469	2.985
Juin .....	—	—	23	215.316	63.266	35.018	34.843	49.751	16.201	9.136	4.152	405	2.746
Juillet .....	—	—	29	220.469	64.813	34.609	34.743	49.701	18.046	8.888	6.411	596	2.662
Août .....	—	—	23	214.683	55.677	35.012	30.070	48.453	22.220	10.558	8.909	707	3.071
Septembre .....	—	—	24	228.393	63.504	35.248	33.159	47.343	23.786	11.915	9.434	711	3.293
Octobre .....	—	—	29	251.077	63.781	34.748	62.239	46.991	23.127	9.889	6.194	926	3.182
Novembre .....	—	—	22	259.387	65.554	37.730	65.105	47.720	22.542	10.676	5.182	1.290	3.588
Décembre .....	—	—	24	265.075	65.955	42.644	52.318	53.306	26.278	12.125	6.209	2.012	4.228

### Moyenne journalière par semaine

1949 Octobre .....	2	8	6	253.408	64.134	34.491	62.608	47.432	21.998	9.570	9.502	745	2.928
	9	15	6	246.034	63.329	34.119	61.142	45.962	20.670	9.502	7.624	777	2.909
	16	22	6	242.961	63.494	34.014	61.602	45.602	20.541	9.604	4.212	869	3.023
	23	29	6	244.171	62.936	34.394	61.940	46.330	20.691	9.351	4.291	1.036	3.152
	30	5	5	272.353	65.253	37.114	64.236	50.158	33.452	11.725	5.169	1.202	4.044
Novembre .....	6	12	5	256.621	64.936	37.092	64.276	48.195	21.609	10.752	5.106	1.126	3.529
	13	19	5	253.871	65.155	37.178	64.146	46.883	20.834	10.203	4.951	1.227	3.494
	20	26	6	259.498	65.763	37.824	65.537	47.602	22.133	10.584	5.206	1.273	3.576
	27	3	6	267.098	66.338	38.643	66.322	48.479	25.436	11.177	5.453	1.509	3.743
Décembre .....	4	10	6	271.776	65.338	39.938	68.183	50.173	25.569	11.284	5.710	1.739	3.842
	11	17	6	254.000	64.225	41.215	48.427	50.806	25.204	11.711	6.082	2.205	4.125
	18	24	6	252.884	65.038	42.492	44.585	51.925	23.952	12.169	6.231	2.168	4.324
	25	31	6	281.641	69.220	46.932	48.075	60.316	30.387	13.337	6.818	1.935	4.621
1950 Janvier .....	1	7	6	296.817	72.489	50.189	49.372	62.278	32.576	15.326	7.479	2.181	4.927
	8	14	6	278.334	71.037	48.454	45.326	57.216	28.211	14.217	7.244	1.747	4.892

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussures	Alimentation	Transport	Dockers	Hôtels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manœuvres	Jeunes gens (- 19 ans) (1)	Divers (2)	Total	
<b>Chômeurs complets</b>																												
1948 Septembre	2.245	476	90	217	828	2.468	5.197	3.654	5.507	199	249	491	6.618	3.441	1.485	2.417	4.354	—	2.080	607	254	5.611	895	25.152	6.314	216	81.065	
Octobre	1.565	478	89	300	789	2.659	5.634	3.954	6.018	192	243	534	7.331	3.512	1.540	2.479	4.648	—	2.473	665	274	6.240	840	27.819	7.194	134	87.604	
Novembre	3.709	550	93	368	918	3.067	9.039	5.241	7.200	218	270	631	9.302	4.699	1.914	2.705	5.369	—	2.741	701	333	6.817	939	34.966	9.998	574	112.962	
Décembre	5.438	703	138	735	1.335	5.335	14.396	7.199	10.579	322	409	722	28.453	7.229	3.085	3.290	6.355	—	2.858	731	398	7.527	920	46.686	17.552	—	172.395	
1949 Janvier	6.891	969	167	777	1.877	6.227	16.994	9.439	13.413	344	458	987	15.242	11.319	4.105	4.448	7.980	—	3.056	896	465	9.095	1.024	57.220	—	—	173.398	
Février	6.981	892	155	735	1.749	4.825	16.522	9.431	13.953	322	474	1.084	13.758	9.850	3.120	4.794	8.287	—	3.177	902	486	9.943	1.025	60.627	—	—	173.092	
Mars	6.775	854	147	634	1.635	7.616	14.286	9.267	14.998	317	496	1.159	13.449	8.525	2.852	4.836	8.522	—	3.301	984	501	10.318	1.050	59.600	—	—	172.212	
Avril	6.201	798	138	533	1.310	9.549	11.462	8.981	15.066	308	485	1.162	13.224	7.541	2.606	5.011	8.647	—	3.073	935	479	10.619	1.128	58.252	—	—	167.488	
Mai	4.018	976	234	521	1.056	9.303	9.436	8.365	14.947	311	473	1.141	13.391	6.884	2.417	4.577	8.723	—	2.928	921	471	10.861	1.211	55.280	—	—	158.445	
Jun	4.875	1.116	252	456	1.059	8.259	9.088	8.150	15.257	328	442	1.128	13.917	7.947	2.838	4.383	8.639	—	2.716	921	468	10.950	1.248	54.636	—	—	158.879	
Juillet	4.955	1.048	279	442	976	7.327	9.076	8.204	15.564	331	425	1.039	13.529	8.968	3.409	4.211	8.473	—	2.385	886	417	11.079	1.106	54.825	—	—	158.954	
Août	4.094	955	243	451	1.024	3.765	8.713	8.105	15.902	339	415	1.061	13.328	9.638	3.272	4.174	8.396	—	2.438	949	413	11.444	1.097	53.795	—	—	154.011	
Septembre	4.545	989	239	465	1.218	6.621	9.156	7.780	17.245	343	433	1.133	13.144	9.220	2.962	4.292	8.876	—	3.170	993	499	12.315	1.187	57.207	—	—	164.032	
Octobre	3.700	977	237	493	1.466	5.201	10.578	8.763	19.018	443	707	1.232	36.243	8.696	3.270	4.485	9.645	—	3.826	1.213	567	12.884	1.074	61.745	—	—	196.463	
Novembre	6.341	1.000	314	570	1.507	4.479	12.638	9.149	19.841	450	685	1.226	36.085	9.448	3.432	4.676	9.961	—	4.108	1.245	575	13.407	1.058	68.208	—	—	210.403	
<b>Chômeurs partiels et accidentels</b>																												
1948 Septembre	251	288	114	88	514	359	864	1.159	1.606	144	575	223	10.675	2.824	1.742	879	3.142	7.783	151	104	26	305	51	4.351	4.674	276	43.168	
Octobre	257	380	92	139	462	471	985	1.316	1.498	157	510	232	10.094	2.973	2.215	971	3.492	8.015	159	104	30	346	53	4.392	5.040	414	44.757	
Novembre	415	267	98	279	553	576	4.722	1.809	2.024	285	577	266	14.739	4.271	2.928	1.086	3.493	7.901	195	124	45	397	63	6.399	7.806	184	61.500	
Décembre	717	514	97	452	775	1.125	11.012	2.977	2.574	399	522	289	13.883	5.874	4.568	1.213	4.245	7.228	216	134	76	394	64	10.564	10.444	—	80.356	
1949 Janvier	817	807	825	652	1.388	1.020	7.992	3.357	4.560	266	744	430	16.919	7.920	4.099	1.781	4.244	7.942	270	116	59	513	60	13.422	—	—	80.193	
Février	674	1.019	458	715	1.074	651	7.187	2.526	3.587	174	686	397	12.745	5.778	2.354	1.708	4.219	7.964	262	112	56	402	60	11.763	—	—	86.571	
Mars	549	949	547	611	1.137	2.045	6.547	2.193	3.684	342	640	433	12.445	4.626	2.124	1.941	3.733	8.029	245	101	57	407	77	11.239	—	—	64.701	
Avril	345	504	387	370	994	2.851	1.571	1.728	3.660	261	628	450	13.021	3.782	1.913	1.931	2.476	7.788	253	123	49	387	60	7.467	—	—	52.439	
Mai	465	265	264	384	815	3.264	1.263	1.692	4.374	259	549	471	14.364	3.821	1.756	1.142	2.721	7.523	226	140	50	367	63	7.934	—	—	54.172	
Jun	542	258	281	354	627	3.365	1.174	1.550	4.662	173	501	432	13.466	5.382	4.363	1.085	2.534	6.894	211	133	47	351	73	7.955	—	—	56.443	
Juillet	439	250	5.799	357	497	2.986	1.188	1.619	4.432	258	549	438	12.581	5.431	4.349	1.183	2.947	7.404	159	124	48	348	54	8.075	—	—	61.515	
Août	305	204	14.308	272	659	382	1.189	1.347	4.473	222	455	320	10.634	5.051	2.801	918	2.455	6.634	186	134	50	333	49	7.290	—	—	60.672	
Septembre	353	277	17.481	249	521	536	1.112	1.372	5.498	236	442	308	9.856	4.337	2.297	1.034	3.151	7.508	220	100	45	366	49	7.013	—	—	64.361	
Octobre	467	406	6.361	265	425	353	1.502	1.288	5.661	263	421	259	8.909	3.863	2.902	1.089	3.709	8.101	233	109	37	373	64	7.554	—	—	54.614	
Novembre	482	478	766	279	426	250	2.107	1.391	5.961	229	304	178	7.882	4.682	2.990	1.079	3.528	7.622	272	119	49	365	75	7.470	—	—	48.984	
<b>Total des chômeurs contrôlés</b>																												
1948 Septembre	2.496	764	204	305	1.342	2.827	6.061	4.813	7.113	343	824	714	17.293	6.265	3.227	3.296	7.496	7.783	2.231	711	280	5.916	946	29.503	10.988	492	124.233	
Octobre	1.822	858	181	439	1.251	3.130	6.619	5.270	7.516	349	753	766	17.425	6.485	3.755	3.450	8.140	8.015	2.632	769	304	6.586	893	32.211	12.234	548	132.401	
Novembre	4.124	817	191	647	1.471	3.642	13.761	7.050	9.224	503	847	897	24.041	8.970	4.840	3.791	8.862	7.901	2.936	825	378	7.214	1.002	41.365	17.804	759	178.862	
Décembre	6.155	1.217	235	1.187	2.110	6.460	25.408	10.176	13.153	721	931	1.011	42.336	13.103	7.653	4.503	10.600	7.228	3.074	865	474	7.921	984	57.250	27.996	—	252.751	
1949 Janvier	7.708	1.776	992	1.429	3.265	7.247	24.986	12.796	17.973	600	1.202	1.417	32.161	19.239	8.204	6.229	12.224	7.942	3.326	1.012	524	9.603	1.084	70.642	—	—	239.586	
Février	7.655	1.911	613	1.450	2.823	5.478	23.709	11.957	17.540	496	1.160	1.481	26.503	15.628	5.474	6.502	12.506	7.964	3.439	1.014	542	10.345	1.085	72.390	—	—	253.663	
Mars	7.324	1.803	694	1.245	2.772	9.661	20.833	11.460	18.682	659	1.136	1.592	25.894	13.151	4.976	6.777	12.255	8.029	3.546	1.085	558	10.725	1.127	70.929	—	—	236.913	
Avril	6.546	1.302	525	903	2.304	12.400	13.033	10.689	18.726	569	1.113	1.612	26.245	11.323	4.519	6.383	11.123	7.788	3.326	1.058	528	11.006	1.188	65.719	—	—	219.926	
Mai	4.483	1.241	498	905	1.871	12.567	10.699	10.057	19.321	570	1.022	1.612	27.755	10.705	4.173	5.719	11.444	7.523	3.154	1.061	521	11.228	1.274	63.214	—	—	212.817	
Jun	5.217	1.374	533	810	1.686	11.654	10.262	9.700	19.919	501	943	1.560	27.383	13.329	7.201	5.468	11.173	6.894	2.927	1.054	515	11.301	1.321	62.591	—	—	215.316	
Juillet	5.394	1.298	6.078	799	1.473	10.313	10.264	9.823	19.996	589	974	1.477	26.110	14.399	7.758	5												

# STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

## I — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1) (millions de francs)

85

RUBRIQUES	31 août 1949	30 sept. 1949	31 octob. 1949	30 nov. 1949
<b>ACTIF</b>				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42).....	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques-postaux .....	2.108	2.111	2.082	2.170
Prêts au jour le jour .....	1.673	1.647	1.434	1.388
Banquiers .....	3.331	3.398	3.152	3.297
Maison-mère, Succursales et filiales .....	658	754	726	765
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	1.793	1.954	2.166	2.081
Portefeuille-effets .....	39.082	40.440	35.935	35.940
a) Portefeuille commercial (2) .....	7.958	8.632	7.208	7.577
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique.....	9.683	10.040	8.035	8.411
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 % .....	21.441	21.718	20.692	19.952
Reports et avances sur titres .....	657	665	776	709
Débiteurs par acceptations .....	3.866	3.712	3.433	3.511
Débiteurs divers .....	12.118	11.802	11.991	11.880
Portefeuille-titres .....	5.141	5.065	8.270	8.164
a) Valeurs de la réserve légale .....	188	188	188	188
b) Fonds publics belges .....	3.465	3.422	6.591	6.537
c) Fonds publics étrangers .....	97	106	109	111
d) Actions de banques .....	655	613	619	613
e) Autres titres .....	736	736	762	715
Divers .....	337	391	376	404
Capital non versé .....	2	2	2	2
<b>Total disponible et réalisable...</b>	<b>70.764</b>	<b>71.941</b>	<b>70.343</b>	<b>70.311</b>
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement.....	1	1	2	2
Immeubles .....	651	650	655	645
Participations dans les filiales immobilières.....	260	260	260	260
Créances sur filiales immobilières .....	113	117	118	121
Matériel et mobilier .....	69	69	69	69
<b>Total de l'immobilisé...</b>	<b>1.094</b>	<b>1.097</b>	<b>1.104</b>	<b>1.097</b>
<b>Total général actif...</b>	<b>71.858</b>	<b>73.038</b>	<b>71.447</b>	<b>71.408</b>
<b>PASSIF</b>				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42).....	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis .....	155	167	209	163
Emprunts au jour le jour .....	26	14	29	20
Banquiers .....	5.059	4.658	4.400	4.264
Maison-mère, Succursales et filiales .....	1.152	1.090	809	1.218
Acceptations .....	3.869	3.712	3.434	3.511
Autres valeurs à payer à court terme .....	907	1.031	942	965
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	1.332	1.358	1.437	1.479
Dépôts et comptes courants .....	52.441	53.929	53.047	52.677
a) A vue et à un mois au plus .....	47.643	48.955	48.090	47.388
b) A plus d'un mois .....	4.798	4.974	4.957	5.189
Obligations et bons de caisse .....	91	106	111	113
Montants à libérer sur titres et participations .....	594	552	553	548
Divers .....	1.495	1.684	1.728	1.788
<b>Total de l'exigible...</b>	<b>67.121</b>	<b>68.291</b>	<b>66.699</b>	<b>66.646</b>
C. Non exigible :				
Capital .....	2.830	2.831	2.831	2.845
Fonds indisponible, par prime d'émission .....	308	309	310	310
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) .....	191	191	191	191
Réserve disponible .....	1.319	1.320	1.320	1.320
Provisions .....	89	96	96	96
<b>Total du non exigible...</b>	<b>4.737</b>	<b>4.747</b>	<b>4.748</b>	<b>4.762</b>
<b>Total général passif...</b>	<b>71.858</b>	<b>73.038</b>	<b>71.447</b>	<b>71.408</b>

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 31 août, 30 septembre, 31 octobre et 30 novembre 1949 respectivement à 2.421, 1.727, 2.616 et 2.518 millions de francs.

## SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85

(millions de francs)

## ACTIF

	3-11-1949	8-11-1949	17-11-1949	24-11-1949	1-12-1949	8-12-1949	15-12-1949	22-12-1949	29-12-1949
Encaisse en or (1)	31.551	31.551	31.123	31.063	31.078	31.103	30.893	30.723	30.605
Avoirs sur l'étranger :									
a) en devises étrangères	1.570	1.637	1.494	1.409	1.263	1.217	1.143	1.277	1.619
b) en francs belges	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Accord de compensation multilatérale fr. b. (2)	2.987	2.780	2.661	2.827	2.673	2.563	2.563	2.947	2.947
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :									
a) en devises étrangères	6.732	6.641	6.764	6.659	6.325	6.347	6.146	5.981	6.078
b) en francs belges	2.168	2.217	2.462	2.405	2.340	2.478	2.493	2.367	2.311
Devises étrangères et or à recevoir	33	50	42	41	41	48	39	37	38
Débiteurs pour change et or, à terme	1.866	1.935	1.787	1.739	1.619	1.858	1.618	1.544	1.675
Effets commerciaux sur la Belgique	3.237	2.991	2.758	2.857	3.476	2.470	2.396	2.378	3.799
Avances sur fonds publics	553	349	606	300	432	347	314	323	431
Effets publics (art. 20. des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :									
a) certificats du Trésor	3.640	4.005	3.850	4.245	4.030	4.440	5.075	5.605	4.580
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	2.599	2.626	1.621	1.545	2.651	2.879	2.119	1.967	2.268
c) autres effets publics	68	1	365	31	6	4	4	3	3
Monnaies divisionnaires et d'appoint	749	738	754	757	693	773	711	708	694
Avoirs à l'Office des Comptes A	2	1	2	2	1	2	2	2	1
Chèques Postaux } Compte B	785	775	744	709	700	688	685	644	630
Avances spéciales pour participation au Fonds Monétaire international :									
a) au Gouvernement belge, en francs belges	986	986	986	986	986	986	986	986	1.125
b) au Gouvernement luxembourgeois, en francs luxembourgeois	44	44	44	44	44	44	44	44	44
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	915	915	915	915	915	915	915	915	915
Immeubles, matériel et mobilier	188	188	188	188	188	188	188	188	189
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	426	424	427	427	430	427	427	427	429
Divers	957	975	1.019	1.020	1.063	1.069	1.036	1.065	933
	97.048	96.821	95.604	95.161	95.946	95.838	94.789	95.123	96.306

## PASSIF

	3-11-1949	8-11-1949	17-11-1949	24-11-1949	1-12-1949	8-12-1949	15-12-1949	22-12-1949	29-12-1949
Billets en circulation	87.361	87.002	86.030	85.500	86.821	86.528	85.752	85.785	87.113
Comptes courants :									
Trésor public { Compte ordinaire	2	2	3	4	4	5	5	4	4
} Comptes Accord de Coopération Economique	738	628	600	541	522	683	857	1.180	766
Fonds Monétaire International :									
Compte francs belges	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130
Compte francs luxembourgeois	44	44	44	44	44	44	44	44	44
Banques à l'étranger :									
1 <sup>o</sup> accords de paiement { a)	650	673	692	789	583	625	577	643	706
b)	785	775	744	709	700	688	685	644	630
2 <sup>o</sup> autres comptes	32	32	27	28	31	31	31	30	36
Divers	1.985	2.131	2.079	2.197	2.026	1.773	1.637	1.662	1.739
Total des engagements à vue.	92.727	92.417	91.349	90.942	91.861	91.507	90.718	91.122	92.168
Devises étrangères et or à livrer	2.097	2.166	2.004	1.952	1.806	2.044	1.778	1.699	1.830
Créditeurs pour change et or, à terme	33	50	42	41	41	48	39	38	38
Caisse de Pensions du Personnel	426	424	427	427	430	427	427	427	429
Divers	849	848	867	883	892	896	911	921	925
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement	516	516	516	516	516	516	516	516	516
	97.048	96.821	95.604	95.161	95.946	95.838	94.789	95.123	96.306

(1) Montants non réévalués.

(2) Ce compte enregistre le montant de l'avance faite par la Banque en vue d'assurer, pour compte de l'Etat, la mise en application de l'accord de paiement et de compensation entre les pays européens pour l'exercice 1949/1950, signé à Paris le 7 septembre 1949, avance qui sera amortie au moyen de l'aide conditionnelle attribuée à la Belgique.

## SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE

(millions de francs)

## ACTIF

	30-6-1949	31-7-1949	31-8-1949	30-9-1949	31-10-1949	30-11-1949
Encaisse-or .....	956	977	977	(*) 977	(*) 977	(*) 977
Compte spécial de la Colonie (**)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses .....	23	26	22	18	20	20
Avoirs aux Offices des Chèques postaux.	10	13	12	11	11	11
Avoirs en Banque						
{ en Belgique .....	444	191	328	358	219	261
{ à l'étranger .....	1.296	1.243	1.248	1.487	1.172	1.203
Portefeuille-titres .....	365	365	373	373	405	405
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger.....	8.060	7.884	7.660	7.351	7.632	7.612
Effets commerciaux .....	728	719	695	702	707	673
Débiteurs .....	306	303	312	272	247	232
Etat belge .....	529	530	531	537	538	538
Immeubles et matériel .....	19	21	22	24	25	29
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme.....	49	47	47	41	28	29
Débiteurs pour contrats de change à terme.....	325	312	305	314	604	582
Divers .....	12	12	16	16	18	18
	13.227	12.748	12.653	12.586	12.708	12.695

## PASSIF

	30-6-1949	31-7-1949	31-8-1949	30-9-1949	31-10-1949	30-11-1949
Capital .....	20	20	20	20	20	20
Réserves .....	46	46	46	46	46	46
Circulation (billets et monnaies métalli- ques).....	2.231	2.314	2.310	2.259	2.232	2.304
Créditeurs à vue						
{ divers .....	7.536	6.999	6.897	6.774	6.868	6.733
{ Colonie .....	2.292	2.332	2.303	2.356	2.101	2.150
Créditeurs à terme .....	250	240	222	213	157	205
Créditeurs pour contrats de change à terme.....	49	47	47	42	28	29
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme.....	325	312	305	314	604	582
Transferts en route et divers .....	478	438	503	562	652	626
	13.227	12.748	12.653	12.586	12.708	12.695

(\*) Montants non réévalués.

(\*\*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.



II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

86

Banque de France  
(millions de francs)

DATES	Encaisse-or (monnaies et lingots)	Or affecté en garantie (conv. du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à vue à l'étranger	Portefeuille commercial et d'effets publics (1)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants créditeurs Total
						sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (2)	Dont avances provisoires (3)		
1947 Moyenne ann...	72.102	—	0,4	98.413	43.145	4.390	8.469	641.695	520.708	807.633	69.353
1948 Moyenne ann...	52.987	12.258	0,2	169.807	83.769	4.527	9.136	723.509	570.300	849.369	207.977
1948 7 octobre ....	52.817	12.408	0,2	192.859	83.639	4.348	16.325	713.806	557.900	923.695	150.584
4 novembre ...	52.817	12.408	0,2	185.100	90.519	4.887	14.836	732.293	578.300	936.937	160.838
9 décembre ...	52.817	12.408	0,3	210.232	90.022	4.333	15.210	749.371	594.900	954.077	178.292
1949 6 janvier ....	52.817	12.408	0,3	231.455	99.960	4.798	13.602	732.128	571.000	988.060	160.882
10 février ....	52.817	12.408	0,3	231.280	98.629	4.462	13.667	744.144	592.600	995.585	161.063
10 mars ....	52.817	12.408	0,3	262.530	103.277	4.912	19.442	728.667	573.700	1.019.189	165.754
7 avril ....	52.817	12.408	0,3	275.820	123.362	5.011	16.285	736.263	579.400	1.055.459	168.107
5 mai ....	52.817	12.408	0,6	265.451	126.281	6.210	24.268	732.787	580.900	1.064.210	165.322
9 juin ....	(4) 52.981	9.293	0,7	295.395	125.737	5.988	18.465	735.150	580.600	1.080.173	160.684
7 juillet ....	52.981	9.293	7.703	298.365	131.159	6.115	19.176	740.098	580.600	1.125.733	149.041
4 août ....	52.981	9.293	21.068	281.740	140.820	5.954	17.631	761.061	592.600	1.152.147	146.241
8 septembre ...	52.981	9.293	44.667	288.833	135.376	4.840	10.288	761.724	589.300	1.185.908	123.754
6 octobre ....	52.981	9.293	52.015	306.696	148.270	6.133	13.438	766.118	592.600	1.229.803	127.398
10 novembre ..	52.981	9.293	58.384	307.730	145.425	5.643	18.648	771.424	594.400	1.229.504	140.630
8 décembre ...	52.981	9.293	61.664	324.064	148.873	5.308	16.785	761.520	582.800	1.241.612	140.390

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 30 septembre 1948.  
précédent : 3 1/2 % depuis le 6 septembre 1948.

(1) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger.

(2) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs et le Bon du Trésor remboursable en or (convention du 17 novembre 1947 et loi du 25 novembre 1947).

(3) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires à l'Etat en vue du paiement des dépenses d'entretien des troupes allemandes d'occupation en France » qui s'élevaient à 426.000 millions de francs.

(4) Une tranche du prêt obtenu de la Federal Reserve Bank en novembre 1947, sur l'or déposé en garantie par la Banque de France, est venue à échéance le 23 mai. Cette tranche s'élevant à 25 millions de dollars était gagée par un dépôt de 23 tonnes d'or. Sur ce dépôt, 22 tonnes ont été cédées par la Banque au Fonds de Stabilisation des Changes pour lui permettre de rembourser le prêt et la Banque a reçu un bon du Trésor remboursable en or d'un montant de 2.951 millions en contrepartie. Le reliquat du dépôt, dégagé par le remboursement, est venu accroître le montant de l'encaisse-or.

Bank of England  
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts	Total	
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1947 Moyen. ann.	0,25	1,48	313,1	14,8	20,2	348,1	1.334,4	1.450,0	12,8	—	295,9	89,1	397,8	17,1
1948 Moyen. ann.	0,25	1,23	340,8	15,0	24,2	380,0	1.253,7	1.312,5	14,0	10,8	304,5	92,7	422,0	14,3
1948 6 octobre ..	0,25	1,84	315,9	27,1	21,2	364,2	1.237,8	1.300,0	13,4	4,3	297,0	96,0	410,7	15,7
10 novembre ...	0,25	2,93	327,4	22,4	27,0	376,8	1.235,6	1.300,0	14,0	7,3	312,1	93,1	426,5	15,8
8 décembre ...	0,25	3,18	355,8	17,7	23,9	397,4	1.260,2	1.300,0	9,8	14,3	308,7	89,8	422,6	10,2
1949 5 janvier ..	0,25	4,03	374,9	22,0	22,2	419,1	1.272,3	1.300,0	27,9	3,1	308,7	93,2	432,9	7,2
9 février ...	0,25	3,84	310,5	28,5	28,1	367,1	1.230,2	1.300,0	14,8	25,9	296,2	85,8	422,7	17,5
9 mars ...	0,25	3,73	317,5	23,7	22,9	364,1	1.240,2	1.300,0	8,5	17,6	295,8	87,4	409,3	15,6
6 avril ....	0,25	3,97	337,4	18,3	22,6	378,3	1.260,8	1.300,0	14,5	6,7	291,0	91,8	404,0	10,7
4 mai ....	0,25	4,19	335,7	14,9	31,3	381,9	1.278,8	1.300,0	8,8	0,7	292,6	87,4	389,5	6,6
8 juin ....	0,25	4,07	360,2	22,9	21,9	405,0	1.280,1	1.300,0	8,0	29,9	287,4	86,9	411,2	5,9
6 juillet ....	0,25	4,43	316,6	22,7	21,6	360,9	1.284,6	1.350,0	9,3	21,2	291,9	90,4	412,8	17,0
10 août ....	0,25	4,84	345,4	11,1	28,3	384,8	1.302,8	1.350,0	10,1	32,4	288,7	87,5	418,7	12,5
7 septembre ...	0,25	5,16	301,5	7,5	22,9	331,9	1.272,5	1.350,0	9,9	9,7	284,5	92,2	396,3	20,9
5 octobre ...	0,36	5,49	339,5	25,5	22,7	387,7	1.264,5	1.300,0	11,5	16,3	291,6	91,9	411,3	10,1
9 novembre ...	0,36	5,72	406,5	15,9	28,2	450,6	1.260,4	1.300,0	8,9	54,7	299,7	115,1	478,4	9,6
7 décembre ...	0,36	5,24	467,1	15,2	23,9	506,2	1.283,7	1.300,0	9,1	80,9	308,9	111,0	509,9	4,3

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1930.  
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.  
(2) Compte de Coopération européenne.

## Nederlandsche Bank

(millions de florins)

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Portefeuille sur l'Etranger	Correspondants à l'Etranger	Moyens de paiement à l'Etranger	Avances nanties en compte courant (y compris les prêts) sur titres, march. et warrants (1)	Cert. de Trésor, repris par la Banque à l'Etat (accord du 24-2-1947)	Créances comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires (2)	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						Créditeurs en monnaies étrangères
										Anciennes émissions	Nouvelle émission	du Trésor		autres				
												ordinaire	spécial (4)	Avoirs des banques en Hollande (3)	Avoirs libres des banques d'émission étrangères et institutions similaires (4)	Avoirs libres (4)	Avoirs bloqués	
1947 Moyen. ann.	545	—	888	135,9	6,8	157	2.088	1.500	147	2.781	892	19	59	—	—	630	40	—
1948 Moyen. ann.	490	1,8	302	128,-	5,5	151	1.865	1.500	119	2.980	675	—	60	—	—	585	26	—
1948 4 octobre ..	455	—	332	103,3	5,4	147	1.800	1.500	115	3.077	393	—	68	—	—	687	23	—
8 novembre ..	451	—	338	128,5	5,9	142	1.800	1.500	113	3.047	324	—	80	—	—	784	20	—
6 décembre ..	439	—	340	135,-	6,1	144	1.800	1.500	111	3.072	312	—	66	—	—	791	19	—
1949 10 janvier ..	439	—	290	131,-	6,6	144	1.800	1.500	110	3.085	166	188	43	—	—	384	5	93
7 février ..	439	3,-	247	147,-	6,4	144	1.800	1.500	109	3.010	226	214	40	327	337	357	4	100
7 mars ..	439	—	178	149,7	6,2	160	1.800	1.500	108	3.019	191	250	33	345	319	4	103	—
4 avril ..	439	—	130	210,-	5,8	156	1.800	1.500	107	3.016	175	301	33	356	368	4	58	—
9 mai ..	439	—	136	187,8	4,8	145	1.800	1.500	80	2.985	93	293	45	366	463	4	59	—
7 juin ..	439	—	158	187,5	4,8	146	1.800	1.500	79	2.993	92	293	43	360	525	3	59	—
4 juillet ..	439	—	194	208,5	4,7	146	1.800	1.500	77	3.016	112	379	83	415	404	3	64	—
8 août ..	425	12,-	260	178,0	1,2	143	1.800	1.500	76	3.007	447	273	34	407	321	2	5	—
5 septembre ..	426	—	312	189,6	2,3	157	1.800	1.500	75	3.031	378	297	36	442	383	2	8	—
10 octobre ..	612	—	333	370,8	2,2	144	1.800	1.500	74	2.975	474	376	37	459	598	2	8	—
7 novembre ..	612	—	331	402,4	1,9	141	1.800	1.500	72	2.968	608	539	51	414	441	2	5	—
5 décembre ..	740	—	253	471,2	2,6	145	1.800	1.500	71	2.996	652	643	39	441	392	2	6	—

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941.  
précédent : 3 % depuis le 29 août 1939.

(1) Avant le 3 janvier 1949, ce compte s'intitulait : « Avances sur nantissement de titres, marchandises et warrants ».

(2) Cette rubrique, ainsi que le compte correspondant du passif « Avoirs libres des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires », traduit les opérations résultant d'accords monétaires qui prévoient des paiements réciproques en florins.

(3) A partir du 3 janvier 1949, la rubrique « Avoirs bloqués des banques » a été remplacée partiellement par le compte « Avoirs des banques du pays », le surplus étant inclus dans les « Avoirs libres ».

(4) A partir du 3 janvier 1949, deux nouveaux comptes ont été détachés des « Avoirs libres » : « Compte spécial du Trésor », qui enregistre la contrevaletur en florins des allocations de l'Accord de Coopération Economique, et « Avoirs libres des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires » (voir remarque 2).

## Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse-or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1947 Moyenn. annuel.	5.130	113,4	51,9	59,7	16,8	3.950	1.198	101,87
1948 Moyenn. annuel.	5.661	135,7	131,6	59,5	16,8	4.176	1.307	105,86
1948 7 octobre ..	5.753	169,9	94,2	40,7	10,4	4.256	1.341	105,81
6 novembre ..	5.755	195,9	80,1	50,8	12,1	4.262	1.361	105,82
7 décembre ..	5.804	214,1	97,8	47,2	9,2	4.310	1.394	105,51
1949 7 janvier ..	5.820	216,9	121,1	47,4	7,4	4.427	1.372	104,10
7 février ..	5.833	257,1	123,1	35,2	6,5	4.224	1.621	104,19
7 mars ..	5.849	280,7	119,1	31,3	7,6	4.234	1.652	104,15
7 avril ..	5.912	322,1	127,6	28,9	8,8	4.257	1.689	104,84
7 mai ..	5.992	377,4	119,8	28,5	7,2	4.231	1.631	105,09
7 juin ..	6.041	373,0	106,1	26,6	8,1	4.223	1.667	105,33
7 juillet ..	6.004	419,3	119,3	24,3	9,2	4.246	1.695	104,60
6 août ..	6.121	398,2	85,7	25,5	7,5	4.247	1.959	105,05
7 septembre ..	6.281	296,2	83,4	22,8	7,0	4.257	2.002	105,07
7 octobre ..	6.155	186,1	90,0	24,2	5,3	4.301	1.816	103,65
7 novembre ..	6.161	254,4	87,6	23,7	6,6	4.297	1.896	103,59
7 décembre ..	6.202	254,3	86,3	28,3	8,6	4.304	1.936	103,47

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.  
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

**Federal Reserve Banks**  
(millions de \$)

86

DATES	Réerves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1947 Moyenne annuel.	19.313	724	20.037	275	22.284	24.356	18.310	46,9
1948 Moyenne annuel.	21.624	635	22.259	291	21.586	23.966	20.399	50,2
1948 6 octobre	21.990	633	22.623	252	23.143	24.077	22.046	49,1
10 novembre	22.195	630	22.825	251	23.144	24.182	22.413	49,0
8 décembre	22.332	628	22.960	228	23.004	24.238	22.252	49,4
1949 5 janvier	22.345	631	22.976	297	22.919	24.088	22.493	49,3
9 février	22.418	623	23.041	357	22.350	23.559	22.203	50,4
9 mars	22.433	614	23.047	347	21.529	23.528	21.357	51,3
6 avril	22.466	609	23.075	303	21.597	23.423	21.531	51,3
4 mai	22.509	603	23.112	270	20.839	23.332	21.108	52,0
3 juin	22.569	589	23.158	258	19.594	23.339	19.494	54,1
6 juillet	22.666	588	23.254	254	19.343	23.498	19.140	54,5
10 août	22.757	568	23.325	291	18.606	23.289	18.672	55,6
7 septembre	22.842	551	23.393	246	17.413	23.411	17.423	57,3
5 octobre	22.797	548	23.345	254	17.961	23.308	18.071	56,4
9 novembre	22.716	549	23.265	244	17.706	23.321	17.780	56,6
7 décembre	22.674	554	23.228	224	17.931	23.501	18.003	56,0

Taux d'escompte { actuel : 1,50 % depuis le 13 août 1948.  
précédent : 1,25 % depuis le 12 janvier 1948.

**Sveriges Riksbank**  
(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étrangers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Fonds placés à la disposition de l'Office de la Dette nationale	Tous autres actifs	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
									des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres dépôts	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circ.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1947 Moyenne annuelle	401	254	2.150	137	466	86	457	2.660	559	133	72	764	527	3.066	24,61	21,35
1948 Moyenne annuelle	195	123	2.921	110	365	—	629	2.834	645	130	87	862	645	3.196	11,22	9,95
1948 Octobre	177	112	3.132	99	267	—	890	2.936	636	133	107	876	866	3.200	9,87	9,05
Novembre	178	113	3.115	128	331	—	887	2.924	721	172	83	976	851	3.200	9,93	9,07
Décembre	178	113	3.317	155	411	—	627	3.113	679	358	102	1.139	550	3.200	9,32	9,07
1949 Janvier	177	112	2.948	173	438	—	589	2.934	728	129	99	956	548	3.200	9,86	9,04
Février	177	112	3.149	149	419	—	566	2.952	693	269	67	1.029	590	3.200	9,78	9,02
Mars	176	112	2.973	132	391	—	591	2.953	641	93	67	801	621	3.200	9,74	8,99
Avril	176	111	3.228	95	372	—	518	3.019	563	222	80	865	616	3.200	9,50	8,96
Mai	157	100	3.066	83	432	—	496	2.906	572	147	83	802	626	3.200	8,84	8,03
Juin	157	99	3.240	83	499	—	507	2.996	748	90	91	930	659	3.200	8,54	8,00
Juillet	156	99	3.088	82	567	—	458	2.928	608	158	85	851	671	3.500	8,72	7,30
Août	156	99	3.204	82	646	—	443	2.980	563	311	69	943	706	3.500	8,54	7,27
Septembre	155	209	2.874	97	813	—	481	3.028	600	28	80	708	893	3.500	12,04	10,42
Octobre	155	209	2.925	104	872	—	499	3.089	666	145	101	812	864	3.500	11,76	10,38
Novembre	155	208	2.934	110	906	—	483	3.109	577	178	95	850	839	3.500	11,67	10,36
Décembre	154	208	3.184	138	954	—	332	3.287	467	361	79	907	775	3.500	11,01	10,34

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.  
précédent : 3 % depuis le 29 mai 1941.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.  
(2) Le contingent d'émission est fixé à l'encaisse métallique plus une couverture secondaire formée par certains postes d'actif. Dans le cas où cette couverture secondaire est supérieure au chiffre de l'encaisse-or augmentée de 350 millions, la couverture est constituée par le double de l'encaisse-or plus 350 millions. Ce montant est porté à 1.400 millions à partir de la situation de mars 1947 et à 2.500 millions à partir de la situation de juin 1947; à partir de la situation de juillet 1948, le droit d'émission maximum est fixé à 3.200 millions; ensuite à 3.500 millions, à partir de la situation du 30 juillet 1949 (loi no 248 du 28 mai 1948). L'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.  
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix de l'or.

**Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 31 décembre 1949)**

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	14 juillet 1949	4, —	Hongrie	1 <sup>er</sup> novembre 1947	5, —
Autriche	10 juillet 1936	3,50	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Belgique	6 octobre 1949	3,25	Italie	9 avril 1949	4,50
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	15 janvier 1946	3,50	Pologne	1 <sup>er</sup> août 1947	6, —
Espagne	22 mars 1949	4, —	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	13 août 1948	1,50	Roumanie	25 mars 1948	5, — (1)
Finlande	1 <sup>er</sup> juillet 1949	5,75	Suède	9 février 1945	2,50
France	30 septembre 1948	3, —	Suisse	26 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	26 octobre 1939	2, —	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12, —	Turquie	1 <sup>er</sup> juillet 1938	4, —
Hollande	27 juin 1941	2,50	Yougoslavie	20 août 1948	1, — à 3, —

(1) Effets agricoles 3 p. c.

**III — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE**

Situations en milliers de francs suisses-or

[unités de 0,29032258... grammes d'or fin (art. 5 des statuts)]

87

	30 septembre 1949		31 octobre 1949		30 novembre 1949			30 septembre 1949		31 octobre 1949		30 novembre 1949	
	<b>ACTIF</b>							<b>PASSIF</b>					
		%		%		%			%		%		%
<b>I. Or en lingots et monnayé .....</b>	160.487	22,0	142.559	19,7	195.034	25,9	<b>I. Capital :</b>						
<b>II. Encaisse.</b>							Capital autorisé et émis 200.000						
A la Banque et en compte courant							actions de 2.500 francs suisses	500.000		500.000		500.000	
dans d'autres Banques .....	49.789	6,8	29.705	4,1	18.244	2,4	or chacune .....	125.000	17,1	125.000	17,3	125.000	16,6
							Actions libérées de 25 % .....						
<b>III. Fonds à vue placés à intérêts ...</b>	3.385	0,5	3.462	0,5	7.044	0,9	<b>II. Réserves :</b>						
<b>IV. Portefeuille réescomptable :</b>							1. Fonds de Réserve Légale ...	6.527		6.527		6.527	
1. Effets de commerce et accep-							2. Fonds de Réserve Générale ...	13.343		13.343		13.343	
tations de Banque .....	10.727	1,5	11.579	1,6	13.331	1,8		19.870	2,7	19.870	2,7	19.870	2,6
2. Bons du Trésor .....	8.350	1,1	9.650	1,3	12.747	1,7	<b>III. Dépôts à court terme et à vue</b>						
							(or) :						
<b>V. Effets divers remobilisables</b>							1. A 3 mois au maximum .....	245	0,0	244	0,0	244	0,0
sur demande .....	63.323	8,7	79.087	10,9	82.057	10,9	2. A vue .....	13.635	1,9	13.635	1,9	24.266	3,2
								13.880		13.879		24.510	
<b>VI. Fonds à terme et avances :</b>							<b>IV. Dépôts à court terme et à vue</b>						
1. A 3 mois au maximum .....	13.582	1,9	17.901	2,5	14.391	1,9	(diverses monnaies) :						
2. De 3 à 6 mois .....	4.293	0,6	—	—	2.841	0,4	1. Banques Centrales pour leur						
3. De 6 à 9 mois .....	4.279	0,6	5.691	0,8	5.002	0,7	compte :						
4. De 9 à 12 mois .....	3.552	0,5	2.126	0,3	—	—	a) De 3 à 6 mois .....	8.098	1,1	2.290	0,3	7.327	1,0
5. A plus d'un an .....	354	0,0	355	0,0	713	0,1	b) A 3 mois au maximum ...	174.038	23,9	183.825	25,4	197.951	26,3
							c) A vue .....	47.863	6,6	38.735	5,3	33.618	4,5
<b>VII. Effets et placements divers :</b>								229.999		224.850		238.896	
1. Bons du Trésor.							2. Banques Centrales pour le						
a) A 3 mois au maximum ...	66.208	9,1	65.783	9,1	30.382	4,0	compte d'autres déposants :						
b) De 3 à 6 mois .....	1.035	0,1	1.040	0,1	1.044	0,1	A vue .....	566	0,1	566	0,1	567	0,1
2. Autres effets et placements							3. Autres déposants :						
divers :							a) A 3 mois au maximum ...	231	0,0	230	0,0	3.146	0,4
a) A 3 mois au maximum ...	35.385	4,8	50.641	7,0	65.887	8,8	b) A vue .....	442	0,1	387	0,1	364	0,1
b) A plus d'un an .....	4.623	0,6	4.576	0,6	4.737	0,6		673		617		3.510	
							<b>V. Divers .....</b>	8.862	1,2	9.588	1,3	9.883	1,3
<b>VIII. Actifs divers .....</b>	107.251	14,4	122.040	17,1	102.050	13,5	<b>VI. Provision pour charges éven-</b>						
	2.636	0,4	3.373	0,5	1.940	0,3	tuelles .....	101.449	13,9	101.449	14,0	101.449	13,5
<b>Exécution des accords de La Haye</b>							<b>Exécution des accords de La Haye</b>						
de 1930 :							de 1930 :						
Fonds placés en Allemagne :							Dépôts à long terme :						
1. Créances sur la Reichsbank et la							1. Dépôts des Gouvernements						
Golddiscontbank: effets de la							créanciers au compte de Trust						
Golddiscontbank et de l'admini-							des Annuités .....	152.606		152.606		152.606	
stration des chemins de fer et							2. Dépôt du Gouvernement alle-	76.303		76.303		76.303	
bons de l'administration des							mand .....						
Postes (échus) .....	221.019		221.019		221.019			228.909	31,4	228.909	31,6	228.909	30,4
2. Effets et bons du Trésor du													
Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		76.181								
	297.200	40,8	297.200	41,0	297.200	39,5							
<b>Total actif ...</b>	729.208	100,0	724.728	100,0	752.594	100,0	<b>Total passif ...</b>	729.208	100,0	724.728	100,0	752.594	100,0

Note: L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de Banques centrales et les fonds détenus pour le Service des Emprunts internationaux, dont la Banque des Règlements Internationaux est le mandataire-trustee ou l'agent fiscal, ne sont pas inclus dans ces situations.

IV — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

89

Montants à fin de mois	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge	P.c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraséculaires (*)	Stock de monnaie scripturale			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (3) / (8)	
1947 Novembre.....	4.463	79.110	82.555	1.319	17.328	39.593	58.240	140.795	58,6	6.343
1948 Septembre.....	4.754	82.359	86.132	899	18.326	38.998	58.223	144.355	59,7	10.139
Octobre.....	4.727	82.954	86.768	940	18.563	41.948	61.451	148.209	58,5	9.923
Novembre.....	4.543	82.683	86.287	878	17.959	40.588	59.425	145.712	59,2	10.498
Décembre.....	4.503	84.861	88.488	2.251	18.654	40.668	61.573	150.061	59,0	10.112
1949 Janvier.....	4.480	83.870	87.334	1.066	17.333	41.139	59.538	146.872	59,5	9.996
Février.....	4.433	84.022	87.532	954	17.226	39.281	57.461	144.993	60,4	9.942
Mars.....	4.394	83.580	86.998	998	17.421	40.911	59.330	146.328	59,5	9.439
Avril.....	4.425	84.574	88.044	891	17.428	40.969	59.288	147.332	59,8	9.112
Mai.....	4.470	84.032	87.564	974	18.903	41.041	60.918	148.482	59,0	9.047
Juin.....	4.560	84.938	88.495	1.027	18.981	42.791	62.799	151.294	58,5	9.151
Juillet.....	4.696	86.805	90.488	955	17.984	42.292	61.231	151.719	59,6	9.398
Août.....	4.710	86.917	90.670	954	18.727	43.508	63.189	153.859	58,9	9.179
Septembre.....	4.400	87.588	91.009	824	18.338	44.665	63.827	154.836	58,8	9.157
Octobre.....	4.112	87.415	90.502	616	18.265	43.694	62.575	153.077	59,1	8.230
Novembre.....	4.107	86.615	89.709	1.076	19.021	42.002	62.099	151.808	59,1	8.172

(\*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 333 et suivantes.

# TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

## STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
<b>LE MARCHÉ DE L'ARGENT</b>		<b>LA PRODUCTION</b>	
I — Taux d'escompte et de prêts .....	2	I — Charbonnière et métallurgique .....	55
II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne .....	4	II — Industrie textile .....	56
<b>LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES METAUX PRÉCIEUX</b>		III — Productions diverses .....	56
I — Cours des métaux précieux .....	9	IV — Énergie électrique .....	58
II — Cours officiels des changes .....	10	V — Gaz .....	59
<b>LE MARCHÉ DES CAPITAUX</b>		<b>LA CONSOMMATION</b>	
I — Cours comparés de quelques fonds publics .....	14	I — Indices des ventes à la consommation .....	65
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers .....	15	II — Consommation de tabac .....	66
III — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles .....	15	III — Abatages dans les 12 principaux abattoirs du pays .....	67
IV — Cours et rendements des principaux types d'obligations .....	16	<b>LES TRANSPORTS</b>	
V — Émissions de capitaux en Belgique et au Congo belge .....	17	I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges .....	70
Tableau rétrospectif		a) recettes et dépenses d'exploitation	
Détail des émissions :		b) wagons fournis à l'industrie	
octobre 1949		c) trafic :	
Groupement par importance du capital		1° trafic général	
VI — Emprunts des pouvoirs publics .....	18	2° grosses marchandises :	
VII — Opérations bancaires du Crédit Communal .....	19	A) ensemble du trafic	
VIII — Inscriptions hypothécaires .....	20	B) service interne belge	
<b>LES FINANCES PUBLIQUES</b>		II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux .....	70
I — Situation de la Dette publique .....	25	III — Les ports .....	71
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique .....	25	a) Anvers	
III — Rendement des impôts .....	26	b) Gand	
<b>LES REVENUS ET L'ÉPARGNE</b>		IV — Mouvement général de la navigation intérieure .....	72
I — Rendement des sociétés anonymes belges .....	30	<b>LE COMMERCE EXTERIEUR</b>	
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement :		Classification adoptée par la convention de Bruxelles .....	75
octobre 1949		<b>LE CHOMAGE</b>	
Tableau rétrospectif		I — Chômage complet et partiel .....	81
II — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite .....	31	II — Répartition des chômeurs contrôlés par province .....	81
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne		III — Répartition des chômeurs inscrits par groupe de professions .....	81
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite		<b>STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES</b>	
<b>LE MOUVEMENT DES AFFAIRES</b>		I — Belgique et Congo belge :	
I — Chambres de compensation .....	35	Situations globales des banques belges .....	85
a) Mouvement du débit		Banque Nationale de Belgique :	
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Situations hebdomadaires .....	85
II — Chèques postaux .....	36	Banque du Congo belge :	
<b>LES PRIX</b>		Situations mensuelles .....	85
a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45	II — Banques d'émission étrangères :	
b) Indices des prix de gros à l'étranger ..	45	Situations .....	86
c) Indices des prix de détail en Belgique ..	46	Banque de France	
		Bank of England	
		Nederlandsche Bank	
		Banque Nationale Suisse	
		Federal Reserve Banks	
		Sveriges Riksbank	
		Taux d'escompte	
		III — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle .....	87
		IV — Stock monétaire en francs belges .....	89